

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI SUR LA C.G.V.

SES ORIGINES — SON ORGANISATION
SON ŒUVRE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT (SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

MAURICE CAUPERT



MONTPELLIER
IMPRIMERIE DE L' « ÉCONOMISTE MÉRIDIONAL »
14, Rue du Plan, d'Agde, 14

1921

Essai sur la C. G. V.

Ses Origines. — Son Organisation. — Son Œuvre

ESSAI SUR LA C.G.V.

SES ORIGINES — SON ORGANISATION
SON ŒUVRE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT (SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

MAURICE CAUPERT



MONTPELLIER

IMPRIMERIE DE L' « ECONOMISTE MERIDIONAL »

14, Rue du Plan d'Agde, 14

—
1921

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

- MM. VALERY, Doyen, professeur de Droit commercial,
chargé du cours de Droit international privé.
MOYE, professeur de Droit international public,
assesseur.
CHARMONT, professeur de Droit civil (en congé).
MORIN, professeur de Droit civil.
DONNEDIEU DE VABRES, professeur de Droit cri-
minel.
BECQUE, professeur de Droit civil.
DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit
administratif.
ROCHE-AGUSSOL, agrégé d'Economie politique.
BASTID, chargé de cours de Droit constitutionnel.
DIJOL, chargé de cours de Procédure.
VINCENT, chargé de cours de Droit romain.
BOSC, chargé de cours de Droit civil.
SURET, chargé de cours d'Economie politique.
GUENOUN, chargé de cours de Droit romain.
VIALLETON, chargé de cours de Droit civil.
VIGIE et BREMOND, doyens honoraires.
LABORDE, professeur honoraire.
CHAUSSE, professeur honoraire.
ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

- MM. MOYE, *Président*.
ROCHE-AGUSSOL, agrégé }
DIJOL, chargé de cours } *Membres*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE BÉNIE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

MEIS ET AMICIS

AVANT-PROPOS

Il y a de longues années déjà, alors que nous n'avions pas encore terminé nos études de licence, la contemplation, des hauteurs du Plateau des Poètes, de la plaine biterroise fit naître en nous le désir de dire un jour ce que fut capable d'engendrer, pour la sauvegarde de notre Région, la persévérante ténacité de nos concitoyens.

Depuis lors, hélas ! de plus austères et de plus pressants devoirs ne nous ont pas permis de réaliser, comme nous l'eussions voulu, ce qui fut pour nous un rêve très cher et longtemps caressé.

Plus que quiconque, nous connaissons l'insuffisance de ces quelques pages, hâtivement écrites et qui sembleront bien humbles à côté du gigantesque effort qu'elles ambitionnent cependant de rappeler.

Du moins, les livrons-nous sans regret au jugement du lecteur — pleinement heureux si un seul y croit découvrir des raisons accrues d'affection pour la splendeur de notre Sol et de fierté pour l'énergie de notre Race.

Béziers. le 5 août 1920.

M. C.

CHAPITRE PREMIER

De la Viticulture dans l'Economie nationale et régionale. — Des Crises antérieures à 1900.

« Les vins sont la richesse de notre Royaume ; ils sont presque l'unique ressource de plusieurs de nos Provinces, qui n'ont pas d'autre moyen d'échange pour se pourvoir de grains et procurer la subsistance journalière à une population immense que le travail des vignes emploie, et dont les consommations enrichissent à leur tour la partie de nos sujets occupés à la culture des grains et en augmentent la production par l'assurance du débit ».

Ainsi s'exprime, dans son préambule, le fameux édit d'avril 1776, par lequel le génie clairvoyant et méconnu de Turgot s'efforçait, en brisant l'iniquité des barrières féodales, d'assurer le libre essor et le plein épanouissement de nos richesses nationales. C'est qu'en effet la culture de la vigne a toujours été en honneur dans notre pays ; le commerce des vins dans les Gaules est, de plusieurs siècles, antérieur à l'ère chrétienne ; Narbonne et Lyon sont, à l'époque de la conquête romaine, les riches métropoles du

vin; et l'on trouve, chez plusieurs auteurs, trace de la puissance de ces « *negociatores vinarii* » qui, groupés dans leurs collèges, fournissaient à eux seuls un tiers de la consommation romaine. Dès le Moyen-Age l'Angleterre, la Flandre et la Hollande, au xiv^e siècle la Suède, le Danemark, l'Allemagne et jusqu'à la Pologne et la Livonie reçoivent par nos ports, nos vins de Bordeaux, de Bourgogne, d'Anjou et du Midi, tant il est vrai que « le vin est un produit naturel dont la plupart des hommes sont avides jusqu'à la passion ». (1) C'est dire qu'entre toutes la vigne est une culture traditionnelle de notre sol.

D'après Vauban, la France possédait, à la fin du xvii^e siècle 2.297.000 hectares de vignes, produisant 29.862.000 hectolitres. Un célèbre arrêté du Conseil d'Etat rendu le 5 juin 1731 sur le rapport du sieur Orry, contrôleur des finances, ayant interdit toute nouvelle plantation de vignes dans les provinces et généralités du royaume, et même le rétablissement de celles dont la culture avait été deux ans suspendue, le vignoble s'en ressentit : en 1760, il ne couvrait plus que 1.675.000 hectares et, à la veille de la Révolution, il était réduit à 1.546.000 hectares produisant environ 25.000.000 d'hectolitres.

En 1849, c'est-à-dire avant la crise de l'oïdium, il était remonté à 2.193.053 hectares; en 1867, à 2.445.180 hectares; en 1905, il ne couvrait plus que 1.744.108 hectares — tandis qu'à la même époque le vignoble italien s'étendait sur près de quatre millions d'hectares.

Mais la faveur de notre climat et la concentration de plus en plus marquée de la culture de la vigne dans des régions déterminées permet à notre pays de se classer bon premier, sinon dans la superficie cultivée en vignoble, du moins dans

(1) Moreau de Jonnés. — Statistique de la France.

la production du vin; alors par exemple que nous produisions 57 millions d'hectolitres en 1905, l'Italie n'atteignait que 29 millions et l'Espagne 21; de même, en 1911, la France, avec 1.594.000 hectares, produit 44.900.000 hectolitres, alors que l'Espagne, avec 1.289.000 hectares n'en produit que 24.200.000. Des statistiques, il résulte que pour les années 1898, 1899 et 1900, la récolte mondiale ressort respectivement à 115, 130 et 163 millions d'hectolitres, et que la France y figure pour 32, 48 et 67 millions, soit environ le tiers de la production du globe. (1)

Sans doute, la surface du vignoble s'est, quelque peu réduite; avec ses 1.600.000 hectares, elle ne vient que très loin derrière les céréales qui en couvrent 15 millions, les prairies et les pâturages, 11 millions, les cultures maraîchères, près de 2 millions. Elle ne s'en classe pas moins bien avant les cultures industrielles (400.000 hectares environ) et la valeur de ses produits représente approximativement le $\frac{1}{8}$ des recettes fournies par l'ensemble des autres cultures. D'après M. Atger, le capital foncier viticole devait être évalué, il y a quelque dix ans, à 15 milliards, soit le sixième de la valeur totale de notre territoire agricole, représentant un revenu annuel de plus de 1.200 millions de francs. Depuis lors, il est incontestable que sa valeur se soit encore accrue et que la viticulture tende à prendre dans notre économie nationale une importance toujours croissante. N'est-elle pas, ainsi qu'on l'a justement écrit, une « *industrie colonisatrice* », nourrissant plus qu'aucune autre branche de l'agriculture une proportion plus considérable de personnes, et par la main-d'œuvre qu'elle nécessite, et par le cortège des industries annexes, telles que tonnelleres, cuveries,

(1) A. Chaussouy. — La Crise Viticole en Septimanie. — Thèse des Sciences Politiques 1913.

fabriques de produits œnologiques et de sous-produits qu'elle suscite et qu'elle alimente ?

Mais s'il est une région où la vigne soit la grande et de beaucoup la principale richesse, la mère de toutes les industries et la nourrice de toutes les activités c'est bien le pays qui, des Pyrénées au Rhône, garde, malgré le caprice périmé des divisions administratives, la physionomie particulière de son irréductible unité géologique, géographique et économique. Les Pyrénées-Orientales, l'Aude et l'Hérault sont, en effet, avec le Gard, le cellier de la France; à eux seuls, ces quatre départements assurent plus de la moitié de la production nationale; et, pour sa seule part, l'Hérault en fournit le quart en moyenne. Pour chacun de ces départements, la production vinicole est la production dominante; elle n'est la production dominante que pour ces départements. Tout le long de la Mer Latine, sur l'antique terre qui fut la Septimanie et que l'on désigne aujourd'hui de plus en plus sous le vocable heureux de « Languedoc Méditerranéen » courent des guirlandes de pampres. Débordant en masses profondes des sables même du rivage dans les grasses plaines d'alluvions, elles s'élancent sur les coteaux et recouvrent les « *Soubergues* » du Biterrois comme les « *Cos-tières* » du Gard. Si la vigne est bien de race française, ici vraiment Bacchus est dieu et roi.

Mais c'est un dieu capricieux et un roi inconstant. Il est aisé de comprendre que si, selon l'adage populaire « lorsque le vin va, tout va », les crises, lorsqu'elles éclatent, sont particulièrement aigües dans le Midi Viticole.

Nous ne parlerons pas des crises nombreuses qui, au cours du siècle dernier, se sont abattues sur cette région et ont réduit à néant les plus belles espérances. Il nous suffira de rappeler les crises de l'oïdium et du phylloxéra.

L'oïdium, dont la présence fut signalée pour la première fois en 1845, dans les serres à vignes de Margate (Angleterre), fit son apparition en France en 1848; mais c'est à

partir de 1850 qu'il y commence ses ravages, dont l'intensité atteint son maximum en 1853 et 1854. La production française qui était de 45 millions d'hectolitres en 1850, tombe successivement à 39 millions en 1851, 28 millions en 1852, 22 millions en 1853, et 10.824.000 hectolitres en 1854, la production la plus faible depuis soixante ans.

Beaucoup durent arracher leurs vignes. Mais la rareté du vin ne tarda pas à déterminer une hausse rapide des prix. Dans le Languedoc, ils atteignirent 40 francs l'hectolitre, ce qui permettait, avec une récolte trois fois moindre, des bénéfices doubles ou triples de ce qu'avaient donné les meilleures années.

Après quelques tâtonnements, on trouva enfin dans le soufre, le remède capable de maîtriser le fléau (1856). L'espérance revint et l'attrait des hauts cours détermina une hausse considérable du prix des terres. L'engouement était tel qu'il n'était pas rare de voir des ouvriers agricoles mettre en commun leurs économies pour se rendre propriétaires de quelques arpents convoités ; c'est ainsi qu'à Loupian, près de Mèze, un hectare fut partagé entre cinq ouvriers, de façon que chacun eût deux parcelles de dix ares. Des facilités de paiement étaient accordées ; l'hypothèque facilitait la constitution de petites propriétés paysannes que deux bonnes récoltes suffisaient parfois à libérer : ainsi se dessinait un mouvement de morcellement et, à la lettre, de « *pulvérisation* » du sol, qui ne devait pas permettre aux nouveaux propriétaires de résister aux assauts des redoutables crises ultérieures.

Cependant en 1858, en 1865, en 1866, en 1869, en 1872 et 1875, l'abondance des récoltes provoqua une baisse sensible des prix. Elle fut particulièrement inquiétante en 1865 et 1866 et menaça la situation de nombreux propriétaires qui avaient recouru à des emprunts onéreux pour des améliorations contestables. Elle eut constitué, à la suite de l'exceptionnelle récolte de 1875, un véritable désastre, si un

autre cataclysme n'avait pas alors exercé ses ravages. C'est en 1863, à Pujault, dans le Gard, que le phylloxéra, importé dans notre pays par des plants d'origine américaine, tels que les « *Jacquez* », fit son apparition, mais ce n'est que quinze années plus tard que la production s'en ressentit. La marche du fléau semblait suivre un rythme régulier, de la Provence au Roussillon; certains arrondissements tels que ceux de Nîmes et de Montpellier étaient d'abord sérieusement atteints; les arrondissements voisins de Béziers et de Narbonne, au contraire, étaient encore épargnés. Mais certains viticulteurs qui paraissaient au début dans une situation favorable, ne tardaient pas à être à leur tour envahis par le mal impitoyable. La production qui, en 1875, se chiffrait par 83.836.000 hectolitres, oscilla entre 25 et 30 millions, de 1879 à 1893, la production la plus forte se plaçant en 1883, avec 36.029.000 hectolitres, tandis que l'année 1889 accusa le plus faible rendement avec 23.824.000 hectolitres.

L'Hérault, en particulier, dont la récolte en 1869 atteignait 15 millions d'hectolitres, vit sa production descendre en 1885 à 2 millions; et d'après M. Jules Leenhard-Pommier le vignoble de ce département qui s'étendait en 1869 sur 226.000 hectares n'en couvrait plus, en 1885, que 47.500. Rien ne peut donner une idée de ce mal qui répand la terreur; ce n'est pas comme l'oïdium, une maladie passagère qui emporte une récolte, c'est la plante qui est frappée à mort; là où s'étaient l'opulence et la prospérité, il n'y a plus que la solitude du désert; devant le phylloxéra, ennemi invisible et insaisissable, les villages se dépeuplent, les familles fuient, 130.000 hectares sont détruits, d'une valeur de 4 milliards; mais si l'on veut évaluer exactement la perte causée par la crise phylloxérique, c'est pour le moins par 4 ou 5 qu'il convient de multiplier ce chiffre.

Les conséquences sociales d'une pareille crise ne tardent pas à se faire sentir; le morcellement déclanché à la suite de l'oïdium s'arrête; beaucoup d'ouvriers, qui n'avaient pas

acquitté complètement le prix de leurs parcelles sont expropriés; certains domaines démembrés se reconstituent et c'est autour des grands propriétaires que s'organise la lutte contre le fléau. La possession de capitaux de réserve, une expérience plus éclairée et plus méthodique des choses de la terre leur permirent d'en rechercher plus aisément les moyens et d'en propager les méthodes appropriées. Les insecticides et la submersion des terres que l'on avait tout d'abord employés ne donnèrent que des résultats partiels. Il fallut se résoudre à arracher petit à petit les plants français pour les remplacer par des cépages américains, depuis longtemps contaminés et immunisés par conséquent contre le phylloxéra.

L'Etat s'émut et donna bien quelque appui aux malheureux sinistrés; il ordonna la destruction des insectes et cryptogames; il accorda quelques subventions et quelques exemptions d'impôt; mais le gros effort fut l'œuvre personnelle et courageuse des viticulteurs du Midi; ruinés, désolés, mais non désespérés, ils se remirent vaillamment au travail.

Cependant, la crise phylloxérique allait changer les conditions et jusqu'à la physionomie de la production viticole dans le Midi; la concentration des entreprises, l'urgence de produire beaucoup pour réparer les ruines au plus tôt allaient donner à la viticulture l'allure d'une véritable industrie agricole. La reconstitution du vignoble devait coûter près de 3 milliards de francs, si bien que l'on peut affirmer que le phylloxéra a eu pour premier résultat d'obliger les viticulteurs à payer une seconde fois leurs vignobles.

Ce véritable effort de création nouvelle devait longtemps encore les tenir courbés sous le poids de lourdes dettes — et c'est ce qu'il convient de retenir, si l'on veut comprendre la gravité de la nouvelle crise qui était sur le point de se déchaîner en 1900 pour atteindre son paroxysme en 1907.

CHAPITRE II

LA CRISE VITICOLE 1900-1907

Ses conséquences économiques et sociales

Avant d'aborder l'étude de cette nouvelle crise, il nous semble utile de marquer tout d'abord en quoi elle se différencie de celles qui l'ont précédée et auxquelles nous avons fait allusion.

En premier lieu, il est à noter que, de toutes les régions viticoles c'est — et de beaucoup — le Midi qui est le plus atteint; pendant que ses vins restent sans acquéreurs, les autres crus se vendent à des prix fort honorables.

D'autre part, alors que l'oïdium et le phylloxéra ont provoqué des crises de déficit, nous nous trouvons maintenant en présence d'une crise de surproduction, ou plus exactement de mévente due — comme nous espérons le démontrer — à une surproduction artificielle.

Et l'apparition même de la fraude, venant fausser le jeu normal des lois économiques, est un élément nouveau qui

caractérise cette mévente et qui ne peut pas se rencontrer dans d'autres crises agricoles, telles par exemple qu'une crise de céréales ou de bétail.

Ce fut avec l'année 1900 que le malaise se déclara. Elle avait été une année de production assez forte, 67.352.000 hectolitres, d'après le Bulletin de Statistique du Ministère des Finances, contre 47.908.000 hectolitres l'année précédente. Cependant les prix qui s'établissaient à l'entour de 20 francs l'hectolitre s'effondraient brusquement cette année là, jusqu'à 5 francs en moyenne, et même jusqu'à moins d'un franc. 1901 n'apporta qu'une récolte normale : 58 millions; 1902, 39 millions seulement. Malgré tout, les prix continuaient à rester misérables, et M. Vivarès cite le cas d'un courtier des Pyrénées-Orientales qui n'arrivait pas à trouver acquéreur d'une cave de 35.000 hectolitres au prix ridicule de 1.75 l'hecto !

L'année 1903 marqua un relèvement des prix aux environs de 14 ou 15 francs; la récolte n'avait été que de 35 millions d'hectolitres; mais ce fut l'époque où le Parlement, en ramenant de 60 à 25 francs la taxe de consommation des sucres, venait de permettre d'intensifier la fabrication des vins artificiels qui allaient submerger le marché. La trop belle récolte de 1904 (66 millions d'hectolitres) ne fit qu'aggraver la situation, et les prix, à nouveau, s'affaissèrent. De 1904 à 1908, ils devaient osciller entre 4 et 10 francs et, à l'appréciation de M. Gide, c'est entre 6 et 8 francs que s'établit la moyenne des prix de vente pendant la crise viticole, de 1900 à 1908.

C'était tout à fait insuffisant pour couvrir les frais généraux d'exploitation. Il faut, en effet, se souvenir de ce que la viticulture s'était, depuis le phylloxéra, singulièrement transformée, et qu'elle présentait tous les caractères d'une véritable industrie capitaliste. Or, le prix de vente de l'hectolitre de vin n'était, en aucune façon, ainsi qu'il eût convenu, conditionné par son prix de revient. Ce dernier dé-

pend du rendement et des frais de culture à l'hectare. De 1900 à 1907, le rendement moyen a été de 50 hectolitres à l'hectare; rendement normal, mais devenu insuffisant pour contrebalancer la brusque ascension des frais de culture. Ceux-ci ont, à l'hectare, triplé dans l'espace de quarante ans, si bien que le prix de revient de l'hectolitre est de 12 et 13 francs et même de 16 francs, si l'on fait entrer en compte la rémunération des capitaux engagés dans l'entreprise; par ailleurs, ainsi que nous l'avons indiqué, le prix de vente de l'hectolitre atteint à peine 8 francs. « Ainsi, dit M. Moysset (1) auquel nous empruntons ces précisions, plus un propriétaire produit de vin, plus il perd; plus il cultive sa vigne, plus profondément s'enracine le chiendent de l'hypothèque. Le vigneron d'autrefois, maître de son travail, n'était débiteur que du soleil. Aujourd'hui, il dépend de son bailleur de fonds, qui, ne trouvant pas ses capitaux suffisamment et régulièrement rémunérés, les retire ».

La terre semble à ce moment renier sa vocation nourricière, et, par une fatalité inexorable, apporter la ruine même avec sa fécondité; il faut compter avec les mille ennemis de la vigne qui, insidieusement ou brusquement viennent, comme à plaisir, annuler les efforts de toute une année de labeur; en 1900, c'est une pourriture horrible qui condamne à l'abandon sur la souche de la moitié des grappes; en 1902, la grêle et l'inondation; en 1903, la gelée. Et puis, il y a le mildew, le black-rot, et la cochylis et la chenille, et la pyrale et l'eudémis, contre lesquels il faut bien pourtant lutter aussi, coûte que coûte, et sans délai! Cela ajoute encore à la ruine, car il faut réserver l'avenir, entretenir malgré tout un sol qui ne produit rien, moins que rien: un revenu négatif.

(1) Le Midi Vinicole. — Article dans « Vendémiaire », 1^{er} mars 1908.

Pour pallier cependant, dans la mesure du possible, aux difficultés actuelles, le vigneron s'attache à abaisser le prix de revient de l'hectolitre ; il réduit au minimum les soins de la culture ; il réduit le nombre de bras qu'il emploie ; il réduit les salaires ; il y a dès lors tout un prolétariat agricole sans travail, avec tous les dangers et toutes les menaces de l'oisiveté et de la misère.

La terre, parfois abandonnée par certains qui n'osent plus lui garder leur foi, perd à ce moment les $\frac{4}{5}$ de sa valeur. C'est M. Barbut, professeur départemental d'agriculture de l'Aude qui, dans l'enquête menée en 1907 par la Commission parlementaire, déclare :

« Au temps de la prospérité du vignoble dans l'Aude, la valeur des terres en vignes était considérable, souvent même exagérée. L'hectare se vendait depuis 10.000 francs jusqu'à 22 et 25.000 francs. Depuis 1900, date du commencement de la crise actuelle, les prix ont considérablement diminué et sont tombés à 1.000 francs dans les côteaux et 5.000 fr. au plus dans les alluvions les plus riches. Actuellement, il est même possible de dire que la vigne n'a pas de cours normal : les propriétés qui sont mises en vente ne trouvent pas preneur. Celles qui se vendent par devant les tribunaux perdent les $\frac{2}{3}$ ou les $\frac{3}{4}$ de leur valeur. Nous pourrions citer une propriété, près de Carcassonne, le domaine d'H... qui, grevé de 255.000 francs d'hypothèques et contenant 128 hectares de terres de premier ordre, dont 50 en vignes, s'est vendue aux enchères publiques 100.050 francs et qui a été reprise par le Crédit Foncier, sur surenchère, 140.005 fr. »

Bien entendu, les industriels et les commerçants — en particulier les artisans et les petits boutiquiers — voient leur situation sérieusement menacée.

L'Union Commerciale et Industrielle de l'arrondissement de Montpellier estime à 50 % la diminution des ventes opérées mensuellement par les divers commerçants de toute catégorie. A Béziers, pendant une année entière, l'Octroi

n'enregistre l'entrée d'aucun convoi de matériaux de construction; le nombre des étaux non occupés à l'abonnement à la Halle de cette même ville qui était, en 1904, de vingt seulement, s'élève à trente-trois en 1905, soixante-deux en 1906 et est de soixante-huit dès la fin de février 1907.

Les rôles des tribunaux de commerce sont encombrés de liquidations et de faillites. A Montpellier, notamment, le nombre des faillites, qui était de quarante-neuf en 1905, est passé à soixante-quatorze en 1906, alors que la moyenne, dans les dix années antérieures à 1905, était de cinquante-et-une; il convient en outre de remarquer què, sur 74 faillites déclarées, trois seulement se sont terminées par un concordat ou abandon d'actif; les autres ont été clôturées par insuffisance d'actif.

Les banques, à leur tour, subissent le contre-coup d'une si lamentable situation. A Carcassonne, il n'y a presque plus de comptes de dépôts; quant aux comptes-courants créditeurs, ils deviennent une curiosité rare. Par contre, les avances sur titres augmentent et les prêts de la Caisse régionale de Crédit agricole du Midi s'élèvent, en cinq ans, d'une façon vertigineuse, de 542.000 à 9.137.000 francs.

Il est logique qu'en présence d'une détresse pareille, les finances publiques se trouvent, elles aussi, singulièrement compromises; l'Octroi de Béziers voit, en une année, ses recettes diminuer de 100.000 francs; « Le Temps » évalue à 100 millions de francs la perte annuelle du Midi viticole; mais M. Atger estime qu'il faut porter ce chiffre à 120 millions, ce qui, en huit ans, représente une perte d'un milliard de francs pour notre région.

Le mouvement de la population nous fournit à son tour des indications précieuses sur la gravité de la crise. A ce point de vue, l'on peut s'arrêter avec fruit devant la statistique municipale de la petite commune d'Argelliers, dont le nom va bientôt retentir bien au delà des limites de la Septimanie.

MOUVÈMENT DE LA POPULATION A ARGELLIERS

1° En 1881, période qui précède l'invasion du phylloxéra, le chiffre de la population est de 1.590 habitants : Les naissances sont de 32 enfants ; les décès sont de 26 personnes ;

2° En 1886, période de reconstitution du vignoble : Nombre d'habitants : 1.258 ; nombre de naissances : 24 ; nombre de décès : 17 ;

3° En 1891, 1896, 1906, après reconstitution presque totale du vignoble :

Nombre d'habitants.....	1410	—	1422	—	1425
Nombre de naissances.....	22	—	21	—	32
Nombre de décès.....	28	—	20	—	27

4° En 1906, période de crise viticole : Nombre d'habitants : 1300 ; nombre de naissances : 15 ; nombre de décès : 25.

Les naissances se sont réduites à moitié : $32 - 15 = 17$.

Les décès sont restés les mêmes. En 1881, 26, contre 25 en 1906.

En somme, depuis 1881, période prospère, jusqu'en 1906, période de gêne, la commune a perdu 290 habitants.

Que deviennent tous ces gens-là ? Si ce sont des commerçants, des industriels ou des ouvriers agricoles, ils cherchent des cieux plus éléments. Si ce sont des viticulteurs, ils essayent de se passer du concours onéreux des intermédiaires, et tentent de vendre eux-mêmes leur vin à Paris ou dans des centres ouvriers de France. Beaucoup, cependant, manquent d'expérience commerciale et d'avances ; et, après de difficiles et coûteux efforts, ils n'arrivent, le plus souvent, qu'à de piètres résultats. Témoin celui dont M. Vivars raconte quelque part la pitoyable odyssée :

« Il avait récolté 700 hectos, qu'il n'avait pu consentir

à vendre à 5 francs l'hectolitre ; ce vin lui coûtait déjà 9 à 10 francs. Il eut l'idée de louer 115 demi-muids ; puis il affrêta une barque ; et, par les canaux, le Rhône et la Saône, il fit, vers le Nord-Est de la France, un voyage au long cours et arriva ainsi dans les environs de Gray. Il fit retentir les airs de l'éclat des trompettes municipales et vendit son vin, non comme il voulut, mais comme il put. Il encaissa, régla ses frais de toute nature, puis le frêt de sa barque ; et, le gousset complètement vide, il télégraphia aux siens de lui envoyer promptement de l'argent pour le retour ».

Tel est le spectacle douloureux qu'offrait alors une région qui avait été parmi les plus opulentes de la France et dont M. Cazeaux-Cazalet, président de la Commission d'enquête nommée par la Chambre, était fondé à résumer ainsi les angoisses dans les sobres conclusions de son rapport :

« Dans le Midi de la France, dans les départements du Var, des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, du Gard, de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales, c'est la ruine complète déjà réalisée ; le viticulteur produit du vin à perte depuis plusieurs années ; il n'a pas amorti ses frais de reconstitution ; il ne peut continuer à payer ni intérêts, ni amortissement ; il ne peut plus emprunter : ni les capitalistes, ni les établissements de crédit, ne peuvent lui prêter ; il réduit d'année en année ses frais de culture au strict nécessaire et concourt ainsi, volontairement ou non, à l'amoidrissement de la valeur de sa propriété. Il ne trouve plus à la vendre, même à vil prix.

» Les renseignements recueillis auprès des administrations publiques, des grands établissements de prêt, des sociétés agricoles et des agriculteurs eux-mêmes, confirment ces affirmations navrantes.

» La situation est à peu près la même en Algérie.

» Les régions du Sud-Ouest, de l'Est et du Centre paraissent moins éprouvées, mais il n'en est pas moins certain que la vente des récoltes y devient de plus en plus difficile ;

seules, peut-être, les grandes marques de crûs de Bourgogne et du Bordelais peuvent-elles espérer échapper à la crise.

» Le commerce des vins est frappé du même coup.

» Les ouvriers viticolés, à leur tour, sont sans travail ou mal rémunérés.

» Les villes et les villages se dépeuplent ».

Ce qui rendait particulièrement pénible cette crise économique, c'est qu'elle ne tardait pas à se doubler d'une crise sociale, d'autant plus inquiétante qu'il s'en rencontre moins dans le domaine de l'agriculture que dans l'industrie, où la concentration des entreprises, l'agglomération des foules ouvrières dans les cités surchauffées en provoque plus facilement l'éclosion. Sans doute, le salaire quotidien de trois francs que recevait alors l'ouvrier des champs pouvait, au premier abord, paraître un salaire normal. Mais, si l'on tient compte de ce que la culture de la vigne ne permet au plus dans l'année qu'une moyenne de 230 journées de travail, il apparaîtra à l'évidence que le produit annuel était tout à fait insuffisant pour assurer dans une région de monoculture, la subsistance de la famille ouvrière. M. Augé-Larribé estime que le maximum de salaire annuel, pour les ouvriers les plus favorisés, ne dépasse pas de beaucoup 800 francs, auxquels l'on peut ajouter parfois 150 journées de femmes à 1.50 et 25 journées de vendanges à 2 francs, soit 275 fr. C'est dire que le budget d'une famille de journalier agricole était des plus modestes, et il ne fallait pas songer, sous peine de déterminer un exode en masse et d'organiser la désertion de la terre, à diminuer encore le prix de la journée de travail. Peu de propriétaires, au reste, s'y risquèrent, bien que quelques-uns l'aient cependant tenté. La plupart se contentèrent de réduire le nombre des journées de travail, soit en ne donnant à la culture que les soins strictement indispensables, soit en mettant eux-mêmes la main à l'ouvrage, en remplaçant la main-d'œuvre salariée par l'assistance de leur famille et l'aide de leurs enfants qui, pendant

ces heures critiques, avaient abandonné, pour soigner la terre, les lycées, les collèges ou les écoles de commerce qu'ils fréquentaient auparavant.

De là un chômage grandissant, l'épuisement des ressources, une situation intenable d'où devait, naturellement et spontanément, jaillir la grève. L'on a essayé de rendre responsable de ce mouvement gréviste ce qu'il est convenu d'appeler « *la politique* ». Et, sans doute, il a pu se trouver, là comme ailleurs, des éléments politiques qui ont essayé d'exploiter à leur profit les difficultés nées de la crise économique.

Mais il nous paraît que c'est se condamner à une vue dangereuse des choses que de se refuser à enregistrer les faits tels qu'ils sont, sous prétexte qu'ils se trouvent parfois heurter nos préjugés ou menacer les intérêts auxquels nous sommes attachés.

Aussi croyons-nous qu'une agitation purement politique est impuissante à rendre raison d'un phénomène dont la source était autrement profonde. Il est à remarquer, d'ailleurs, que le mouvement gréviste se développa tout d'abord hors de l'assistance — et presque de la connaissance — des milieux syndicalistes français qui restèrent longtemps avant d'en soupçonner l'importance et avant de s'y associer.

Quoi qu'il en soit, les premières manifestations se produisirent, en 1900, à Aimargues, (Gard), où les ouvriers réduits au chômage par la crise de la mévente s'imposèrent à plusieurs propriétaires et se mirent au travail malgré la défense qui leur était faite. (1)

Mais le mouvement gréviste proprement dit ne se généralisa que lorsque en 1903, une grande partie de la récolte

(1) Augé-Larribé. — Le problème agraire du Socialisme. P. 297.

ayant été détruite par les gelées printanières, les salaires furent menacés de réduction, au moment même où, pour un temps qui, hélas ! ne devait pas avoir de lendemain, le cours des vins remontait à 20 et 25 francs l'hectolitre. Cette hausse ne suffisait certes ni pour compenser les pertes considérables que les propriétaires subissaient depuis de trop longues années, ni pour leur permettre de se remettre à flot. Mais elle fut suffisante pour que, sans pousser plus avant leur analyse, les ouvriers, eux-mêmes pour la plupart endettés, se soient crus autorisés à exiger le relèvement de leurs salaires. C'est dans ces conditions que, de novembre 1903 à juillet 1904, éclatèrent dans le Midi, d'après l'Office du Travail, près de 150 grèves agricoles, groupant environ 50.000 grévistes. Elles donnèrent naissance à plusieurs syndicats rouges, dont certains éléments se livrèrent à des actes de violences regrettables ; mais cet esprit de lutte de classes devait bientôt se trouver noyé dans le flot montant de la misère, qui menaçait également dans leur vie toutes les familles qui, de quelque rang social qu'elles fussent, vivaient toutes de la même terre qui ne les nourrissait plus.

CHAPITRE III

LES CAUSES DE LA CRISE VITICOLE

La gravité même du mal dont nous avons essayé de dresser le bilan dans les pages qui précèdent nous invite tout naturellement à en déterminer maintenant les causes. Certes, elles sont complexes et l'on pressent que, pour en découvrir certaines, il faudra remonter plusieurs décades en arrière, jusqu'aux époques déjà lointaines de l'oïdium et du phylloxéra.

Nous essayerons de les dégager toutes. Mais il nous faut commencer par écarter celle qui se présente la première à l'esprit; nous voulons dire l'hypothèse de la surproduction naturelle. Qu'il nous soit permis de préciser ce que nous entendons par « *surproduction* ». Il ne saurait s'agir ici de prendre ce mot dans son sens littéral : tous les vins du Midi ayant, finalement, trouvé acquéreur, il serait absurde de parler en ce sens de surproduction. Ce que nous entendons simplement par là, c'est que la trop grande quantité

de vins jetés sur le marché — qu'il s'agisse de surproduction naturelle ou de surproduction artificielle — ont amené un avilissement du prix de vente bien au dessous du prix de revient.

Cette surabondance de vins qui entraînait des effets si désastreux était-elle, comme certains l'ont prétendu, l'œuvre de la nature, secondée par l'imprudence hasardeuse des viticulteurs méridionaux ?

A cela, il n'est que de laisser répondre les statistiques. Avant la crise phylloxérique, le vignoble de l'Aude et de l'Hérault, qui sont les deux départements viticoles par excellence, s'étendaient sur une superficie de 350.000 hectares ; ils n'en couvrent plus aujourd'hui que 300.000. L'Hérault et le Gard possédaient, en 1865, un vignoble respectif de 195.000 et 95.000 hectares, qui n'est plus, en 1900, que de 190.000 et 74.000. Enfin, la superficie totale du vignoble français, qui atteignait 2.400.000 hectares avant le phylloxéra, se trouvait réduite, en 1900, à 1.609.000 hectares ; en 1911, à 1.594.000.

S'il est vrai que la superficie du vignoble ne se soit pas étendue, du moins la production en hectolitres n'a-t-elle pas augmenté, du fait que certaines terres, particulièrement fertiles, jusqu'alors consacrées aux céréales ou à l'élevage, ont été, à leur tour, complantées en vignes, ce qui permettait d'obtenir un rendement jusqu'alors inconnu et pouvant aller jusqu'à 300 hectolitres à l'hectare ?

Ici encore, les statistiques officielles du Ministère des Finances nous fourniront notre réponse.

Si nous envisageons la moyenne des années où la vigne française n'a pas eu à souffrir des attaques de l'oïdium et du phylloxéra, nous constaterons que la moyenne de production annuelle a été de 50.500.000 hectolitres, pour la période qui va de 1860 à 1870 ; de 52.500.000 hectolitres, de 1870 à 1880 ; et qu'elle est, de 1900 à 1907, de 53.500.000 hectolitres. Or, de 1908 à 1912, époque marquée par un relè-

vement sensible des cours, la production annuelle était de 52.500.000 hectolitres.

Aussi, dans son rapport à la Société des viticulteurs de France, en 1907, M. Prosper Gervais rappelait-il justement que de 1863 à 1878, durant seize années consécutives, la France avait récolté annuellement, en moyenne, 56 millions d'hectolitres, qui s'étaient écoulés à des prix rémunérateurs.

Nous pouvons conclure qu'il n'y a pas eu de surproduction nationale.

Y aurait-il eu surproduction méridionale? Pas davantage.

L'Hérault, dont la récolte fut, en 1869, de 15.537.000 hectolitres ; en 1870, de 14.751.000 hectolitres ; en 1873, de 13.500.000 hectolitres, vendus à des prix normaux, ne produisit plus, en 1906, que 13 millions d'hectolitres, qu'il dût sacrifier à 6 francs, alors qu'en 1912, 14.064.907 hectolitres étaient vendus au taux de 25 francs l'hectolitre. La production moyenne des quatre départements méridionaux qui était, entre 1860 et 1885, de 18 millions d'hectolitres, atteignait, en 1900-1905, 20 millions ; mais ce n'est évidemment pas ce faible excédent qui a pu déterminer la crise.

Il est vrai que depuis 1870, époque où la France suffisait à pourvoir à la moitié de la récolte mondiale, alors de 110 millions d'hectolitres environ, de nombreux pays, tels que les Etats de l'Amérique du Sud, l'Australie, le Cap, le Turkestan, la Roumanie, la Bulgarie, avaient constitué des vignobles abondants, qui venaient s'ajouter aux pays proprement viticoles, tels que la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Aussi la production mondiale était passée, en 1900-1905, à 160 millions d'hectolitres, où la part de la France n'était plus que d'un tiers. Mais si cet accroissement de la production mondiale a pu amener quelques perturbations dans l'économie viticole, celles-ci ont été amoindries par des tarifs douaniers. Il est, en tous cas, insuffisant à expliquer la mévente méridionale ; car le débouché des vins français est essentiellement national, sauf peut-être

pour nos vins de luxe, dont l'exportation n'a, d'ailleurs, pas le moins du monde fléchi durant la période de mévente.

Dans une série d'articles fortement documentés parus en 1912, dans le « Midi Viticole », M. Vivarès s'est efforcé d'expliquer la baisse du cours des vins, en considérant l'importance de la production nationale, non plus année par année, mais par périodes de trois ans. Il s'efforce particulièrement de mettre en relief l'importance des récoltes de 1899, 1900 et 1901, qui forment, d'après lui, un total de 210 millions d'hectolitres ; mais il faut tout d'abord observer que ce chiffre comprend les vins importés d'Algérie et que la production proprement française doit être ramenée à 173 millions d'hectolitres, d'après le Bulletin de Statistique du Ministère des Finances.

Est-ce là un chiffre excessif ? Mais, en 1864, 1865, 1866, notamment, la production s'est bien élevée à 183 millions d'hectolitres ; et cependant il n'en est pas résulté une baisse comparable à celle qui se produisit en 1900 ; en tous cas, si M. Vivarès veut absolument examiner la production par tranches de trois années, qu'il totalise, au lieu de considérer les années 1899, 1900, 1901, la production de 1898, 1899, 1900 : il obtiendra une somme de 147 millions d'hectolitres, représentant une moyenne annuelle de 49 millions à peine. Est-ce avec cela qu'il expliquera les cours pratiqués en 1900 ?

Le point de vue exposé par M. Gide, dans un article publié en 1907 dans la « Revue d'Economie Politique », nous paraît tout aussi contestable. Il fixe à 50 millions d'hectolitres la consommation annuelle de la France. Or, dit-il, de 1900 à 1906, la moyenne de la production a été de 58 millions d'hectolitres (53 millions pour la France, 5 millions pour l'Algérie) d'où surproduction de 8 millions. Nous n'avons pas, pour le moment, à nous arrêter à la production algérienne. Mais où M. Gide a-t-il pris la limite de 50 millions d'hectolitres qu'il fixe à la consommation française ? Ce chiffre

nous paraît purement arbitraire ; et d'ailleurs, M. Gide ne semble pas rester fidèle à lui-même, puisque, en 1901, dans la même « Revue d'Economie Politique », il écrivait : « Je crois qu'on peut affirmer que la France ne peut pas boire plus de 60 millions d'hectolitres de vin ». S'il en était resté à cette première estimation, il ne lui eût pas été même possible d'édifier sa thèse, puisqu'alors, au lieu d'un excédent annuel de 8 millions, c'est un déficit de 2 millions qu'il eût fallu accuser.

La vérité, c'est qu'il nous semble que la consommation du vin est essentiellement extensible; tout le vin produit durant la crise viticole, naturel ou artificiel, a fini par se boire. Malgré les prévisions de M. Gide, qui écrivait en 1907 : « L'erreur, c'est de croire que la consommation pourra s'accroître ou même se maintenir au niveau actuel, du jour où les prix se relèveraient »; la consommation n'a pas diminué; et 1912 a vu ses 59.339.000 hectolitres enlevés à 25 francs. En 1875, malgré la mauvaise qualité due à la suvenance de pluies diluviennes, les 83.836.000 hectolitres qui faisaient suite à la récolte de 1874 (63.146.000 hectolitres) trouvèrent tous acquéreurs à 12 et 15 francs. M. Degriully (1) a d'ailleurs parfaitement montré, qu'au cours du XIX^e siècle, la consommation du vin avait beaucoup plus rapidement augmenté que la population; c'est ainsi qu'elle est passée de 8.169.098 hectolitres en 1830 à 20.846.840 en 1849, augmentant des $\frac{3}{5}$, alors que la population avait seulement gagné 3 millions d'habitants. Et M. Louis Perrier pouvait observer, dans la « Revue Politique et Parlementaire » du 10 juillet 1907, que, depuis 1900, la consommation taxée des vins en France s'était accrue de plus de

(1) Essai historique et économique sur la production et le marché des vins en France, P. 206.

10 millions d'hectolitres. De 1860-1875 à 1900-1905, elle était montée de 25 millions à 43 millions d'hectolitres, dépassant ainsi de 30 %/° celle de 1875-1900, et à 49.239.765 hectolitres en 1909. Si l'on y ajoute les quantités consommées en franchise, on arrive à une consommation totale de 68 à 69 millions d'hectolitres ! Ainsi, il apparaît bien qu'il n'y a pas eu davantage sous-consommation que surproduction naturelle : c'est dans une autre direction qu'il faut décidément chercher les racines du mal.

Parmi les causes complexes qui ont déterminé la mévente, les unes ont agi principalement; ce sont toutes celles que nous examinerons lorsque nous étudierons la surproduction artificielle. D'autres, au contraire, eussent, à elles seules, été impuissantes à déclencher la crise; mais leur existence venant en concours avec les autres en ont multiplié et précipité l'action; ce sont celles que nous désignerons comme les causes secondes de la crise.

SECTION I

Les Causes secondes de la Crise

(A) — *Distillation*

Au premier rang, il faut placer la diminution considérable de la distillation. Pendant longtemps, celle-ci est apparue, selon l'expression consacrée, comme une véritable « soupape de sûreté » du marché des vins. Lorsque la

récolte était trop abondante ou que la qualité était inférieure, chaque propriétaire « brûlait » une partie de son vin : l'alcool ainsi obtenu était d'ailleurs, pour partie, reversé dans les foudres ; grâce à cette opération, connue sous le nom de vinage, la quantité de vin était réduite et sa qualité renforcée. Mais les alcools de vin ayant manqué pendant la crise de l'oïdium, on se mit à produire des alcools de betteraves, de mélasse ou de pommes de terre qui, après rectification, ne se distinguaient plus du 3/6. La concurrence de ces alcools industriels n'a pas tardé à être fatale à l'alcool de vin ; leur prix de revient, de beaucoup inférieur, a bientôt, en effet, réglé le cours du marché. L'hectolitre d'alcool qui s'était vendu jusqu'à 80 et même 116 francs, tomba au-dessous de 40 francs. Or, il faut savoir qu'un hectolitre de vin ne rend en moyenne que 10 litres d'alcool, ce qui représentait tout juste une valeur de 4 francs. C'était à peine suffisant pour couvrir les frais d'alambic ; aussi, tandis que la production d'alcool d'industrie s'élevait dans des proportions formidables, passant de 76.000 hectolitres, en 1850, à 1.845.000 en 1886, la quantité de vin distillé baissait de plus en plus : en 1875, 10 millions d'hectolitres sur 84 allaient à la chaudière ; en 1876, on distillait encore 9 millions sur une récolte de 42 millions ; en 1900, au contraire, avec une récolte de 67 millions d'hectolitres, on en distilla tout juste 2 millions. De 1871 à 1876, les chaudières ont enlevé du marché des vins près de 50 millions d'hectolitres ; de 1901 à 1905, elles en ont à peine enlevé 20 millions.

Il est aisé de comprendre que, dans ces conditions, la distillation ne jouait plus son rôle bienfaisant ; que le marché était désormais encombré de petits vins inférieurs, la plupart du temps « retapés », dont la seule présence avait pour résultat, par un phénomène très simple, de peser considérablement sur les cours.

Les vins supérieurs se trouvaient, à leur tour, entraînés irrésistiblement dans le mouvement de baisse ; et, ce qui

est plus grave, une partie de l'opinion, plus prompte qu'avisée, tendait trop souvent à confondre, sous le nom générique de vins du Midi, les vins frelatés et piqués avec les vins honnêtes de nos côteaux et de nos plaines, auxquels elle ne daignait prêter quelque attention que lorsqu'ils lui étaient présentés rehaussés par l'étiquette éclatante de quelque crû fantaisiste de Bourgogne ou de Bordeaux !

(B) — *Tarifs douaniers et tarifs de transport*

A côté du ralentissement de la distillation, il faut signaler comme une des causes de la crise viticole, l'action des tarifs douaniers et des tarifs de transport.

Pour combler le déficit que la crise phylloxérique avait causé sur le marché national, on avait dû recourir à l'admission des vins étrangers qui, généralement, étaient transportés par bateau jusqu'à Rouen, en provenance, pour la plupart, d'Espagne ou d'Italie : c'est ainsi qu'en 1890, Paris absorbait encore 10 millions de ces vins exotiques.

Lorsque la situation se fut améliorée, la France se préoccupa de défendre ses produits contre la concurrence étrangère; c'est alors que fut établi un droit de 13 francs par hectolitre sur tous les vins étrangers entrant en France et titrant moins de quinze degrés. Deux années plus tard, en 1894, afin de faciliter l'écoulement des vins du Midi vers Paris, et la région du Nord, les Compagnies de Chemins de Fer Midi, Orléans et P.-L.-M. réduisaient leurs tarifs de 50 pour cent.

Le marché national était pratiquement interdit aux vins du dehors; et, pendant la crise, les importations n'atteignirent guère qu'un million d'hectolitres; en 1906, même, elles ne furent que de 132.000 hectolitres.

Mais ces tarifs prohibitifs appelèrent, de la part des

autres nations, des mesures de représailles, si bien que nos exportations qui, en 1869, se chiffraient par 4 millions d'hectolitres se trouvaient bientôt réduites de plus de moitié.

En Belgique, notamment, où les vins paient 20 francs par hectolitre, à la condition qu'ils ne pèsent pas plus de 15 degrés, nos vins du Midi ne peuvent évidemment pénétrer. Seuls, nos vins de luxe sont capables de supporter la surcharge de tels droits, ainsi d'ailleurs que les vins d'Espagne, que leur richesse alcoolique permet de dédoubler en toute sécurité.

En Angleterre, la situation nous est tout aussi défavorable. M. François Guy, président de la Chambre de Commerce de Béziers, la résumait en ces termes au Comité de l'Office du Vin, réuni en 1908 à Montpellier : « L'entrée des vins français en Angleterre, disait-il, n'est soumise à aucun droit de douane proprement dit. Mais les vins, comme beaucoup d'autres produits, paient un droit de consommation qui est, pour les vins ordinaires en fûts, 35 francs par hectolitre jusqu'à 30° d'esprit de preuve, c'est-à-dire jusqu'à 17°14 en degrés centésimaux. Le vin paye donc toujours au minimum, comme s'il pesait 17°14. Comme les vins français pèsent en général 10° et au maximum 15°, ce minimum de perception est très lourd pour eux et leur crée une situation très difficile, eu égard aux vins espagnols et portugais, dont le degré alcoolique est supérieur ».

Ce n'est pas tout ; non seulement il n'y a plus, pour nos vins, de possibilité d'exportation, mais leur situation est de plus en plus menacée par l'afflux montant des vins d'Algérie.

De 110.000 hectares cultivés en vigne en 1890, avec une production de 2.300.000 hectolitres, l'Algérie est passée à 122.000 hectares en 1896, avec une production de 4.100.000 hectolitres ; à 154.000 hectares en 1900, avec une production de 5.600.000 hectolitres, pour atteindre, en 1907, 180.000 hectares, avec une production de 8.600.000 hectolitres.

Les 4/5 de cette production, dont la croissance est impressionnante sont déversés, en franchise, dans la Métropole, et particulièrement dans la région parisienne, dans des conditions de transport plus économiques que les vins du Midi. D'Alger à Paris, par bateau, le frêt n'était, en effet, à cette époque, que de 18 à 20 francs par 1.000 kilogrammes, alors que le prix du transport par chemin de fer dépassait 30 francs de Perpignan à Paris.

D'autre part, le prix de revient de l'hectolitre de vin est, en Algérie, très inférieur à ce qu'il est en France. Le terrain a été acquis, la plupart du temps, par le colon, dans des conditions exceptionnellement avantageuses ; la main-d'œuvre y est incomparablement meilleur marché ; les impôts qui grèvent la propriété bâtie y sont insignifiants et la viticulture algérienne bénéficie de tous les avantages de la grande exploitation : les propriétés produisant 20, 50 et même 100.000 hectolitres y étant, en effet, très nombreuses. Si, à ces divers avantages, l'on ajoute celui qui résulte de la précocité des récoltes algériennes, qui arrivent dans nos ports avant même l'époque de nos vendanges, on ne s'étonnera point que les viticulteurs français se soient élevés contre une concurrence aussi inégale qui contribuait à ajouter, pour sa part, au désordre du marché.

(C) — *Anarchie du Marché*

Il est, en effet, permis de dire qu'à la veille de la crise de 1900, il n'y avait plus, à proprement parler, de marché des vins. Avant la crise phylloxérique, la possibilité de transformer utilement en alcool le vin qui se trouvait en excédent sur le marché tendait à maintenir les prix à un taux rémunérateur et le marché de l'alcool apparaissait, en quelque sorte, comme le régulateur du marché des vins. Mais, ainsi

que nous l'avons vu, devant la concurrence des alcools d'industrie, il n'y eut bientôt plus, pour le viticulteur, d'intérêt à distiller sa récolte. D'un autre côté, l'insuffisance de ses avances le mit la plupart du temps dans l'obligation douloureuse de vendre son vin sitôt la fin des vendanges, sinon même à l'avance, sur souches. L'insuffisance de la vaisselle vinaire, chez un grand nombre de petits propriétaires, la nécessité de libérer à tout prix leurs celliers pour y loger la récolte prochaine, agissait dans le même sens. En outre, la culture de la vigne devenait de plus en plus onéreuse; elle immobilisait une quantité de plus en plus grande de capitaux; elle exigeait des fonds de roulement plus considérables qu'autrefois; les salaires s'élevaient à 4 francs en moyenne, alors qu'ils n'étaient que de 2.25 en 1860 et de 1.50 en 1848. Les nitrates, les sulfates, les superphosphates, l'arsenic, ignorés auparavant, devenaient indispensables, si bien qu'en 50 ans, les frais de culture triplaient, passant de 300 francs, en 1850, à 900 francs en 1900.

La lutte contre le phylloxéra, la nécessité de replanter les terres dévastées, avaient entraîné de sérieuses dépenses qui avaient contraint bien des propriétaires à recourir à l'emprunt et à grever leurs terres d'hypothèques, qui, vingt ans plus tard, n'étaient pas encore éteintes, lorsque même elles ne s'étaient pas grossies d'une bonne partie de leurs arrrages impayés.

Aussi l'ensemble de la récolte se trouvait offerte à la fois sur le marché au commerce, qui, n'ayant à satisfaire que les besoins immédiats de sa clientèle, n'avait aucune hâte d'acheter; d'où rupture automatique entre l'offre et la demande, et ruine inévitable des cours. Si l'on ajoute à cette surenchère de bon marché le pullulement des intermédiaires divers, qu'avaient notamment suscité les modes multiples de fabrication des vins artificiels à l'époque phylloxérique, et qui avaient survécu à la cause passagère de leur naissance, tous intéressés aux bas prix, condition appa-

rente d'une ample consommation et donc d'un courtage multiplié, et l'on aura là encore un sérieux élément de dissociation et de désorganisation. « Ce qui est le plus grave, observait justement M. Méline (1) c'est que l'intermédiaire est le maître des cours et que c'est lui qui fait la loi au vendeur. L'agriculteur isolé est trop faible pour se défendre, et il faut toujours qu'il passe sous les fourches caudines de celui auquel il livre sa marchandise, soit qu'elle ne puisse pas se conserver, soit qu'il ait besoin d'argent; il faut donc qu'il vende n'importe comment, et l'intermédiaire, qui sait cela, le jugule à son aise ». C'est ce qui se produisait dans notre région, où, dans chaque village, un *indicateur* connaissant parfaitement la situation plus ou moins critique de chaque propriétaire, arrivait aisément à lui imposer les exigences de l'honnête commerce ou même de la spéculation la plus éhontée.

Le paysan méridional allait cruellement sentir, sous la pression inéluctable des faits économiques, l'urgente nécessité de sortir enfin de son dangereux isolement.

SECTION II

La Cause essentielle de la Crise : la Surproduction artificielle.

Sans doute, le trouble du marché, l'insuffisance de l'outillage vinicole, l'endettement progressif des propriétaires,

(1) Méline. — Le retour à la terre. — Hachette 1905, page 139.

l'encombrement résultant et des difficultés accrues d'exportation, et du flot menaçant de la récolte algérienne, et de l'arrêt quasi-complet de la distillation, l'absence enfin d'entente entre les producteurs sont autant de causes qui ont préparé l'explosion de la crise de mévente de 1900.

Qui pourrait cependant affirmer qu'à elles seules elles suffisent à en expliquer la persistance et l'intensité ? C'est donc ailleurs, dans la surproduction, qu'il faut rechercher la raison profonde de la crise ; et comme nous pensons avoir fait justice de la prétendue surproduction naturelle, il faut bien se tourner, en dernière analyse, vers la seule explication plausible qu'il nous reste à envisager : la surproduction artificielle, qui doit, maintenant retenir notre attention.

On doit le reconnaître, ce n'est pas d'hier que l'industrie des hommes s'est employée à modifier ou à imiter, par de savants artifices, le jus fermenté de raisins frais, tel que le donne la nature. Sans rappeler ici les multiples préparations que faisaient subir au vin les anciens, qui y mélangaient notamment du miel, de l'aloès, des figues, des baies de myrrhe, et — au dire de Caton — jusqu'à de l'eau de mer, il suffit d'évoquer la réglementation minutieuse des anciennes corporations pour s'en convaincre. C'est qu'entre tous autres produits, le vin se distingue par des caractères très complexes et très variables. Cependant, les progrès de la chimie permettent de poursuivre la fraude, sous toutes ses formes, d'une manière de plus en plus efficace.

Aussi ne faut-il point s'étonner que la pénurie de notre production à la suite des ravages du phylloxéra (elle ne fut, en 1887, que de 24.300.000 hectolitres) ait provoqué le génie inventif des fabricants de vin. Non seulement on dut, à ce moment, faire appel aux vins étrangers (7 millions d'hectolitres en 1880 et 12 millions en 1887), dont la constitution réclamait une adaptation savante à notre goût, avec coupages et préparations multiples, mais l'on vit se développer

une véritable industrie ayant pour but de produire du vin aux meilleures conditions possibles. Ainsi on fut amené à utiliser les raisins secs qui venaient à peu de frais du proche Orient et entraient librement dans notre pays; mélangés à une quantité plus ou moins importante de sucre, leur fermentation donnait de l'alcool que l'on transformait ensuite en « vin »; dès 1886, la production de vins de raisins secs n'était pas inférieure à 3 millions d'hectolitres; en 1890, elle atteignait, d'après les statistiques de la Régie, 4.300.000 hectolitres.

Il fallut attendre la loi du 14 Novembre 1894 pour voir établir une différence de tarifs entre les raisins secs destinés à la fabrication du vin et ceux qui allaient directement à la consommation. Encore est-il, explique M. Sarraut, que certains raisins secs, tel le raisin de Corinthe, susceptibles par leur nature d'un usage mixte, entraient en France au tarif le plus bas et servaient ensuite à la fabrication des vins.

Pour se représenter quelle redoutable concurrence faisaient au vin naturel les vins ainsi obtenus, il faut savoir qu'un quintal de raisins secs additionné d'eau et mis en fermentation pouvait produire 4 hectolitres de vin à 8°, qui revenait à 10 francs l'hectolitre; et qu'en ajoutant au marc ainsi pressuré de l'eau et du glucose, on pouvait obtenir une seconde et jusqu'à une troisième cuvée qui donnaient un vin assurément mauvais, mais qui, cependant, trouvait encore preneur au prix de 20 ou 30 francs l'hectolitre !

De même encore, sous le nom de boissons familiales, on écoulait couramment des piquettes, dont la consommation aurait dû cependant être réservée à la famille du producteur.

A côté des raisins secs, les mistelles furent également fort employées dans le même but. La mistelle est définie « un moût additionné d'alcool dans une proportion qui retarde sa fermentation normale ou un moût concentré par l'évaporation partielle de l'eau des raisins ». Elles présentaient le

double avantage de donner, par des procédés appropriés, de grandes quantités de vins, et de les donner à bon compte, puisque jusqu'à la loi du 15 mars 1902, elles étaient considérées comme vin et n'acquittaient de ce chef qu'un simple droit de consommation de 1.50 par hectolitre.

Depuis lors, elles sont soumises aux droits sur l'alcool, tant en ce qui concerne le régime d'importation, que le régime intérieur.

Mais les deux grandes sources de vins artificiels sont incontestablement le « mouillage » et le « sucrage ».

Le mouillage, « l'art de marier le puits à la cave », consiste tout simplement à verser dans le vin de l'eau — qui est sans valeur — ou des piquettes, qui ne sont autre chose que le liquide obtenu par le lavage, à l'eau, des marcs déjà pressés. Sans doute, le mouillage constituait bien, depuis la loi du 24 juillet 1894, un délit; mais, outre qu'il était, la plupart du temps, difficile à déceler, il trouvait dans une consommation déficitaire un appel particulièrement lucratif, qu'allait singulièrement encourager la loi du 29 décembre 1900 en supprimant, chez les débitants, l'exercice de la Régie. « Si l'on songe, écrivait M. Gide, qu'il y a 470,000 débitants de vin en France et que l'on suppose que chacun d'eux ajoute seulement cinq litres d'eau par jour à sa vente quotidienne, cela fait huit millions d'hectolitres ! Les lois le défendent, bien entendu. Mais aucune ne pourra l'empêcher, à moins de rétablir l'exercice, c'est-à-dire le droit, pour les agents du fisc, d'entrer dans la cave du débitant. Or, la Chambre des Députés ne portera jamais la main sur ce temple : celui-là, pour elle, est sacré ». Il eût été cependant, à tous points de vue, utile de porter la main sur ce temple, si l'on songe notamment aux dangers que présente pour l'hygiène publique, l'addition, souvent faite au moment de la livraison au consommateur, d'une eau parfois suspecte, et celle, plus nocive encore, de divers colorants ou essences, tels qu'acides sulfurique, nitrique ou autres, qui

tendent de rendre au vin mouillé son bouquet ou sa couleur, et toutes les vertus, souvent compromises par un trop abondant « baptême » !

Ce fut bien plutôt par des sactions fiscales que l'on s'employa à décourager le mouillage; et, à cet égard, la Cour de Nancy fut particulièrement bien inspirée lorsque, dans son arrêt du 5 novembre 1903, elle considéra, en vertu de l'article premier de la loi du 14 août 1889, le vin mouillé comme une véritable dilution alcoolique, soumise à tous les droits sur l'alcool.

Le sucrage, enfin, est une opération qui a pour effet de produire de l'alcool en mettant en contact des matières sucrées avec des ferments.

Ce principe est susceptible de deux modes d'application :

D'abord le sucrage en première cuvée ou chaptalisation. Il consiste à ajouter du sucre à la vendange, en vue d'augmenter la richesse alcoolique du vin, au moyen de la fermentation. « Il est utile, disait dès 1800 son inventeur Chaptal, pour remédier aux vices de la fermentation lorsque le défaut de sucre dans les raisins est un obstacle à la fermentation de l'alcool en quantité suffisante ». Hâtons-nous de reconnaître que la chaptalisation honnêtement pratiquée n'est point un danger de fraude : elle augmente non la quantité du vin, mais seulement son degré. Malheureusement, une telle chaptalisation, assurément légitime lorsque le raisin a dû être cueilli avant une suffisante maturité, n'est trop souvent que la préface d'un mouillage subséquent, qui doublera un vin dont on aura pris soin de relever d'abord la richesse alcoolique.

La seconde méthode de sucrage est connue sous le nom de petiotage. Elle consiste à jeter sur des marcs de vendange encore fermentescibles de grandes quantités d'eau et de sucre, pour obtenir un vin de 2°, 3° ou même 4° cuvée, l'opération étant susceptible de se renouveler plusieurs fois de suite.

L'on conçoit, dès lors, la facilité avec laquelle on pouvait abstenir ces vins de sucre. « On avait constaté, dit M. Daniel Zolla, qu'il suffisait de 1700 grammes de sucre agité dans de l'eau, pour augmenter de $\frac{1}{10}$ la charge alcoolique du vin ». Donc, pour avoir un vin normal, il faut ajouter dix fois 1700 grammes. « Avec 17 à 20 kilogrammes de sucre, des marcs et de l'eau tiède, on constituait un nouvel hectolitre de vin ».

Il va de soi que la pratique plus ou moins grande d'un tel procédé devait dépendre uniquement du prix du sucre. Or, ici encore, la crise phylloxérique allait faire sentir ses effets. Toujours pour remédier à l'insuffisance de vin naturel, le législateur avait été amené, dès 1884, à réduire, à 20 francs les droits sur le sucre employé en viticulture. Sans doute, en 1887, ces droits réduits étaient relevés à 24 francs, proportionnellement aux droits pleins qui, de 50 francs, avaient été portés à 60 francs; en 1889, la loi Griffe avait bien obligé les fabricants de vin de sucre à le vendre sous son nom véritable; en 1891, la loi Brousse venait, à son tour, forcer la Régie à conserver pendant trois ans les demandes de sucrage à taxe réduite et à les communiquer à tout requérant moyennant un droit de 0.50, afin de faciliter les recherches par les intéressés. Mais ces lois demeuraient sans effet. Si la loi du 6 avril 1897 prétendait interdire la fabrication des vins de sucre, elle spécifiait que ce n'était qu'en vue de la vente, et cela suffisait pour rassurer les fraudeurs. D'ailleurs, l'expérience ne devait pas tarder à démontrer l'inefficacité de cette nouvelle loi. Si, en effet, en 1897, les quantités de sucres employées au droit réduit en deuxième cuvée avaient diminué de plus de 5 millions de kilogrammes, et les quantités de vin de sucre de plus de 400.000 hectolitres, pendant les deux années suivantes (1898 et 1899) on déclara au total près de 51 millions de kilogrammes de sucre, correspondant à une production de 3.500.000 hectolitres de vin de marc sucré; en 1897, on

n'avait déclaré, dans les mêmes conditions, que 13.300.000 kilos de sucre représentant seulement 926.000 hectolitres de vin.

Enfin, durant la crise, la loi du 28 janvier 1903, qui ratifiait pour notre pays la Convention de Bruxelles, portait le coup de grâce à notre viticulture nationale, en abaissant de 60 à 25 francs pour 100 kilos les droits de consommation du sucre : désormais, il était loisible à chacun de se procurer dans le commerce des sucres à un tarif égal à celui auquel ils n'étaient antérieurement livrés qu'en quantités étroitement limitées et d'employer ces sucres en dehors de tout contrôle. La loi du 6 août 1905 put bien exiger que les sucres achetés par les particuliers fussent suivis d'acquits, mais elle n'imposait pas la même surveillance aux revendeurs, si bien qu'il suffisait au fraudeur de se procurer le sucre qui lui était nécessaire par l'intermédiaire de son épicier pour tourner impunément la loi.

Ce furent alors vraiment les beaux temps de la fraude. Nous ne rappellerons pas les multiples procès, les scandales sans nombre, toutes les misères de cette triste époque; nous ne ferons pas aux grands fraudeurs l'honneur immérité de les citer ici; leurs noms se sont suffisamment étalés à la première page des feuilles publiques; ils furent flétris du haut de la tribune parlementaire, cependant que déjà montait dans tout le pays le seul cri de guerre : « Sus aux fraudeurs », dans une rumeur grandiose qui, de cette colère d'un peuple, semblait faire comme la résonnance de la justice divine.

L'on fraudait partout. Pour s'en convaincre, il n'est que de parcourir le rapport d'enquête de la Commission nommée en 1907 par la Chambre pour déterminer les causes de la crise et rechercher les remèdes à y apporter.

D'abord, on mouillait parfois à la propriété. Cela était facile, lorsque le vin possédait une grande proportion

d'extraît sec. « Cet extrait sec, nous dit M. Susplugas (1), est fonction des matières fixes préalablement dissoutes dans le moût et des matières solides du marc qui se dissoudront dans ce même liquide à la faveur de la fermentation ». Les vins d'Algérie, particulièrement riches en extrait sec (30 %/°) pouvaient supporter jusqu'à 40 %/° d'eau, sans que l'on puisse déceler le mouillage ! Or, comme 12 à 15 millions d'hectolitres de ces vins étaient débarqués sur les quais de Marseille, où ils revenaient à 18 ou 20 francs l'hectolitre, avec cette addition d'eau, il était possible au débitant de vendre le litre 0 f. 15. D'ailleurs, M. Bertrand, membre de la Société des Agriculteurs d'Alger, prétendait que, pour les vins madérés, on ne pouvait faire autrement que d'arroser le raisin à la cuve et que certains moûts, qui ne peuvent fermenter, titrent, après arrosage, encore 14 degrés !

Les commerçants, à leur tour, pratiquaient également le mouillage; certains négociants peu scrupuleux, situés en dehors des villes, avaient recours, pour justifier le nombre d'hectolitres de vin qu'ils avaient fabriqué dans leurs caves, au système des « acquits fictifs ». A ce sujet, la déposition de M. Barbe, préposé en chef de l'Octroi de Perpignan, devant la Commission d'enquête, est particulièrement suggestive : « Il arrive, dit-il, que des vins, entrant en ville le soir, vont dehors et rentrent le lendemain... Voici ce qui se pratique couramment : un négociant se fait délivrer deux acquits pour le même chargement de vin dans un village quelconque, fait passer ce chargement sous les yeux de l'Octroi, puis le fait ressortir sans contrôle par une autre porte, de façon à l'introduire de nouveau avec le second acquit. Le négociant ayant alors pour soixante hectos

(1) La répression des fraudes sur les vins — Toulouse Rivière 1920.

d'acquits, par exemple, alors qu'il a reçu trente hectos de vin, se met en rgle avec la Régie en faisant pomper trente hecfos d'eau dans ses foudres ».

Mais c'est sans doute chez les débitants des grands centres que la fraude a surtout connu une fortune effrénée. Ici, point de surveillance, point de contrôle — et, existât-il en théorie, il ne saurait être aisément exercé. Aussi voit-on, à Rouen, du « vin » en vente à 0.10 le litre ! A Marseille, trois ou quatre maisons de gros ouvrent plus de trois cents débits de vin. Sur cinquante-deux échantillons prélevés à la fois, l'analyse révèle trente-et-un échantillons mouillés au-dessus de 20 °/°. A Paris, en 1903, la consommation par habitant n'est que de 185 litres, alors qu'elle est de 354 dans la banlieue : ce paradoxe ne trouve son explication que dans un mouillage généralisé. Aussi, en juillet 1905, M. Poubelle, ancien préfet de la Seine, pouvait-il faire à la Société des Agriculteurs de France une communication appuyée de chiffres, d'où il résultait que, sur trois hectolitres de boisson, dénommée vin, qu'un habitant de Paris achetait en moyenne par an, il y avait un hectolitre d'eau de Seine. L'on ne s'étonnera point, dans ces conditions, que M. Cazeaux-Cazalet fut fondé à conclure que le mouillage introduisait en France de 7 à 8 millions d'eau-vin par an.

En face d'une telle débauche de fraudes, il semble que les pouvoirs publics eussent dû sévir avec une impitoyable sévérité. Il n'en fut malheureusement pas ainsi. Malgré les doléances des vignerons, trop souvent, les dossiers des puissants fraudeurs s'attardèrent dans l'indifférence des parquets ; et la Régie, amie des « *transactions* », n'apporta aucune hâte à réprimer la fabrication des vins de sucre, qui lui donnaient l'occasion d'un double bénéfice, par la perception successive d'une taxe sur le sucre et de droits sur le vin fabriqué. Bonne méthode, en vérité, de « science financière », qui permettait à l'Etat de récupérer ainsi à l'intérieur ce que lui faisait perdre la réduction de moitié des

tarifs douaniers sur les sucres, qu'avait imposée la Convention Internationale de Bruxelles.

Il n'y a dès lors pas lieu de s'étonner de ce que la consommation de cet aliment ait fait un bond prodigieux — et normalement inexplicable — dans la période qui suivit immédiatement le vote de la loi du 28 janvier 1903. Alors, en effet, que de septembre 1902 au mois d'août 1903, elle n'avait été que de 371.119 tonnes; elle passait du mois de septembre 1903 au mois d'août 1904, à 699.030 tonnes. En une année, elle avait donc quasiment doublé, et, dit M. Atger « si tout avait été converti en vin, c'est 23.709.520 hectolitres de vin à 8 degrés que l'on aurait ainsi obtenu! » Il est évidemment difficile d'apporter des précisions sur l'importance de la récolte clandestine. Toutefois, M. Auguste Pawlowski l'évalue, pour 1903 et 1904, à 15 millions d'hectolitres; et cette estimation paraît justifiée puisqu'elle correspond à peu près aux quantités de vin nécessaires pour parer au déficit de la production normale. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la situation viticole en 1903 semblait devoir favoriser tout particulièrement la multiplication des vins artificiels: elle avait été, cette année-là, fortement déficitaire (35 millions d'hectolitres), d'autant que l'année précédente avait enregistré une récolte à peine plus satisfaisante (39 millions d'hectolitres). Aussi, le commencement de la campagne fut-il marqué par une haute tenue des cours, 2 fr. 50 ou 3 francs le degré-alcool; c'était une prime alléchante à la fabrication des vins de sucre, dont le prix de revient se fixait aux environs de 1 franc le degré. C'est alors que l'on vit des départements de petite production, mais de grande consommation, faire du vin avec du sucre et des raisins importés sous la forme de vendanges fraîches: par exemple la Loire, à l'aide de raisins expédiés du Midi, put fabriquer 172.500 hectolitres de vins artificiels.

Outre l'augmentation de la quantité de vin produit et le

mouillage qu'elle facilitait, la loi de 1903 constituait une véritable excitation à la plantation en vignes de terres grasses, de plaines d'alluvions vouées traditionnellement à d'autres cultures, céréales ou pâturages. C'est un fait d'expérience que ces terres riches produisent en quantité jusqu'au quintuple des terres maigres et arides, mais qu'elles ne donnent, par contre, que des vins d'un très faible degré ; d'où la nécessité, pour permettre à ces vins de se conserver et de se vendre, d'augmenter leur degré par l'adjonction de sucre.

C'est pourquoi, en dix années, des départements qui n'étaient pas spécifiquement viticoles, tels que la Loire-Inférieure, les Deux-Sèvres, la Vienne, la Sarthe, la Meurthe-et-Moselle, avaient, grâce au sucre, vu tripler l'étendue de leurs vignobles ; et c'est pourquoi encore, si l'on consulte la statistique de la récolte des vins en 1906, on constate qu'alors qu'avec une surface vignoble de 460.000 hectares, les quatre départements Méditerranéens (Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales) ont produit 16 millions d'hectolitres, soit une moyenne de trente-cinq hectolitres par hectare, les départements de la Loire-Inférieure, du Maine-et-Loire, de l'Indre-et-Loire, de la Charente et de la Charente-Inférieure ont atteint une production de dix millions d'hectolitres, avec une superficie en vignes égale seulement à 220.000 hectares, ce qui fait ressortir une moyenne de quarante-cinq hectolitres à l'hectare ! C'est encore ce qui explique que le département du Maine-et-Loire, avec une surface de 33.000 hectares produit, à la même époque, 1.620.000 hectolitres, alors que le Vaucluse, avec la même surface, ne récolte que 509.000 hectolitres, et les Bouches-du-Rhône, malgré de nombreuses submersions, n'arrive qu'à 886.000 hectolitres !

Bref, la production des vins de sucre s'intensifia à un point tel que le cours des vins, qui, au début de la campagne de 1903, était de 28 à 30 francs l'hectolitre, baissa en avril, à 16 francs et descendit à 12 et 14 francs au mo-

ment de la récolte. C'était là un prix qui laissait encore un bénéfice appréciable, sinon aux propriétaires consciencieux, du moins aux fraudeurs, si l'on songe que, pour obtenir un hectolitre de vin rouge ou blanc de 10 degrés, il suffisait de quelques ferments, de 17 kilos de sucre et d'un hectolitre d'eau. Or, le prix du sucre brut ne s'élevait alors qu'à 25 fr. les 100 kilos, auxquels il fallait ajouter 25 francs de droits fiscaux, soit un total de 50 francs, ce qui portait à 8 fr. 50 le prix des 17 kilos nécessaires; 1 fr. 50 suffisaient à payer la fabrication ou l'achat des produits œnologiques indispensables, de telle sorte que le prix de revient du vin de 10 degrés ainsi obtenu ne dépassait pas 10 francs. Tout naturellement, le prix de revient du degré-sucre fixait le prix maximum du degré-vin, car à toute élévation du prix du degré-vin risquait de correspondre une surproduction artificielle capable de le faire rétrograder. Bien plus, à elle seule, la crainte d'une fabrication possible de vin de sucre à bon marché était un pouvoir d'inhibition suffisant à empêcher la hausse de se produire dans le commerce.

Ce ne fut pas, d'ailleurs, une des conséquences les moins désastreuses du mouvement de baisse de 1903-1904, que les profondes perturbations qu'il apporta dans le commerce des vins. Celui-ci, fidèle à son rôle traditionnel de régulateur du marché, avait, après quelques années d'hésitations, repris confiance et acheté la plus grande partie de la récolte de 1903, lorsque, au printemps de 1904, l'apparition soudaine d'une quantité énorme de petits vins, provoqua un formidable krach. « Autrefois, dit à ce sujet le rapport présenté à la Commission d'enquête par la Société des Agriculteurs de France, les achats effectués par le commerce aussitôt après la récolte fixaient les cours et assuraient leur maintien, puisque les grandes maisons qui détenaient un stock considérable se trouvaient généralement en mesure d'empêcher la baisse. Largement approvisionné pendant les années d'abondance, le commerce pouvait parer à la disette du

marché; il était, comme on l'a dit, le régulateur du marché. A ce titre, son rôle était nécessaire. Découragé, sinon tout à fait ruiné par la fraude, il n'ose plus le remplir. Le commerce n'achète plus aujourd'hui qu'au fur et à mesure de ses besoins et lorsqu'il est couvert par des ordres extérieurs. La plus grande partie des affaires se traitent à la commission. Cette désorganisation du marché a eu pour résultat de faire surgir une foule de petits courtiers dont on ne saurait assez déplorer l'intervention ».

Ainsi donc, c'est à une véritable révolution dans les mœurs du commerce des vins qu'avait abouti l'extension impunie de la fraude. Et, quatre ans plus tard, dans une conférence faite à l'assemblée générale du Syndicat Central des Agriculteurs de la Haute-Garonne, M. Maurice Bouffet pouvait constater la persistance du malaise : « Depuis lors, disait-il, la crainte des vins de sucre qui arrivent sournoisement sur le marché à toute époque de l'année, surtout quand le vin naturel va faire défaut, paralyse complètement le commerce honnête, qui ne peut, sans danger, payer le vin naturel plus que ne coûte la fabrication des « vins de laboratoire ». Il résistera à la hausse, tant qu'il n'aura pas la certitude qu'il ne court plus aucun risque ».

Il apparaît d'une façon incontestable que la loi du 28 janvier 1903 avait porté un coup terrible à la viticulture, et que, tant qu'il serait possible de fabriquer à bon compte du vin avec du sucre, il n'y avait place pour aucun espoir de relèvement. Après bien des atermoiements, sous la pression de l'opinion publique en alarme, le Parlement se décida, enfin, à voter le 29 juin 1907 une loi qui, malgré ses imperfections, allait cependant permettre de libérer le viticulteur de la menace que, depuis si longtemps, faisait peser sur lui la déloyale concurrence du sucre à trop bas prix.

Les dispositions principales de cette loi peuvent être ainsi résumées :

1° L'emploi du sucre ne peut avoir lieu que durant la période des vendanges.

2° Tout achat, toute expédition de sucre ou glucose, au-dessus de 25 kilos, à une personne n'en faisant pas le commerce ou n'exerçant pas une industrie qui en comporte l'emploi, doit être accompagnée d'un acquit-à-caution: c'est ce qu'on appelle la suite du sucre.

3° Tout commerçant vendant du sucre par quantité supérieure à 25 kilos, est tenu de les déclarer et d'inscrire ses réceptions sur un carnet spécial où toutes les livraisons supérieures à 25 kilos doivent, en outre, être mentionnées.

4° Toute personne qui, en même temps que des vins destinés à la vente, des vendanges, lies ou marcs de raisins, détient plus de 25 kilos de sucre ou glucose, doit les déclarer et fournir des justifications de leur emploi.

Tous les autres détenteurs de sucre ne sont tenus de le déclarer qu'au dessus de 200 kilos.

5° Le sucre, employé en première cuvée, doit acquitter une taxe complémentaire de 40 francs par 100 kilos.

6° La fabrication des seconds vins demeure permise pour la consommation familiale, mais la quantité de sucre employée ne pourra être supérieure à 20 kilos par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à 20 kilo par trois hectolitres de vendange récoltée, ni, au total, à 200 kilos pour l'ensemble de l'exploitation.

De plus, chaque année, tout récoltant de vin doit, après récolte, déclarer à la mairie de la commune où il fait son vin :

1° La superficie des vignes en production qu'il possède ou exploite ;

2° La quantité totale du vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves ;

3° S'il y a lieu, le volume ou le poids des vendanges fraîches qu'il aura expédiées ou le volume ou le poids de celles qu'il aura reçues ;

4° S'il y a lieu, la quantité de mûts qu'il aura expédiés ou reçus.

Cette déclaration de récolte permet de calculer la quantité exacte de vin récolté chaque année; elle facilite les statistiques administratives et donne aux commerçants une base sérieuse pour leurs prévisions et l'établissement des cours; enfin, elle permet le contrôle des quantités livrées par celui des quantités produites.

Quant aux mesures prises à l'égard du sucre, l'expérience n'a pas tardé à montrer qu'elles étaient trop souvent méconnues ou insuffisantes.

Méconnues, en ce que la plupart du temps, et spécialement dans les régions extra-viticoles, le sucre a continué à circuler librement et en n'importe quelles quantités. La fabrication des seconds vins pour la consommation familiale et celle des voisins s'est étendue au delà de toutes limites.

Insuffisantes, en ce que les débitants ne sont dans l'obligation de déclarer le sucre qu'ils détiennent qu'au delà de 200 kilos — et l'on sait l'importance de la fraude chez les débitants.

Aussi les viticulteurs n'ont-ils cessé de réclamer la suite des sucres au-delà de 15 kilos, et l'interdiction absolue du sucrage.

La loi de 1907 n'en a pas moins marqué un sérieux effort pour venir en aide aux viticulteurs malheureux.

Si elle était appelée à donner quelques résultats, c'est parce que les vigneronns organisés allaient s'employer à la faire respecter, comme ils s'étaient employés à en imposer le vote, par le grandiose mouvement de protestation contre la fraude qui avait soulevé toute la Septimanie et dont il convient maintenant de parler.

CHAPITRE IV

LE MOUVEMENT DE 1907

Les Manifestations

C'est sans hésitation que, dans cette étude économique, nous avons décidé de consacrer quelques pages à l'émouvante histoire du mouvement de 1907. Non pas que nous ayons l'ambition déplacée de chanter la geste des paysans du Midi ; mais parce que l'étude de ce mouvement nous paraît devoir tout naturellement trouver ici sa place. Il marque, en effet, dans l'histoire de cette région, une date capitale ; il est l'aboutissement d'un état de misère générale, le sursaut instinctif d'un peuple épuisé se raidissant contre la menace de la mort prochaine. Il est, aussi, le point de départ d'une action résolue contre la fraude, d'une volonté unanime d'ordre et de respect de la loi, qui, après s'être d'abord affirmés dans l'enthousiasme des meetings populaires, devaient finalement trouver leur formule juridique

et leur réalisation définitive dans la naissance de la C. G. V.

Nous avons suffisamment analysé l'immense infortune qui s'était abattue sur toute la région du vin, pour qu'il soit inutile de rechercher ailleurs les causes de cette croisade nouvelle, qui jeta sur les routes ensoleillées du Languedoc les foules innombrables des pèlerins de la misère. Brusquement, les barrières de classes, les oppositions d'intérêts, les rivalités de clocher, les préjugés de partis allaient se fondre dans le même amour du sol, dans la même supplication ardente, dans le même cri de colère contre les fraudeurs, où qu'ils fussent et quels qu'ils fussent. Un modeste bourg de 1250 habitants, adossé aux contreforts des Corbières, et qui avait été, sans doute, la sentinelle avancée du Narbonnais vers le Nord devait donner le signal de cette campagne puissante qui, plusieurs mois durant, allait faire éclater la ténacité dont sont capables les Français — fussent-ils méridionaux. Au matin du 11 mars 1907, une délégation de quatre membres quittait, en effet, Argelliers, pour déposer devant la Commission d'enquête parlementaire, qui, ce jour-là, siégeait à Narbonne. Mais elle s'accrut si rapidement que ce fut un cortège de quatre-vingt-sept personnes qui, avec tambours et clairons, fit, dans la vieille cité gallo-romaine, une entrée sensationnelle. Elle avait à sa tête un homme simple et sans culture, mais droit et volontaire, un vigneron au teint hâlé, à l'œil brun, sous le sourcil épais, à la barbe plus brune encore, et qui semblait tellement faire corps avec sa terre, qu'il avait, au crépuscule, l'allure fantastique d'un énorme cep de vigne qui marcherait.

Marcelin Albert ! tout le Midi, d'une seule voix, l'a acclamé tour à tour chef des « Gueux », Apôtre, Rédempteur... et si, un jour, son incomparable popularité s'est évanouie au contact du boulevard sceptique où il s'était égaré, si, « comme le colosse que vit en songe le prophète, l'idole d'Argelliers avait les pieds d'argile », au moins pouvons-

nous lui rendre cette justice « que cette argile était la terre honnête et pure de nos bons champs de France ». (1)

Il n'en reste pas moins que, pendant de longues semaines, il a été l'animateur de ces armées pacifiques qui, à pied, en carriole ou par le train, se rassemblaient périodiquement avec une force accrue, pour l'affirmation calme d'une solidarité unanime. Pour le diminuer, un jour, M. Clemenceau a dit « qu'à tout prendre, Albert n'était que l'expression d'une sentimentalité générale ». Certes, et c'est là précisément que fut sa force.

« Il était le symbole vivant de la détresse commune, le cri sorti des entrailles de tous, l'être universel et surhumain, le fruit de la douleur et de l'espoir ». (2).

Mais il était davantage; car cet état d'esprit dont il ne paraissait que l'incarnation, depuis longtemps il s'était attaché à le susciter obstinément : avant d'être le Rédempteur, il avait été le Prophète. Dès 1900, il avait, sans mandat, fait une irruption quelque peu scandaleuse dans une assemblée de maires réunis à Narbonne, pour y discuter des moyens de défendre le vin menacé: on l'avait mis à la porte. Mais, sans se laisser rebuter, il entreprit, en 1903, dans les villages environnants, une campagne contre la loi qui venait d'être votée; et, malgré tous les scepticismes, il réussit à grouper autour de lui cinq villages de l'Aude: Bize, Mirepeisset, Ginestas, Ouveillan et Montouliers. Le 16 juin 1905, après le rejet par la Chambre d'un projet de loi par lequel MM. Doumergue, Aldy et Sarraut réclamaient la répression de la fraude et quelques secours en faveur de la viticulture, eut lieu, sur la promenade d'Argelliers, la première réunion

(1) Marc Sangnier. — L'Idole aux pieds d'argile. *Eveil Démocratique* du 11 août 1907.

(2) Id.

publique viticole. « Elle se termina par un ordre du jour ainsi conçu : Les soussignés se mettent en grève contre l'impôt; réclament la démission des corps élus, et engagent les communes du Midi et de l'Algérie à suivre le même exemple, aux cris de : Vive le vin naturel ! A bas les empoisonneurs ! Cette réunion eut un résultat immédiat, la démission collective du Conseil Municipal d'Argelliers. Presque au même moment, trois ou quatre municipalités de l'Hérault démissionnèrent également ». (1)

En 1905, Marcelin Albert improvise une réunion à Narbonne : « De ce pas, je me dirigeai vers la promenade. C'était jour de marché, mille personnes environ s'y trouvèrent bientôt réunies. En face le Café Continental, je déposai ma pancarte (sur laquelle se trouvait collée la pétition d'Argelliers); je montai sur un platane.

« Un jour, m'écriai-je, je vous amènerai ici 100.000 hommes. Ceci se passait au mois d'août 1905. Le 5 mai 1907, 100.000 hommes étaient groupés sur cette même place. Et je leur rappelai alors mes paroles de 1905. — Je vois d'ici le platane du haut duquel je vous avais promis de vous amener 100.000 hommes. Les voici. — Ce fut tout mon discours ». (2)

Il devait, à la vérité, voir accourir à son appel et à celui de ses fidèles d'Argelliers, des masses plus formidables encore. Le premier « meeting », qui eut lieu à Ouveillan, le 18 mars 1907, ne groupa guère que les villages de Mirepeisset, d'Argelliers et de Bize ; il comptait environ 2.000 personnes. Le second eut lieu à Coursan, le 14 avril, avec 9.000 personnes. Le troisième à Capestang, le 21 avril, avec 15.000.

(1) Mémoires de Marcelin Albert. — *Eveil Démocratique* du 25 août 1907.

(2) Id.

Le quatrième à Lézignan, le 28 avril, avec 27.000. Le cinquième à Narbonne, le 5 mai, avec 100.000. Le sixième à Béziers, le 12 mai, avec 160.000. Le septième à Perpignan, le 19 mai, avec 200.000. Le huitième à Carcassonne, le 26 mai, avec 250.000. Le neuvième à Nîmes, le 2 juin, avec 300.000. Enfin, le dixième se tint à Montpellier, le 9 juin, avec 800.000 personnes.

« Je vois encore, disait M. Louis Guibal, au congrès de la C. G. V., en 1912, je vois encore la veille du 9 juin, les rues de Montpellier s'emplissant de la foule des pèlerins de la viticulture, paysans de toute la région. Certains, venus des pentes Pyrénéennes, des vallées du Roussillon, avaient, le bâton à la main, franchi les collines de l'Aude et traversé les larges plaines de l'Hérault, leurs femmes avec eux, leurs enfants sur les bras, la besace au dos; les hôtelleries ne suffisaient pas à les recevoir tous; les églises ouvertes par un geste admirable les abritaient la nuit; et tous, confondus dans une même pensée, 800.000 manifestants purent, le 10 juin, occuper et traverser les rues de la ville, sans qu'une dispute, sans qu'une discorde se soit élevée ! »

C'est que chacun trouvait naturellement sa place autour de son drapeau, autour de la pancarte de son village, sur laquelle, en français et en languedocien, éclatait, railleuse ou menaçante, une devise de circonstance. Avant tout, il fallait sauvegarder, pour le triomphe de la cause commune, cette « *union sacrée* » d'avant la lettre, qui, dès le premier moment, était apparue à Marcelin Albert, comme elle apparaissait à tous la condition et le gage de la victoire: « Il faut unir toutes les classes, tous les partis, toutes les bonnes volontés, afin que le mouvement n'ait aucune allure politique. Il faut faire ainsi comme un solide alliage, dont aucun des éléments ne puisse se dissocier ». (1) Ce mot d'ordre, que le

(1) Mémoires de Marcelin Albert. *Eveil Démocratique* du 1^{er} septembre 1907.

Promoteur donnait, dès le 10 mars, à Argelliers, et qu'il ne cessa de répéter inlassablement, devait être traduit avec quelque solennité au meeting de Narbonne, le 5 mai. C'est là, en effet, que les 100.000 vignerons rassemblés, prêtèrent le célèbre serment de fidélité : « Nous jurons tous de rester unis pour la défense de la viticulture. Celui ou ceux qui, par ambition ou par politique, porteraient préjudice à la motion première, seraient jugés, condamnés et exécutés, séance tenante ». Désormais, il devait retentir à l'issue de chaque nouveau pèlerinage, comme le symbole imposant de la foi commune, comme l'antienne rituelle de la Rédemption de la Terre.

Le 12 mai marqua une étape nouvelle; à Béziers, le docteur Ferroul, maire de Narbonne, qui était entré depuis quelques jours dans l'action, lança l'ultimatum suivant, qui fut accueilli avec un enthousiasme délirant : « Si, à la date du 10 juin, le gouvernement n'a pas pris les dispositions nécessaires pour provoquer le relèvement des cours, la grève de l'impôt sera proclamée et le Comité envisagera s'il n'y a pas lieu de prendre des dispositions encore plus énergiques ». Une échéance était désormais fixée: il n'y avait plus une imprudence à commettre.

C'est ainsi qu'après les manifestations de Perpignan, de Carcassonne et de Nîmes, on en vint à la suprême réunion de Montpellier, où, le 9 juin, 800.000 hommes se trouvaient rassemblés. « Sur les épaules des étudiants, sur une chaise, sur un arbre, à la tribune, Marcelin Albert parle sa langue d'apôtre, hachée, mystérieuse et parabolique; les cris d'enthousiasme se succédèrent, reprenant à chaque intervention; à celle de Ferroul, annonçant qu'il allait passer aux actes, arborer à Narbonne de drapeau noir et, au son du tocsin de la misère, fermer l'Hôtel de Ville; à celle de Faucilhon, disant qu'il allait remplir le grand devoir, comme doyen des officiers municipaux de l'Aude, de jeter

son écharpe au peuple souverain, ce qu'il fit d'un geste énergique. L'écharpe fut transformée en relique de la journée et les fidèles, au pied de la tribune, s'en disputèrent les lambeaux. Ce torrent s'écoula dans les embrassements des uns et des autres, dans les larmes des vieux, qui n'avaient jamais espéré voir, avant de mourir, pareille journée, dans le ravissement des jeunes, qui saluaient des temps nouveaux. Marcelin Albert parla, ou mieux bénit cette foule, de la fenêtre de l'Hôtel du Midi, comme il avait parlé pour le salut de tous, du haut d'un des platanes des allées. Je dis pour le salut de tous, car la foule, levant les yeux pour le voir, arrêta son mouvement de pression vers la tribune, où elle se serait écrasée elle-même ». (1)

Toutefois de l'acuité même de cette crise, un immense bienfait moral était résulté : l'éveil d'une conscience collective. Si les idées mènent le monde, ce sont les sentiments qui l'animent et qui le portent. De la constatation matérielle d'un malheur commun, de cette lutte passionnée pour la même cause, de cette foi dans les mêmes chefs, une âme commune était née, qui s'élevait peu à peu jusqu'à la conception d'une grande Unité Méridionale. De Toulouse, les étudiants étaient venus à Carcassonne, pour saluer les manifestants ; la Provence avait envoyé ses sympathies dans sa langue faite pour aimer et pour compatir. Les souvenirs de l'histoire venaient, à leur tour, nourrir et soutenir cette renaissance de la vieille patrie languedocienne ; le félibrige voyait son étoile resplendir d'un éclat inconnu ; et l'on se plaisait à rappeler que si on parlait en langue d'oïl, on chantait en langue d'oc...

(1) Jules Rivals. — *L'Ame Terrienne* ; Polère édit. Carcassonne, p. 32-33.

Tout cela devait survivre à la crise et demeurer. Et cet esprit d'union, cette cohésion occitane allait, seule, permettre tout naturellement et comme spontanément l'éclosion d'une vaste organisation économique, que jusqu'alors les projets laborieusement échafaudés par les sociologues dans le silence de leur cabinet avaient été impuissants à réaliser.

C'est dans le journal « Le Tocsin », organe officiel du Comité d'Argelliers, qui parut toutes les semaines, du 21 avril au 15 septembre 1907 que, pour la première fois, se révèle la préoccupation de substituer, aux organismes improvisés que les circonstances avaient imposés, des cadres plus stables et plus profondément enracinés. Le Comité initial, en effet, comprenait tout le monde ; tous les habitants d'Argelliers en avaient, d'abord, fait partie ; dans chaque commune fédérée, siégeait un comité analogue, composé de deux administrateurs, deux commerçants, deux propriétaires et deux ouvriers ; tout cela était rudimentaire. Aussi, sitôt après l'arrestation du Comité n° 1, dans le numéro du « Tocsin » du 23 juin 1907, les membres du Comité n° 2 publiaient la déclaration suivante : « Le Comité, assumant la lourde charge d'une situation difficile, revendique hautement le périlleux honneur de porter le drapeau de la défense viticole, et en accepte d'ores et déjà toutes les responsabilités. Comme premier but immédiat à ses efforts, le Comité va s'attacher, tout en poursuivant la propagande dans les départements viticoles éloignés, à constituer sur des bases solides, légales et durables, la Confédération Générale des Vignerons du Midi ». Et, le 9 juillet, le Comité convoque pour le 14 juillet les délégués cantonaux de chaque département à l'effet d'élire vingt délégués départementaux qui constitueront le Comité dit départemental. Ce comité départemental sera, à son tour, convoqué par le Comité d'Argelliers pour former l'assemblée interdépartementale qui prendra les décisions nécessitées par les circonstances. Cette assemblée interdépartementale

nommera un comité directeur ou exécutif, lequel sera chargé de discuter les questions les plus urgentes, notamment la mise à l'étude d'un projet pour la constitution légale d'une Confédération Générale des Vignerons. Le 7 août, se tenait l'assemblée interdépartementale, et le 22 septembre, la C. G. V. était officiellement constituée ; le « Tocsin » qui n'avait plus à sonner l'alarme disparaissait pour faire place à « Vendémiaire », organe officiel de la Confédération naissante, à laquelle la viticulture méridionale remettait désormais la garde de ses destinées.

Ce n'était pas la première fois que l'on avait essayé de tirer les vignerons de leur isolement individualiste, pour les faire bénéficier des avantages de plus en plus évidents de l'association. Et parmi les nombreux projets qui avaient, auparavant, vu le jour, nous ne retiendrons que l'intéressante tentative connue sous le nom de son initiateur principal : le Trust Palazy.

C'était une association mutuelle sous la forme civile, ayant pour but de grouper tous les viticulteurs du Midi en un syndicat extrêmement puissant. Les statuts, rédigés par MM. Lyon-Caen, Thaller et Fournier, étaient un amalgame des statuts des trusts américains, des cartells allemands et des sociétés de secours mutuels. Le principe en était le suivant : La Société achetait aux associés leur récolte dès la vendange ; celle-ci restant dans la cave du propriétaire, d'où elle n'était retirée que peu à peu, afin de ne pas alourdir le marché. Ayant ainsi fait masse de tous les produits, le trust pouvait vendre à un prix qu'il fixait lui-même chaque année suivant un barème établi d'une façon suffisamment rémunératrice pour permettre l'adhésion de tous les propriétaires. Le prix de vente devait être réparti à la fin de chaque campagne, entre tous les adhérents proportionnellement à la quantité de vin apportée à l'association et à sa qualité estimée à dire d'expert. La société se réservait le droit d'envoyer à la chaudière les vins inférieurs et avariés,

payés 0 fr. 50 le degré au propriétaire, afin de diminuer au besoin la quantité offerte et d'améliorer la qualité. Elle espérait pouvoir, en vendant directement au commerce, se passer de nombreux intermédiaires, réduire ses frais au minimum et être ainsi en mesure de lutter efficacement avec les prix pratiqués dans les centres de consommation. Elle pensait rendre la fraude inutile, en assurant au producteur un honnête bénéfice et en exerçant sur les intermédiaires et dans les pays de consommation, une surveillance attentive. Elle se proposait enfin de fournir la futaille nécessaire pour les excédents et les « non-logés ».

En outre, afin de permettre aux propriétaires de faire face aux dépenses courantes, en attendant l'attribution de leur part de bénéfice, elle entendait mettre à la portée de tous le crédit nécessaire sur les bases suivantes : 1 fr. 50 sur souche, afin de permettre de faire les vendanges, et, après les vendanges, 2 fr. 50, au total 4 francs par hectolitre, chaque adhérent remboursant le trust de ses avances en moins prenant.

Pour si séduisante qu'elle parût, l'idée du trust se heurtait à deux sérieuses difficultés de réalisation.

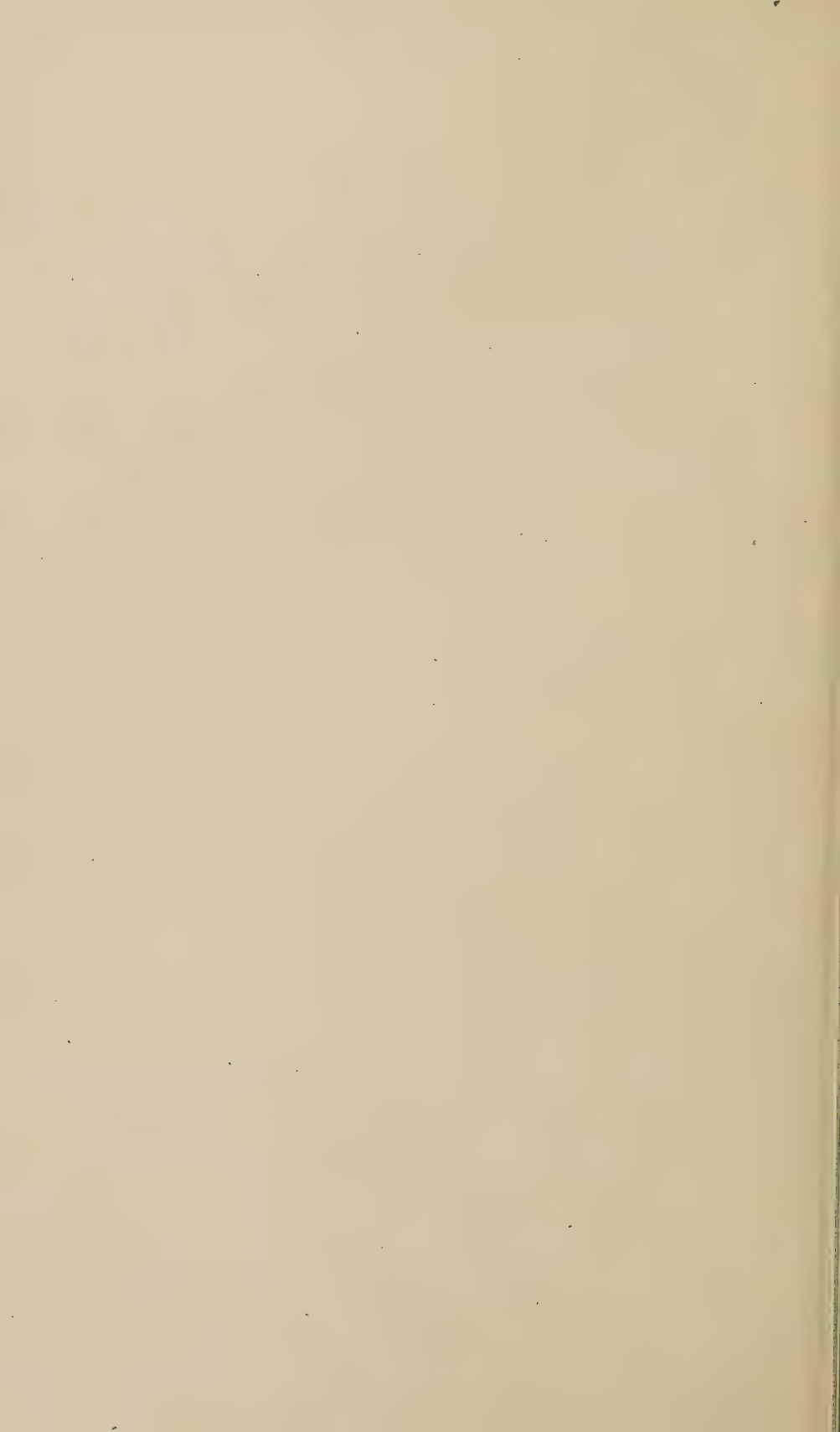
D'abord, il était indispensable, pour avoir la maîtrise du marché, d'obtenir l'adhésion de la grande majorité des producteurs. « Il nous faut douze millions d'hectolitres au minimum pour pouvoir fonctionner », déclarait M. Palazy à la Commission d'enquête, devant laquelle il exposait l'économie de son projet, c'est-à-dire, plus de la moitié de la production du Midi ».

D'autre part, il fallait être en mesure de faire face, non seulement aux frais généraux d'organisation, mais aux avances que pouvaient nécessiter ces douze millions d'hectolitres, ce qui représentait au minimum un capital de 48 millions de francs. Or, ni le Crédit Foncier, ni le Crédit Lyonnais, ni le Comptoir National d'Escompte, ni aucune

des grandes banques n'avait consenti à accueillir favorablement la demande de capitaux qui leur avait été adressée.

M. Palazy était bien parvenu à grouper 9 millions d'hectolitres ; mais ni lors de sa première tentative, en 1906, avec la « Société Civile de Producteurs de vins naturels du Midi et de l'Algérie », ni, en 1909, avec la « Société Coopérative de Producteurs de Vins Naturels du Midi », il ne fut assez heureux pour réunir les fonds qui eussent été indispensables à l'essor de son entreprise.

Dès cette époque, d'ailleurs, la C. G. V. s'affirmait comme une force neuve et déjà puissante, capable d'absorber toutes les autres tentatives, si intéressantes fussent-elles : c'est qu'en s'attaquant dès le premier jour, à la fraude, comme à la racine de tout le mal, elle avait été aussitôt comprise et suivie par tous les vigneron qui, comme elle et avant elle, l'avaient, pendant de longues semaines, dénoncée aux quatre coins de la Septimanie.



CHAPITRE V

La Structure interne des Syndicats confédérés et de l'Union des Syndicats (C. G. V.)

Avant d'examiner les formes que revêt l'action des syndicats de la C. G. V., il n'est sans doute pas sans utilité de décrire brièvement le mécanisme de leur organisation intérieure.

A la base des syndicats, la section communale rassemble tous les adhérents d'une même commune dont elle porte le nom; si les syndiqués ne sont pas au nombre de dix au moins, ils se rattachent au groupement communal voisin.

Peuvent être syndiqués :

- a) Les propriétaires récoltants, fermiers, métayers, usu-
 - b) Les ouvriers viticoles ;
- fruitiers ou autres ayant-droits aux récoltes ;
- c) Les négociants et commerçants en vins patentés ;
 - d) Les membres des professions connexes, concourant à la récolte et à la vente du vin.

La section est dirigée par un bureau composé de neuf membres au moins, élus au scrutin secret et à la majorité des voix, et toujours rééligibles. La cotisation individuelle est de 0 fr. 25 par membre et par an. Une taxe proportionnelle de 0 fr. 05 par hectolitre de vin récolté, d'après les déclarations de récolte, portée à 0 fr. 10 depuis octobre 1919, est versée annuellement par tous les adhérents propriétaires; elle est, pour les commerçants en vins, de 0 fr. 05 par 100 hectolitres indiqués sur l'extrait du rôle de leur patente.

Le rôle de la section communale est, sous la direction générale et la surveillance du Conseil d'Administration du Syndicat, de rechercher les fraudes dans l'étendue de son territoire et de les signaler au Conseil d'Administration, d'assurer les décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration; de gérer le patrimoine propre de la section; d'administrer les services auxiliaires que la section peut créer en dehors du syndicat; enfin, de maintenir entre ses membres des rapports d'amitié, de dignité et de justice réciproques.

La réunion des délégués des sections communales forme l'Assemblée Générale qui se réunit une fois par an et plus souvent si les circonstances l'exigent. Elle délibère valablement sur toutes les questions à l'ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents. Elle nomme, au scrutin secret et à la majorité des voix, le conseil d'administration du syndicat, dont les membres, qui doivent être Français, jouir de leurs droits civils et politiques et appartenir aux trois premières catégories sus-indiquées, sont élus pour deux ans. Chaque année, il est procédé au renouvellement de la moitié des membres du Conseil d'Administration, qui sont d'ailleurs rééligibles; le Conseil choisit dans son sein un bureau composé de un président, quatre vice-présidents, un secrétaire, un trésorier. Le Président du Conseil d'Administration est Président du Syndicat; il a la signature sociale, remplit les fonctions d'administrateur délégué,

et représente le Syndicat en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il est, en effet, à remarquer, qu'aux termes de la loi de 1884, c'est le Syndicat seul qui avait le pouvoir de se porter partie civile ; aussi est-il indiqué dans les statuts que le syndicat peut plaider, transiger, exercer des poursuites, intenter et suivre toute action judiciaire, etc..., et c'est le syndicat qui apparaît comme la cheville ouvrière de la C. G. V.

Celle-ci, en effet, n'est autre chose que l'union des cinq grands syndicats, dont le siège respectif se trouve à Montpellier, Béziers, Narbonne, Carcassonne et Perpignan. Elle a, à sa tête, un conseil d'administration composé de droit des présidents des syndicats fédérés et cinq membres désignés par le conseil de chaque syndicat ; à ce premier groupe de dix membres, viennent s'adjoindre par cooptation un nombre d'administrateurs au plus égal au tiers des membres de ce premier groupe. Le Conseil, à son tour, procède à l'élection du bureau de l'Union. Celui-ci veille à maintenir l'unité indispensable entre les syndicats fédérés et a la haute main sur l'action à diriger contre la fraude, et, plus généralement, dans l'intérêt de la viticulture.

Ce qui frappe, dans cette organisation, c'est son caractère régional et fédératif. Les syndicats ne se préoccupent en rien, pour délimiter les territoires soumis à leur surveillance, des divisions administratives traditionnelles, mais bien plutôt des commodités de communications et des facilités de relations. Les statuts du syndicat professionnel de Narbonne, par exemple, que nous avons sous les yeux, dès leur article premier, parlent des habitants de la région, non de l'arrondissement de Narbonne. C'est en vertu de ce principe que six sections communales de l'Hérault en font partie ; de même au syndicat de Carcassonne se rattachent à la fois les sections du canton d'Olonzac, qui appartient à l'arrondissement de Saint-Pons, et des sections de la Haute-Garonne, telles que Fronton et Noé ; tandis qu'enfin la sec-

tion communale de Tuchan (Aude) est sous la dépendance du syndicat de Perpignan.

De même que les nécessités de la vie avaient fait éclater les vieux cadres des divisions administratives dépassées, de même, il eût été vain d'essayer d'organiser la représentation des intérêts économiques selon les formules politiques en cours. Si le suffrage universel se peut défendre de ce point de vue, si même le bulletin de vote personnel et égal apparaît, au milieu des solidarités qui nous pressent, comme le symbole et la sauvegarde même de la liberté individuelle, il ne saurait plus logiquement se justifier lorsqu'il s'agit, par exemple, dans une Confédération, de donner à chaque syndicat exactement la part d'influence qui lui revient. Ici, en effet, trois facteurs interviennent qui déterminent l'importance des divers intérêts en présence : l'individu, la terre et les produits du sol. Il était donc équitable, pour établir la valeur respective de chacun des syndicats confédérés, de considérer à la fois le nombre des adhérents qu'il groupe, la surface du vignoble qu'il embrasse et la quantité d'hectolitres de vin qu'il contrôle. Les difficultés, il est vrai, étaient nombreuses ; il fallait que chacun des membres de l'Union, même les plus modestes, ait la certitude de pouvoir être représenté d'une façon efficace dans les conseils de l'Union ; il fallait surtout éviter que toute l'influence fut, par une sorte de jeu censitaire, comme concentrée fatalement entre les mains de quelques grands propriétaires.

C'est pour répondre à ces préoccupations que l'on a été amené à adopter le mode de votation suivant.

La part d'influence de chaque syndicat est représentée par un certain nombre de points qui se déterminent comme suit :

Dans chaque section communale, tous les membres de la section disposent d'une voix.

En plus, les adhérents récoltants disposent, par hectare planté en vignes :

jusqu'à 5 hectares.....	1 voix
de 5 à 10 hectares.....	2 voix
de 10 à 30 hectares.....	3 voix
de 30 à 50 hectares.....	4 voix
50 hectares et au-dessus.....	5 voix

A ce nombre de voix, viennent s'ajouter, par hectolitre :

de 1 à 100 hectolitres.....	1 voix
de 100 à 500 hectolitres.....	2 voix
de 500 à 1.000 hectolitres...	3 voix
de 1.000 à 2.000 hectolitres...	4 voix
2.000 hectol. et au-dessus....	5 voix

Les commerçants en vins disposent :

jusqu'à 5 francs de taxe proportionnelle.....	1 voix
de 5 à 25 francs de taxe proportionnelle.....	2 voix
de 25 à 50 francs de taxe proportionnelle.....	3 voix
de 50 à 100 francs de taxe proportionnelle.....	4 voix
100 francs et au-dessus.....	5 voix

Ainsi, un tel système ne tend pas à sacrifier la masse des petits et des moyens propriétaires à l'omnipotence d'une aristocratie terrienne. Bien plus, l'ouvrier agricole qui ne possède absolument rien dispose déjà d'une voix ; s'il est marié et si sa femme est journalière, celle-ci peut faire partie du syndicat ; et, avec un fils et une fille qui travaillent aux champs, voici déjà, pour un ménage ouvrier, trois ou quatre voix assurées. Si cet ouvrier possède seulement quelques arpents de vignes et récolte quelques hectolitres de vin, c'est un minimum de cinq ou six voix dont il peut disposer avec sa famille.

Le propriétaire, dont la femme, le plus souvent ménagère, ne peut, en cette qualité, avoir accès au Syndicat, non plus

que ses enfants qui ne sont la plupart du temps ni récoltants, ni ouvriers, est, au contraire, privé de l'appoint de ces voix que l'ouvrier trouve dans la seule existence de sa famille.

Enfin, si l'on examine le barème adopté de près, l'on arrive facilement à se convaincre que la proportion qu'il établit est rapidement décroissante et que, dans ces conditions, il est inexact de prétendre qu'il n'assure pas d'une manière efficace la représentation des petits intérêts et qu'il repose sur une base antidémocratique.

Sans doute, l'on n'est pas arrivé à établir une proportion rigoureusement mathématique dans la représentation respective des éléments syndiqués; et la solution d'un pareil problème se heurte à de nombreuses difficultés; mais il était indispensable de donner à chacun et à tous un coefficient de capacité viticole et vinicole, si l'on voulait éviter le danger que pouvait présenter, au point de vue psychologique, la formation de certaines sections syndicales qui n'auraient groupé, autour de la région proprement viticole, que des polyculteurs, qui eussent risqué de ne pas apporter à la défense de la viticulture la même énergie vigilante que ceux dont la prospérité personnelle dépend uniquement de la prospérité même de la vigne.

Pour toutes ces raisons, un tel système, qui, au demeurant, a fait ses preuves, nous paraît, à tout prendre, fort acceptable; il détermine selon les règles que nous avons indiquées, le nombre de points de puissance syndicale attribués, à l'intérieur de chaque syndicat, à chacune des sections communales, l'assemblée générale du syndicat se composant des délégués des sections nommés à raison de un délégué par cinq cents points de puissance syndicale, ou fraction de cinq cents points, avec minimum de 1 et maximum de 10 par section.

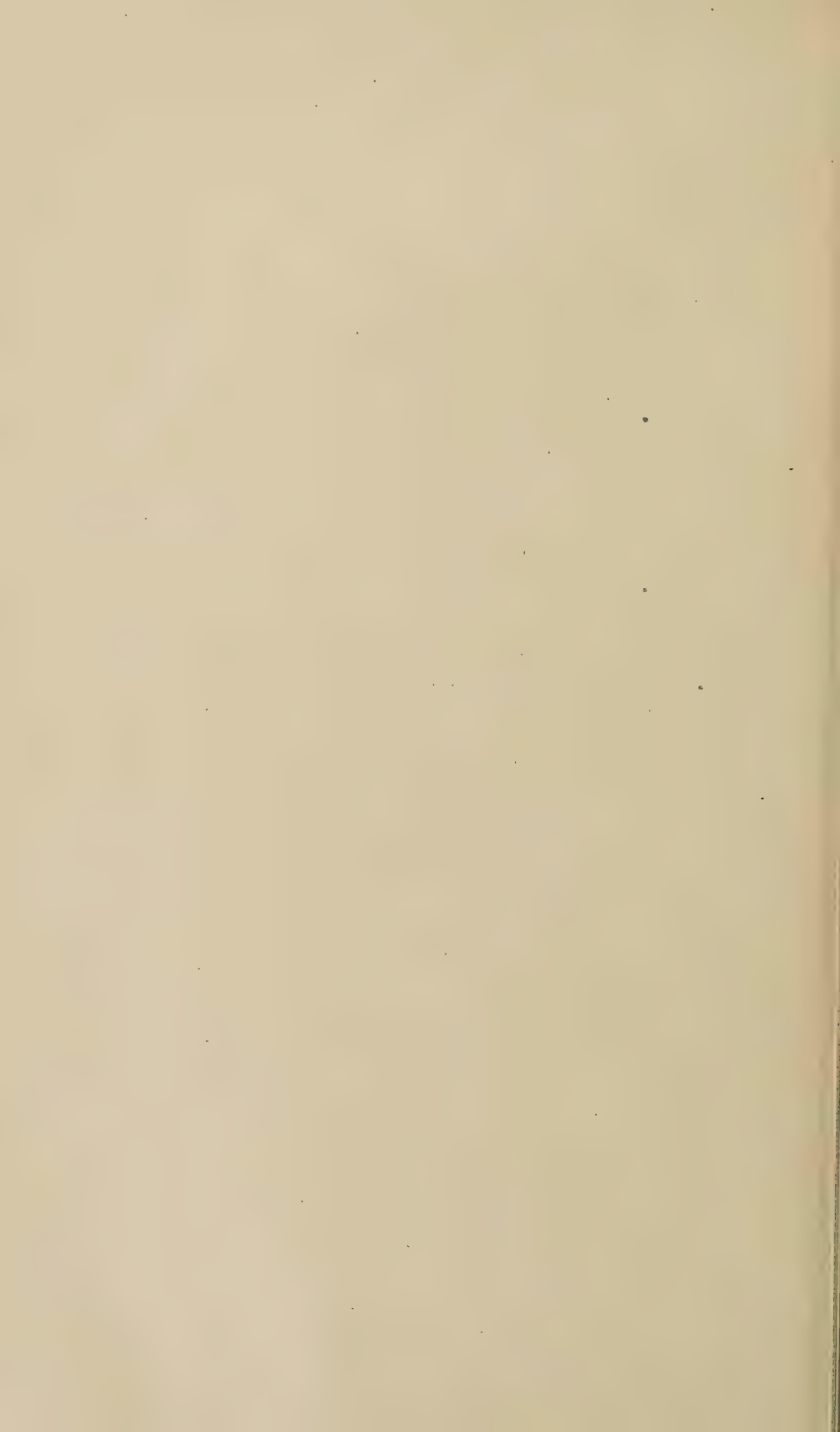
Telles sont les bases sur lesquelles repose la puissante association de la C. G. V., dont le succès n'a fait que s'affir-

mer depuis sa fondation; elle a pu fédérer en syndicats compacts, qui groupent aujourd'hui plus de 72.000 membres, les viticulteurs qui ont placé en elle leur confiance. Dans ce nombre imposant, elle trouve la force morale et l'autorité qui donnent tout leur poids à ses interventions en justice comme à ses avis dans les conseils du gouvernement.

Appuyée sur son journal bi-mensuel dont le tirage atteint 70.000 exemplaires, elle a à sa disposition un budget imposant, qui s'est traduit pour le dernier exercice par 1.500.000 francs; la production de ses adhérents, sur lesquels elle exerce son contrôle immédiat, se chiffre par 15 millions d'hectolitres.

Enfin, son succès même et sa propagande ont suscité de nombreuses imitations; c'est dans le Gard, la Confédération des Viticulteurs du Sud-Est, dont l'action s'étend sur toute la Provence; c'est la Confédération des Associations Viticoles de Bourgogne, la Fédération des Syndicats de la Champagne Viticole, la Ligue des Viticulteurs de la Gironde, etc... Sur son initiative, le 18 février 1913, a été créée la Fédération des Associations Viticoles Régionales de France, dont elle est restée l'âme; enfin, elle a pris une part prépondérante à la réalisation de la Confédération Nationale des Associations Agricoles de France, née le 30 juin 1919, à la suite du premier Congrès de l'agriculture française. Il n'est pas jusqu'à l'Espagne qui n'ait tenu, avec sa Confédération des Vignerons Catalans, à s'inspirer directement d'une aussi heureuse initiative.

Une si large influence qui déborde, comme on le voit, le cadre même de notre province, et les frontières de notre pays, trouve sa justification dans la vigueur de l'action propre que poursuit, depuis de nombreuses années, la C. G. V. et dont il nous est possible d'aborder maintenant l'étude.



CHAPITRE VI

LA DÉFENSE CONTRE LA FRAUDE

Née de la nécessité d'une action commune et cohérente contre la fraude, et de la conviction que toute organisation du marché serait impossible, tant que l'on n'aurait pas pris, d'abord, les mesures utiles pour le préserver de l'invasion de tout ce qui n'est pas, selon le vœu de la loi, « le produit fermenté du jus de raisins frais », la C. G. V. n'a pas manqué de souligner, dans les statuts de ses syndicats, la tâche qu'elle s'est assignée : « Le Syndicat a pour objet général tout ce qui concerne la répression de la fraude sur les vins dans la France, l'Algérie ou les Colonies, l'étude et la défense des intérêts viticoles, agricoles, économiques et sociaux de ses membres. Il a pour but spécial : a) de rechercher les fraudes et d'exercer ou provoquer toutes poursuites auxquelles elles pourraient donner lieu ; b) d'examiner et de proposer toutes réformes législatives ou autres, toutes mesures économiques, de les soutenir auprès des pouvoirs publics et d'en poursuivre l'application ».

Les deux grands moyens d'action dont les syndicats disposent contre la fraude s'exercent, et par leurs agents de prélèvement qui vont à la recherche des vins falsifiés et par la poursuite en justice des fraudeurs ainsi découverts.

SECTION I

La Recherche de la Fraude. — Les Agents de Prélèvement

L'enquête menée en 1907 par la Commission parlementaire avait révélé l'adaptation imparfaite des administrations de l'Etat à assurer la répression énergique de la fraude. La raison en est, sans doute, que la Régie est, avant tout, une administration fiscale; elle se préoccupe essentiellement de faire rentrer certains impôts. Certes, lorsque ses recherches l'amènent à découvrir des fraudes à l'égard du fisc, elle les réprime; mais elle s'intéresse beaucoup moins aux fraudes proprement commerciales, qu'elle n'a pas pour mission spéciale de poursuivre.

Il ne faut pas oublier non plus que son intérêt est parfois tout différent de celui des viticulteurs; si, depuis la loi du 29 juin 1907, elle est incitée à surveiller la circulation des sucres, pour veiller à ce que les quantités employées à la chaptalisation n'échappent point à la surtaxe de 40 francs par 100 kilogrammes, elle n'a aucun motif de s'émouvoir du mouillage chez le récoltant, puisque le vin obtenu par un tel procédé lui donne l'occasion de percevoir exactement

les mêmes droits de circulation que ceux que paie tout vin naturel.

La même préoccupation fiscale l'amène également à accepter trop souvent des transactions qui font rentrer de l'argent dans les caisses du Trésor, mais laissent le délit de fraude sans aucune sanction pénale.

Bien plus, quand l'Administration des Contributions Indirectes veut agir, elle se heurte en pratique à de nombreuses difficultés; par exemple, aux termes de l'article 14 de la loi du 6 août 1905, ses agents ne peuvent procéder à la visite des locaux d'habitation que de jour, et seulement après s'être préalablement munis d'une autorisation du Président du Tribunal Civil ou du Juge de Paix du canton : d'où, le plus souvent, impossibilité de procéder à des visites inopinées, qui, seules, auraient quelque chance de rendre de telles investigations fructueuses.

Lors même que la Régie arrive à prélever des échantillons d'un vin suspect, il faut attendre les conclusions toujours lentes et le plus souvent incertaines d'un laboratoire d'analyses pour obtenir d'un tribunal une condamnation tardive que peut opportunément mitiger l'octroi de circonstances atténuantes, si ce n'est même le bénéfice de la loi de sursis.

Les parquets, il est vrai, disposent, par l'interrogatoire des prévenus, les dépositions des témoins, le rapprochement des acquits délivrés avec la déclaration de récolte, de moyens particuliers propres à établir plus aisément la preuve de la fraude et susceptibles de servir de base à une condamnation.

Mais, là encore, l'expérience a prouvé que les occupations multiples des parquets, le souci de réprimer d'abord les crimes et les délits qui semblent troubler l'ordre public d'une façon plus immédiate, ne leur laisse pas, le plus souvent, le temps nécessaire à une poursuite méthodique et sévère des fraudeurs.

Il fallait donc se décider à créer un service qui aurait pour objet particulier la répression des fraudes ; et c'est ce que laissait espérer l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905. Malheureusement, le règlement d'administration publique du 30 juillet 1906, qui déterminait les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la loi sur les fraudes ne prévoyait pas, dans son énumération, l'organisation de ce service spécial. Il se bornait à charger d'opérer des prélèvements d'échantillons : les commissaires de police, les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports, les agents des Contributions Indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs des halles, foirès, marchés et abattoirs ; les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires désignés et commissionnés par les préfets, enfin, des agents spéciaux créés par les départements et les communes, soumis également à l'agrément des préfets.

Seules, des nécessités budgétaires empêchaient l'Etat de prendre la responsabilité de l'organisation d'un service spécial de répression des fraudes qui était ainsi laissé à l'initiative problématique — et à la charge certaine — des départements et des communes ; il a fallu attendre le décret du 22 janvier 1919 pour que l'Etat centralisât, au Ministère de l'Agriculture, un service national de la répression des fraudes. Il est composé d'un inspecteur général, de trois inspecteurs divisionnaires principaux, de onze inspecteurs divisionnaires et de cinquante inspecteurs nommés par le Ministre de l'Agriculture sur la proposition du directeur des services sanitaires et scientifiques de la répression des fraudes et chargés de la surveillance des fraudes de tous les produits alimentaires ou agricoles en général.

Entre temps, la C. G. V. s'était efforcée d'obtenir des pouvoirs publics l'organisation d'un tel service ; elle préconisait notamment la création de brigades volantes d'agents des Contributions Indirectes, qui pourraient surgir à l'im-

proviste et prendre les fraudeurs sur le fait. Les syndicats avaient mis à profit la faculté qu'avaient dès lors les communes de créer des agents de répression, pour faire donner à des personnes de confiance l'investiture indispensable d'un maire de la région pour les présenter ensuite à l'agrément du préfet du département : certains étaient même parvenus, en fait, à faire commissionner leurs propres agents par les préfets et versaient pour leurs émoluments les fonds de concours nécessaires dans la caisse du receveur des finances de leur arrondissement.

Dès le premier décembre 1907, dans le deuxième numéro de « Vendémiaire », il est parlé comme il suit des constatations faites par les trois premiers inspecteurs du Syndicat Régional de Béziers-Saint-Pons : « Vu l'urgence, ces agents sont partis sans être assermentés et agréés par M. le Ministre des Finances ou de l'Agriculture, qui, seuls, auraient pu leur donner l'investiture pour agir légalement en vertu de la loi de 1905 ; l'investiture donnée par une commune de notre région ne leur aurait donné qu'une autorité morale supplémentaire, et n'aurait pas augmenté leurs droits réels pour la répression des fraudes, et spécialement ne leur aurait pas donné le droit de prélèvements en dehors de notre département.

« Ces agents sont partis porteurs simplement d'une lettre du Président du Syndicat, les accréditant auprès des agents de l'Etat. C'était la première fois qu'une association agricole tentait une expérience semblable et il était nécessaire, dans l'intérêt de l'œuvre entreprise par la Confédération, qu'elle fût conduite avec prudence, afin de prouver au gouvernement, au commerce honnête, à la viticulture et à l'opinion publique que notre action légitime pouvait défendre les intérêts viticoles sans troubler le pays.

« Les instructions données aux inspecteurs étaient les suivantes :

« Se renseigner aussi exactement que possible sur les

fraudes par le sucrage illégal et clandestin ; provoquer la répression de ces fraudes par les agents de l'Etat.

« Prendre des échantillons dans tous les débits où les vins seraient vendus à des prix tels qu'il y eut présomption de fraude et, après examen de ces vins, et en cas de certitude de falsification, provoquer des prélèvements par des agents de l'Etat.

« Signaler les fraudeurs poursuivis, afin que la Confédération put se porter partie civile en vertu de l'article 9 de la loi de 1907.

« Indiquer pour chaque région parcourue, l'état des récoltes et le cours des vins.

« Se mettre en relations, dans la mesure du possible, avec les associations viticoles désireuses comme nous de réprimer les fraudes ».

Le gros inconvénient d'un pareil système, c'est que l'activité des inspecteurs trouvait sa limite aux frontières mêmes du département pour lequel ils étaient agréés ; s'ils voulaient exercer leur contrôle plus loin, il leur fallait obtenir à nouveau l'assentiment des Préfets sur le territoire desquels ils entraient. Or, les Préfets avaient tous pouvoirs pour accorder ou refuser l'autorisation sollicitée : c'est dire que l'activité des inspecteurs des fraudes était à la merci de leur bon plaisir, si bien que, dans certains départements, ils devaient se résigner, sans pouvoir intervenir, à « voir passer sous leurs yeux des quantités de vins piqués ou pourris, ou des envois de saccharine destinée à la fabrication de vins doux, apportée chez des commerçants peu scrupuleux, habilement masquée dans des boîtes à thé ».

Aussi la C. G. V. demandait-elle instamment que ces agents fussent commissionnés par le Ministère de l'Agriculture et eussent la faculté d'opérer des prélèvements sur toute l'étendue du territoire. Mais le pouvoir centralisateur, jaloux de ses prérogatives, hésitait à déléguer ainsi à des

représentants d'une association privée une part, si minime fut-elle, de la puissance publique : « Quelle que soit la bonne foi des membres des syndicats, répondait M. Ruau, Ministre de l'Agriculture, à une question de M. Sigallas, sénateur du Var, il y aurait des inconvénients à commissionner un agent venant des syndicats, il pourrait être taxé de parti-pris ». Cependant, la ténacité de la C. G. V. finit par avoir raison de ces résistances. L'article 56 de la loi de finances de 1912, en effet, qui a, d'ailleurs, été par la suite incorporé au décret du 22 janvier 1919, portant organisation d'un service de la répression des fraudes, habilite les agents des syndicats comme « agents de la répression des fraudes ».

Proposés par les syndicats agricoles ou commerciaux, agréés par le Ministre de l'Agriculture, ils reçoivent une commission d'un an, d'ailleurs renouvelable et révocable, qui leur est donnée par le Préfet, si leur circonscription ne dépasse pas les limites du département, par le Ministre de l'Agriculture dans tout autre cas. Placés théoriquement sous les ordres des Préfets, et le contrôle des inspecteurs régionaux, ils n'en sont pas moins soumis, en fait, aux directives de leurs associations syndicales, qui ont, d'ailleurs, la charge de leur traitement, dont le montant doit être, avant toute présentation à l'agrément de l'administration, consigné par leurs soins dans la caisse du Receveur des Finances de l'arrondissement où est situé le siège du syndicat.

Les prérogatives des agents ainsi désignés sont exactement les mêmes que celles des autres fonctionnaires de l'Etat, des départements ou des communes préposés à la surveillance des fraudes. Ils ont libre accès dans tous les locaux servant au commerce, pour y prélever des échantillons; par contre, ils ne peuvent pénétrer chez des non-commerçants que munis d'une ordonnance du juge de paix, et encore seulement dans les annexes du domicile dont la

loi a eu le soin de donner une énumération limitative, afin de sauvegarder le principe de l'inviolabilité du domicile ; et lorsqu'il existe un sérieux soupçon de fraude. Ils peuvent se faire communiquer, sur réquisition écrite tous les registres tels que portatifs, déclarations de sucrage, détenus par les administrations publiques et se faire représenter les titres de mouvement qui accompagnent les convois qui y sont assujettis. Ils peuvent pratiquer des saisies dans le cas de flagrant-délit de falsification ; ils le doivent lorsque les produits sont reconnus corrompus ou toxiques ; sinon, ils se bornent à prélever, dans les conditions fixées par la loi, un certain nombre d'échantillons qui seront soumis à l'examen de laboratoires d'analyses agréés. Ils dressent, sur papier libre, procès-verbal de leurs opérations et sont protégés dans l'exercice de leurs fonctions par l'article 6 de la loi du 28 juillet 1912, modifié par la loi du 20 mars 1919.

On ne peut nier le dévouement et la compétence des inspecteurs de la C. G. V. et l'aide efficace qu'ils apportent aux administrations publiques dans la tâche difficile de la découverte des fraudes.

De 1907 à 1920, leur nombre est passé de douze à trente-deux ; si l'on y ajoute les sept agents de la C. G. V. du Sud-Est, on obtient un total de trente-neuf inspecteurs que le Midi entretient pour la sauvegarde du vin naturel, alors que, pour la recherche des fraudes de tous les produits en général, l'Etat ne supporte que la charge de soixante-cinq inspecteurs. Pour le budget de la répression des fraudes, la C. G. V. a fixé, en 1920, une somme de 500.000 francs ; le budget de l'Etat, sur ce chapitre spécial, ne prévoit que 600.000 francs.

Si l'on considère maintenant le rendement de l'activité de ces agents, l'on est frappé de la progression ascendante marqué chaque année, tant par le nombre des échantillons prélevés que par celui des condamnations prononcées.

Voici, par exemple, les chiffres indiqués par le journal « La C. G. V. », pour la période qui va de 1907 à 1912 :

- 1^{re} année 1907-1908, 867 prélèvements, 67 condamnations
- 2^e année 1908-1909 1225 prélèvements, 120 condamnations
- 3^e année 1909-1910, 1659 prélèvements, 263 condamnations
- 4^e année 1910-1911, 2047 prélèvements, 358 condamnations
- 5^e année 1911-1912, 3042 prélèvements, 601 condamnations

A prendre les résultats obtenus par le seul syndicat de Narbonne pendant trois années, on constate qu'en 1916, la totalité des prélèvements faits par les agents de ce syndicat est de 262, desquels il y a lieu d'en déduire 74 effectués à titre de comparaison; reste donc 168 prélèvements susceptibles de poursuites. Condamnations ayant suivi : 123. Pour l'année 1917, les prélèvements sont au nombre de 178, dont 58 à titre de comparaison ; reste 120 prélèvements susceptibles de poursuites, ayant entraîné 91 condamnations. Pour l'année 1918, on trouve 235 prélèvements, dont 61 à titre de comparaison; 174 poursuites et 151 condamnations.

Ainsi s'affirme la fécondité de cette collaboration des syndicats avec l'Etat, qui, dans notre régime moderne, voit renaître, adaptée aux besoins de notre époque, l'antique police professionnelle des corporations, dont la Révolution avait dû briser la tyrannie, mais dont les exigences de la vie semblent à nouveau imposer insensiblement l'action bienfaisante.

Si les inspecteurs des syndicats d'aujourd'hui peuvent légitimement nous apparaître comme les héritiers lointains de ces gardes-jurés de la corporation des marchands de vin, qui tenaient des statuts de 1647 le droit « d'entrer dans toutes les caves et celliers où l'on vendait le vin au détail et même chez les bourgeois qui ne vendaient que le vin de leur crû », c'est moins encore à cause de leur parité d'origine et de la similitude de leurs fonctions qu'à raison même de l'idée qui les avait suscités.

Le regretté Maurice de Gailhard-Bancel, dans une étude très attachante, a montré comment la lutte contre la fraude a été, à l'origine, une des causes de la constitution des corporations de métiers, et comment la première préoccupation qui a dicté, dans le régime corporatif, les précautions dont la plupart nous font sourire aujourd'hui, a été d'écarter des transactions tout risque de dol.

Cette haute idée morale, ce respect de la profession, qui, sous le régime corporatif étaient si forts qu'ils allaient jusqu'à priver le maître qui cessait de travailler selon la justice de la protection des règlements traditionnels, et qui permettait exceptionnellement que l'on reçût contre lui le témoignage même de ses ouvriers, c'est la même idée de loyauté qui montait, incoercible et impérieuse, des foules de 1907; c'est elle encore qui a permis, soutenu, amplifié l'action méthodique et ordonnée de la C. G. V. C'est que la lutte contre la fraude, non seulement est utile à la sauvegarde de certains intérêts légitimes, mais si l'on y regarde de plus près, apparaît comme un véritable devoir de solidarité nationale, particulièrement à une époque où les progrès mêmes de la science permettent d'apprêter de nombreuses denrées selon des méthodes qui peuvent constituer, pour l'hygiène et la santé publiques, un véritable danger.

C'est une justice à rendre à la C. G. V. que, non contente de porter l'offensive contre les fraudeurs du dehors, elle s'attache à faire l'éducation morale de ses membres; elle exige d'eux l'engagement formel de ne mettre en vente que du vin parfaitement naturel; elle précise que toute adultération caractérisée (sucrage, mouillage, ou autres sophistications) aura pour sanction l'exclusion de l'adhérent, sans préjudice des poursuites judiciaires dont il sera justiciable et des dommages-intérêts qui pourront lui être réclamés par le syndicat.

Enfin, dans le même ordre d'idées, elle a déposé, en août 1908, au greffe du tribunal de Montpellier, une marque syn-

dicale ou « label », qui est sa propriété et qu'elle appose sur la cave de certains récoltants qui en font la demande et qui acceptent de se soumettre à des conditions de surveillance particulièrement sévères.

D'abord, ils doivent déclarer qu'il n'entrera dans leur cave que le pur jus de raisins frais venant de leur vigne, et qu'ils renoncent même aux quarante hectolitres de piquette tolérés par la loi. Ils doivent, de plus, s'engager à prévenir la C. G. V., dès qu'une partie de leur vin, si minime soit-elle, sera devenue, par suite d'une maladie quelconque, impropre à la consommation; la C. G. V. restant seule juge de la décision à prendre et décidant sans appel de la distillation du vin en cause.

En outre, la C. G. V. se réserve le droit absolu, à toute heure du jour et de la nuit, et à n'importe quelle époque, de rentrer dans les caves et les magasins ayant le « label », de les visiter, d'y prélever tous les échantillons qu'elle veut, et cela, sans être tenue d'aviser le propriétaire à l'avance.

Par ce moyen, elle espère désigner à l'attention et à la confiance des consommateurs les vins provenant de caves spécialement surveillées et rendre aux vins du Midi, souvent dépossédés au profit de crus d'autres régions, leur véritable état civil.

Telles sont les principales mesures auxquelles la C. G. V. a eu recours pour mettre obstacle à la fraude ou pour la découvrir; il nous reste maintenant à examiner quelle part elle prend dans la poursuite des fraudeurs en justice.

SECTION II

La poursuite de la Fraude : Intervention des Syndicats comme partie civile

Déceler les cas de falsification, dénoncer les fraudeurs à la vindicte publique, œuvre utile et louable sans doute, mais qui n'eût pas tardé à apparaître insuffisante et vaine, si la C. G. V. n'avait entendu poursuivre elle-même, jusqu'à la sanction judiciaire, l'indispensable répression des délits qu'elle avait découverts. Pour que sa méthode fût pleinement efficace, il fallait que la C. G. V. eût la possibilité de traîner jusque dans le prétoire les fraudeurs qu'elle avait surpris. Sinon, bien des délinquants pouvaient garder l'espoir de trouver, en fait, une scandaleuse impunité dans l'indolence des Parquets surchargés d'une besogne chaque jour plus complexe ; et l'Etat, à vouloir exercer seul la répression de délits nouveaux, dont la sanction était autrefois assurée par les corporations et que l'influence des idées interventionnistes faisait maintenant renaître pour lui en attribuer la garde, risquait de l'assurer mal.

La loi française, moins libérale que la loi anglaise, qui donne aux particuliers et aux associations le droit de poursuivre directement les délits et les crimes, ne connaît pas la « procédure accusatoire » : jaloux de son autorité, l'Etat réserve, dans tous les cas, au ministère public, le privilège de défendre la société et de requérir des peines dans l'intérêt général.

Ce n'est pas à dire, toutefois, qu'il n'accepte, dans une

certaine mesure, la collaboration des citoyens : ceux-ci peuvent, d'abord, recourir au droit de plainte ou de dénonciation, qui appartient à tous et à chacun ; pour lequel, d'ailleurs, aucune condition particulière de capacité n'est requise : mais c'est là un droit insuffisamment sanctionné, puisque le Procureur reste libre de donner à l'affaire telle suite qu'il lui paraît bon.

Cependant, la victime d'une infraction a également le droit, soit d'user de la citation directe, soit de se porter partie civile ; ici encore, elle ne pourra évidemment poursuivre que la réparation civile du préjudice qui lui aura été causé, la sanction du trouble social restant toujours du domaine du ministère public ; mais, par son initiative, elle arrivera, en fait, à mettre en mouvement l'action publique, sans que celle-ci puisse s'y refuser, puisque, même au cas où les réquisitions du ministère public tendraient à un non-lieu, le juge d'instruction saisi de la plainte pourra et devra informer.

L'on comprend que la loi se soit montrée exigeante pour l'exercice d'un droit qui peut avoir de si graves conséquences. Outre que celui qui se porte partie civile le fait toujours à ses risques et périls et s'expose à s'entendre condamner à des dommages s'il a agi à la légère (art. 136 du Code d'Instruction Criminelle), sa plainte ne peut être accueillie que si elle réunit des conditions strictement déterminées.

Il faut, non seulement que le plaignant rapporte la preuve du préjudice qui est à la base de toute action civile, mais il faut encore que ce préjudice lui soit personnel, c'est-à-dire qu'il ait porté atteinte à son patrimoine, tant moral que matériel ; il n'y a là qu'une application de la maxime traditionnelle : « Nul en France ne plaide par procureur ».

Il faut ensuite que ce préjudice soit sérieux, appréciable, et non imaginaire, susceptible en un mot de mériter une réparation.

Il faut, en troisième lieu, qu'il y ait entre le préjudice et

le délit corrélation certaine, celui-ci apparaissant comme la cause de celui-là.

Il faut enfin, que le préjudice soit direct, c'est-à-dire qu'il soit une conséquence immédiate et prochaine, non éloignée, incertaine ou éventuelle du délit.

Tels sont, en résumé, les principes dans lesquels la loi renferme l'exercice du droit de partie civile. La jurisprudence, il est vrai, en a quelque peu atténué la sévérité, notamment en élargissant les limites de la notion de préjudice ; et la loi elle-même (art. 123 de la loi du 15 mars 1849) en matière électorale, a dispensé le plaignant de rapporter la preuve d'un préjudice personnel, puisqu'elle admet, sans autre condition, la plainte d'un électeur quelconque d'un collège qui a procédé à une élection, à propos de laquelle des crimes ou des délits ont été commis. Ici, il apparaît que la loi considère que le souci de défendre l'honneur commun du corps électoral soit un motif suffisant à légitimer l'intervention d'un membre de ce corps, quel qu'il soit ; on peut dès lors, se demander si elle n'a pas institué, au bénéfice des syndicats professionnels, une présomption de préjudice analogue, lorsqu'une infraction aux règles de l'honnêteté corporative vient porter atteinte à l'honneur commun de la profession.

La loi du 21 mars 1884, qui est la charte des syndicats professionnels, ne donne à ce sujet, aucune indication précise : elle se borne, dans son article 3, à définir vaguement le syndicat, et à lui donner comme objet « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » ; dans son article 6, elle lui reconnaît « le droit d'ester en justice » et c'est tout.

Les lois qui sont intervenues postérieurement, loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice illégal de la médecine, loi du 11 juillet 1906 sur la protection des conserves contre la fraude étrangère, loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucragé des vins, loi du 5 août 1908 sur les fraudes com-

merciales, si elles ont marqué un incontestable encouragement du législateur à l'exercice des actions syndicales, n'ont apporté aucun texte précis exonérant les syndicats de la charge ordinaire des preuves en matière de partie civile ou les leur facilitant, en précisant par exemple la notion des intérêts qui leur sont confiés ou celle du préjudice dont ils sont admis à se plaindre.

Elles se sont toutes bornées à rappeler les principes du droit commun, tels qu'ils étaient reconnus par la jurisprudence, et lorsque, notamment, la loi du 29 juin 1907, votée sous la pression des manifestations viticoles pour assurer une répression plus énergique de la fraude, a déclaré, dans son article 9, que « les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture et de la viticulture, ou du commerce et trafics des vins pouvaient exercer sur tout le territoire de la France et des Colonies les droits reconnus à la partie civile », elle n'a, en réalité, apporté aucune aide nouvelle à ces syndicats et n'a mis à leur disposition aucune arme dont ils ne fussent déjà pourvus.

La preuve en est fournie par l'histoire même de cet article 9, particulièrement suggestive. Il avait été voté dans l'intention précise de mettre en échec un arrêt en date du 11 janvier précédent, par lequel la Cour de Paris, confirmant un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, contestait au « Syndicat National de la Viticulture » le droit de se porter partie civile dans une affaire de fraudes, sous prétexte que ce groupement, ne réunissant pas l'ensemble des viticulteurs français, ne pouvait se plaindre du préjudice que leur aurait causé une fraude minime commise sur un point déterminé du territoire. Dans son célèbre arrêt du 27 juillet 1907, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, tout en cassant la décision de la Cour de Paris, affectait d'ignorer la loi récemment votée et n'établis-

sait son argumentation que sur l'exégèse de la loi du 21 mars 1884.

Il n'est donc pas sans intérêt, pour se rendre compte des difficultés auxquelles les jeunes syndicats de la C. G. V. allaient se heurter, de rechercher comment la doctrine et la jurisprudence, suppléant à l'insuffisance de la loi de 1884 et au silence des lois postérieures, faisaient aux syndicats l'application des principes qui régissent la matière.

Notons, tout d'abord, qu'il n'a jamais été contesté que les représentants autorisés d'un syndicat, qui a les attributs de la personnalité civile, aient un intérêt pour agir, tant comme demandeurs que comme défendeurs, chaque fois qu'il s'agit de protéger la personne ou le patrimoine propre du syndicat.

Par ailleurs, on est d'accord pour admettre que le syndicat n'a pas pour mission de se mettre aux lieu et place de ses membres, en vue d'assurer la défense de leurs intérêts privés, lors même que ces intérêts se rapporteraient à l'exercice de leur profession. Le syndicat, en effet, n'a pas été institué comme le mandataire présumé de ses membres pour la défense de tous leurs intérêts particuliers, et lorsque le législateur entend lui attribuer ce rôle, par exemple en matière de conventions collectives, il le déclare expressément (loi du 25 mars 1919).

Mais, ceci admis, il reste à préciser comment les principes que nous venons de rappeler trouveront leur application aux syndicats, comment l'on parviendra notamment à déterminer ce que peut être, pour une telle collectivité, un préjudice personnel et direct, qui, juridiquement, sera seul susceptible de justifier son intervention. Il faudra également définir de quel intérêt le syndicat aura le droit de se prévaloir et si cet intérêt se confond avec les intérêts individuels des syndiqués ou s'en distingue et dans quelle mesure ?

Ce sont ces problèmes qui se sont posés au lendemain de

la promulgation de la loi de 1884; car, dès qu'ils ont joui de la reconnaissance légale, les syndicats ont affirmé leur prétention de se servir de l'arme judiciaire pour protéger les intérêts à eux confiés, et réprimer toutes pratiques de nature à porter atteinte aux intérêts professionnels de leurs membres.

Mais leur initiative s'est heurtée aussitôt aux principes traditionnels. Le syndicat, disait-on, ne peut exercer que les droits inhérents à son patrimoine; or, réclamer des dommages en raison d'actes délictueux contraires aux intérêts professionnels des membres du syndicat, c'est agir sans justifier d'une lésion personnelle; car c'est prétendre user de droits qui se trouvent dans le patrimoine de tels ou tels syndiqués, essentiellement distinct du patrimoine de cette personne morale qu'est le syndicat. C'est donc établir une confusion peu juridique de personnes et de patrimoines, vouloir exercer par substitution des droits qui appartiennent à des tiers, en un mot, violer les règles primordiales: pas d'intérêt, pas d'action; nul ne plaide par procureur.

Cette théorie fut brillamment exposée dans une consultation donnée par Waldeck-Rousseau, en 1887, à propos d'un procès en concurrence déloyale, intenté contre un magasin de nouveautés par un syndicat de négociants en tissus de la ville de Nice.

« Que se passe-t-il ? écrit Waldeck-Rousseau. Ils (ces négociants) se déchargent sur le syndicat du fardeau d'un procès. Celui-ci agit à leur place. A-t-il été constitué pour défendre les intérêts de ses membres ? Evidemment non. Dès lors, comment aurait-il qualité ?

« On objectera, sans doute, que l'ensemble des négociants syndiqués subissant un préjudice, le syndicat est, par là-même lésé; mais cette objection ne résiste pas au premier examen.

« Le syndicat, envisagé comme personne morale, n'est point la somme, et, pour ainsi dire, la résultante des intérêts

privés de chacun de ses membres. Il en demeure parfaitement distinct, et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie sont précisément ceux qui, n'étant le patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être exercés par aucun d'eux. Si l'on admettait que, par là-même que les négociants syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent, l'association a qualité pour agir, ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, ce serait une corporation ». (1)

Cette théorie, essentiellement restrictive, et qui prouve combien Waldeck-Rousseau était resté fidèle aux principes du vieux libéralisme, à l'heure même où les faits économiques venaient de le contraindre à reconnaître l'existence des syndicats et la réalité de la profession, condamnait le syndicat à l'impuissance, en ne lui attribuant la capacité d'agir en justice que pour la sauvegarde de son patrimoine. On ne peut qu'être frappé de la disproportion qui existe entre le fait que l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 prend soin d'accorder explicitement aux syndicats « le droit d'ester en justice », et cet autre fait que ce droit ne pourrait être mis en œuvre que pour la protection d'un patrimoine qui est réduit par la loi à n'être à peu près que mobilier ; qui, le plus souvent, sera insignifiant, par la raison que, si la gestion d'un patrimoine suffit à réaliser la fin d'une Société, elle n'est qu'un rouage tout à fait accessoire du fonctionnement d'un syndicat, dont la mission est ailleurs.

Ce système aboutit à des conséquences tellement décevantes, que ses partisans, pour ne pas entièrement dépouiller le syndicat de toute efficacité, en sont réduits à établir une cloison étanche entre le plan juridique et le plan écono-

(1) Recueil périodique de procédure civile. Rousseau et Laisney 1887, p. 49.

mique ; ici, tous pouvoirs d'action collective sont admis, et sont reconnus ; par contre, toute incursion sur le terrain juridique reste interdite.

Il est impossible d'admettre une telle distinction, essentiellement arbitraire, que la loi n'établit nulle part et que la vie condamne : comment, par exemple, les syndicats viticoles pourraient-ils servir les intérêts de la viticulture, s'il leur était défendu de poursuivre l'adversaire qui leur est le plus redoutable ; le fraudeur ?

Aussi ne faut-il pas s'étonner de ce qu'une pareille théorie, incapable de répondre aux besoins de la vie, si elle n'a cessé de compter des partisans dans la doctrine, n'ait, à notre connaissance, inspiré la jurisprudence que dans deux espèces, par ailleurs déjà anciennes.

C'est que la jurisprudence, plus immédiatement en contact avec la complexité des problèmes sociaux, est, comme l'a remarqué en des termes excellents M. Paul Gemahling « l'interprète de la vie autant que de la loi ». Il ne lui a pas échappé qu'à vouloir emprisonner l'action syndicale dans les cadres rigides et par trop étroits de la « patrimonialité », on la condamnait à s'exercer quasiment jamais ; et c'est pourquoi, plus attentive que les théoriciens de la doctrine, elle est peu à peu parvenue à discerner dans le syndicat la réalité d'un fait collectif qui ne saurait rester exclusivement soumis aux principes d'un code qui n'avait eu la prévision que d'actes individuels. Certes, cette théorie des actions syndicales n'a pas été émise sans tâtonnements ; si elle peut être citée comme un exemple saisissant du développement et de la vie du Droit, si elle apparaît comme l'illustration de cette vérité d'expérience que « le droit ne domine pas la société, mais l'exprime » (1), elle n'a été le fruit que d'une lente et prudente élaboration de la jurisprudence ; et

(1) Jean Cruet. *La vie du Droit*, p. 336.

même, il ne paraît pas qu'elle ait été pressentie tout d'abord.

Au lendemain de la loi du 21 mars 1884, les tribunaux n'ont, en effet, aperçu, dans les actions intentées par les syndicats, que l'extension légale à toutes les professions du droit antérieurement réservé aux seules professions réglementées, de se faire représenter dans tous les actes de la vie publique et devant les tribunaux par leurs syndics. Ainsi, contrairement à la théorie précédente, qui ne s'attache guère à considérer que la personnalité propre du syndicat, ce sont, ici, les syndiqués qui semblent tenir la première place, le syndicat n'ayant d'autre objet que de coordonner et de représenter un agrégat d'actions individuelles rassemblées dans une action unique. Le syndicat n'est plus ici que le mandataire ad litem de ses membres ; et son intérêt est fait de la totalisation des intérêts individuels qu'il groupe, sans qu'il soit nécessaire de lui chercher un autre fondement ; son intervention trouve sa justification dans l'atteinte portée aux intérêts particuliers qu'il représente. Il n'a pas de mission propre ; et c'est assez qu'il apparaisse comme un simple artifice ayant pour objet de simplifier la procédure.

Dès lors, pour triompher, il devra justifier d'un préjudice porté à ses membres individuellement considérés ; il devra « produire quelque membre souffrant personnellement un dommage ; par exemple, un viticulteur d'une région dont on a dénaturé la qualité des produits, ou un négociant dont le commerce est frappé de discrédit par les agissements d'un fraudeur ». Mais les cas où, en matière de concurrence déloyale notamment, le préjudice sera apparent et appréciable seront relativement rares ; et les syndicats seront fréquemment dans l'impossibilité d'exercer la répression des actes qui compromettent leurs intérêts corporatifs. Si les intérêts privés des membres qu'il groupe sont la base légale de l'action du syndicat, ils en marquent en même temps la limite. C'est en vertu de cette théorie que

pendant longtemps l'action de la C. G. V. se trouva tenue en échec : on déniait à ses syndicats le droit de demander une condamnation contre tel débitant qui, à Montluçon ou à Paris, avait mouillé son vin, au prétexte qu'il n'était pas démontré que ce fait avait pu nuire à tel ou tel vigneron méridional ; et il fallut attendre jusqu'au 26 novembre 1908 un arrêt de la Cour de Riom, pour qu'une interprétation plus libérale et plus exacte de l'intérêt syndical permit à la C. G. V. de poursuivre son action salutaire sur toute l'étendue du territoire.

On doit être reconnaissant à ce système d'avoir marqué que ce n'est qu'à propos de préjudices individuels que se trouve intéressée la collectivité ; mais à ne considérer dans le syndicat que la somme des intérêts individuels coalisés, il devait être logiquement amené à rejeter toute action tendant à réprimer des infractions qui n'atteignaient pas tous les membres d'une même profession. Or, un intérêt n'est pas nécessairement syndical parce qu'il est commun à tous ; il est des intérêts communs à tous, qui ne ressortissent pas à l'action syndicale ; et il est, par contre, des intérêts en apparence individuels qui y sont étroitement liés ; le nombre plus ou moins grand des intéressés peut constituer une présomption de l'intérêt syndical ; il ne peut suffire à le définir.

C'est pourquoi la jurisprudence, se préoccupant de dégager la notion d'intérêt syndical, commença par l'identifier aux intérêts de l'universalité des membres de la profession ; elle en fit sortir la notion d'intérêt collectif, qui devint l'objet propre des actions syndicales. Mais cet intérêt collectif, distinct des intérêts individuels, était une abstraction floue et fuyante, à telle enseigne que, dans son arrêt du 27 juillet 1907, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, reconnaissait l'existence d'un intérêt collectif dans l'action intentée par le Syndicat national de la défense de la viticulture française contre un marchand de vins qui

avait mis en vente quelques bouteilles falsifiées par addition d'eau ; la même Chambre, au contraire, par arrêt du 6 août 1908, déclarait le Syndicat du commerce de saindoux et salaisons de Marseille irrecevable à intervenir dans la poursuite exercée contre des négociants inculpés d'avoir falsifié des graisses alimentaires destinées à être vendues, mis en vente et vendu des graisses falsifiées.

Entre temps, la notion d'intérêt collectif qui, tout d'abord, n'avait semblé désigner que la somme des intérêts individuels des syndiqués était devenue une entité nouvelle, essentiellement distincte des intérêts individuels. Le syndicat, dès lors, n'était plus chargé de la défense des intérêts communs de ses membres, mais des « intérêts collectifs de la profession ». Et la Chambre criminelle, poussant à l'extrême la logique de son système, en arrivait à considérer ces intérêts de la profession comme sans aucun rapport et sans lien avec les intérêts des syndiqués, si bien qu'il suffisait que l'on put discerner dans un arrêt une atteinte aux intérêts particuliers des membres de la profession, fût-ce de l'ensemble de ceux-ci, pour que la Chambre Criminelle écartât désormais toute intervention du syndicat, dont l'activité ne devait plus s'employer qu'à la défense de l'intérêt de la profession.

« Attendu, dit un arrêt du 10 février 1911, que pour déclarer recevable l'intervention de ce syndicat et prononcer à son profit une condamnation à des réparations civiles, la Cour d'Appel s'est fondée sur ces motifs que le syndicat aurait été lésé par la déconsidération que la fraude commise par P... jette sur le produit naturel et par la baisse du prix du vin qu'elle tend à déterminer.

« Mais attendu que ces motifs, relatifs à la concurrence subie par les négociants scrupuleux n'impliquent nullement que le *syndicat lui-même* ait éprouvé un préjudice, et qu'en supposant qu'ils visent des commerçants, membres du syndicat, ils ne sont applicables qu'à leurs intérêts indi-

viduels, et non aux intérêts du syndicat ; qu'il suit de là que la condamnation à des réparations civiles manque de base légale ».

Admettre une pareille interprétation, c'était, en réalité, refuser à tout syndicat le droit d'intervention, sauf au cas exceptionnel où il lui serait possible de démontrer que tel ou tel délit (par exemple la vente de quelques litres de vin mouillé) risquait de mettre en péril son existence même. L'action des syndicats viticoles se trouvait par là-même complètement paralysée : la défense du consommateur, trompé sur la qualité du vin qu'il achetait, la défense du producteur, victime de prix dérisoires engendrés par une concurrence déloyale, la défense d'un produit discrédité, d'une profession déshonorée, d'une région entière suspectée, bref, les intérêts essentiels de la viticulture étaient compromis, parce qu'au regard de la Chambre Criminelle, ils n'intéressaient que des membres du syndicat, non le syndicat lui-même !

Bien que la Chambre Civile, non plus que la Chambre des Requêtes n'aient jamais cru devoir suivre la Chambre Criminelle sur le terrain stérile de ses spéculations, un tel système n'en fut pas moins dangereux par l'influence qu'il exerça pendant quelque temps sur plusieurs Cours d'Appel.

Il méconnaissait que si les intérêts de la profession ne se confondent pas avec ceux de ses membres, ils n'en sont pas cependant entièrement détachables ; la vie sociale n'étant autre chose que la vie des individus vivant en société, l'intérêt professionnel, comme l'intérêt social, est distinct des intérêts individuels et se superpose à eux, mais il ne leur est pas étranger. Ce n'est donc qu'à propos de préjudices individuels que la collectivité peut se trouver intéressée, et ainsi que l'écrit justement M. Paul Gemahling, « l'intérêt professionnel se trouve inévitablement mêlé et confondu avec les intérêts individuels dont il n'est qu'un des aspects ».

Dans ses conclusions, auxquelles la Cour de Cassation,

toutes Chambres réunies, allait faire droit par son arrêt du 5 avril 1913, M. le Procureur Général Sarrut remarquait : « Il résulte que le délit (de falsification de vin par addition d'eau et de mise en vente de vin falsifié) a porté atteinte aux intérêts économiques de la profession de viticulteur français, intérêts collectifs des membres du syndicat, et que le syndicat (national de défense de la Viticulture Française) a souffert un préjudice direct. La déconsidération d'un produit naturel ne cause pas seulement un préjudice moral à la profession; il y a aussi un préjudice matériel, car l'acheteur se détourne d'un produit falsifié; la consommation se restreint; il y a manque à gagner, mévente. La déconsidération du produit atteint l'ensemble des producteurs. D'autre part, l'addition d'eau augmente la quantité de liquide vendu sous le nom de vin. Plus un produit est abondant, moins il se vend cher; il y a avilissement des prix. L'addition d'eau peut d'ailleurs se faire, et s'est pratiquée souvent dans de larges proportions. Par suite de la mévente, de l'avilissement des prix, la profession de viticulteur, discréditée, n'étant pas rémunératrice, sera délaissée. L'avenir de la viticulture est compromis. La relation entre la fraude et le préjudice éprouvé par le syndicat représentant les intérêts économiques de la profession est évidente ».

Se demandant alors pour quelles raisons les Tribunaux ont si longtemps résisté aux encouragements que le législateur n'a cessé de prodiguer aux associations et aux syndicats en particulier, il ajoutait : « C'est le bouleversement de notre droit public. Cette législation nous surprend et nous trouble; on redoute des abus, et, par suite, on est enclin à en restreindre l'application ».

Ainsi, par cet arrêt souverain, la Cour de Cassation, mettant fin à la résistance de la Chambre Criminelle, reconnaissait que « le syndicat professionnel représente l'intérêt collectif de la profession envisagée dans son ensemble », sans qu'il y ait lieu de se demander si une action parallèle ou

concurrente pouvait être intentée par tel ou tel syndicaliste qui justifierait d'une atteinte à son patrimoine matériel et moral.

Dès le 22 juin 1900, le Conseil d'Etat avait déjà pressenti quelle pouvait être la fécondité de la fonction syndicale, en reconnaissant au syndicat « l'exercice d'une mission ».

A la vérité, cette mission peut revêtir deux aspects : elle est d'abord une fonction de défense professionnelle, et c'est celle à laquelle a surtout pensé le législateur de 1884, lorsqu'il a voulu donner une consécration aux « groupes de résistance » nés spontanément des besoins des travailleurs de la grande industrie ; mais elle est aussi — nous serions tenté d'écrire : elle est surtout — une fonction positive d'organisation de la profession. Parce qu'il a conscience de l'implacable solidarité qui lie tous ceux qui déploient une activité de même nature, le syndicat se sent responsable de l'ordre dans la profession. Dans la mise en vente de quelques litres de vin falsifié, les magistrats individualistes de la Chambre Criminelle ne parvenaient à entrevoir que la banalité d'un fait insignifiant ; le syndicat, au contraire, replaçant cette opération de mouillage dans la trame de celles qui l'avaient précédé et de celles qui l'ont suivi, en marque le vrai caractère ; il la montre, comme le note très exactement un arrêt (Riom, 26 novembre 1908) « venant s'ajouter, pour sa petite part, aux dommages considérables occasionnés par le mouillage aux producteurs viticoles » et cessant par là-même d'être indifférente pour la collectivité dont elle menace l'intérêt vital.

Donc, les syndicats modernes apparaissent de plus en plus comme les gardiens autorisés du statut professionnel, c'est-à-dire de tout ce qui touche aux intérêts permanents de la vie professionnelle ; en veillant à maintenir entre les membres concurrents l'égalité et la loyauté nécessaires, ils reprennent le meilleur de la tradition des anciennes corpo-

rations, dont le premier lien, écrit M. Fagniez, fut « le souci de la probité professionnelle ».

Organismes vivants que « les faits en révolte contre le code » ont imposé à l'attention du législateur et au respect des juges, ils sont parvenus à conquérir une place considérable dans l'économie moderne : la jurisprudence, en leur allouant des dommages dont l'importance est souvent hors de proportion avec le délit qu'ils dénoncent, tend à les considérer de plus en plus, moins comme des plaignants auxquels on accorde une réparation civile, que comme de véritables auxiliaires du ministère public, qualifiés pour faire infliger aux délinquants de véritables amendes pénales. Faut-il y voir le prélude d'une action syndicale proprement dite, distincte de l'action civile, que la loi consacrerait un jour ? Quel rôle l'avenir réserve-t-il aux syndicats ? Autant de questions qui, pour passionnantes qu'elles soient, ne sauraient trouver ici leur place.

Notons seulement que la loi du 12 mars 1920 a, entre autres avantages, reconnu aux syndicats, et même dans de certaines conditions, aux « unions de syndicats », le droit de se porter partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou *indirect* à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent.

Nous nous félicitons, quant à nous, de toutes les mesures qui peuvent aider la profession à s'organiser dans l'ordre, et nous croyons qu'en disciplinant la profession, le syndicat doit être un instrument privilégié de cette organisation ; nous n'avons garde d'oublier l'influence, entre toutes utile, qu'a exercé dans ce sens la C. G. V. ; en faisant notamment la preuve, malgré les difficultés nombreuses d'une jurisprudence longtemps incertaine, contradictoire et anarchique, de l'efficacité de l'intervention des syndicats pour l'œuvre de loyauté professionnelle et d'assainissement commercial qu'elle n'a cessé de poursuivre.

CHAPITRE VII

L'ORGANISATION DU MARCHÉ

Ce serait se faire de la C. G. V. une idée incomplète que de s'imaginer que la répression de la fraude suffit à son activité ; si ce fut là, originairement, sa raison d'être, et si c'est encore à ce jour sa tâche primordiale, ce n'est pas à dire qu'elle se désintéresse de tout autre problème. Il suffit de lire avec quelque attention les statuts de ses syndicats pour y découvrir qu'ils inscrivent comme objet immédiat après la lutte contre la fraude « l'étude et la défense des intérêts viticoles, agricoles, économiques et sociaux de leurs membres, » et qu'ils se proposent notamment « d'examiner et de promouvoir toutes réformes législatives et autres, toutes mesures économiques utiles ». Si bien qu'il apparaît, en définitive, que rien de ce qui touche à la viticulture ne leur est étranger.

Nous ne prétendons pas retracer ici les formes multiples sous lesquelles se manifeste l'activité de la C. G. V. : notes, avis, conférences, démarches auprès des pouvoirs publics,

avertissements par la voie de la presse ou l'affichage, publication de statistiques, participation active à des expositions françaises ou étrangères ; mais il nous paraît intéressant de consacrer quelques pages aux initiatives émanant de la C. G. V. en vue de concourir à l'organisation du marché.

Entre autres projets, auxquels avait donné naissance la recherche d'une solution économique à la crise de 1907, il convient d'en retenir un, qui s'impose à l'attention, tant par son ampleur, que par la place éminente qu'a tenu, au sein de la C. G. V., l'économiste distingué qui en avait défini la conception : nous voulons parler du projet de contingentement établi par M. Pastre.

Le contingentement avait pour but, écrivait M. Pastre, le 15 août 1908, d' « assainir le marché et de consolider le cours des vins ».

L'expérience venait, en effet, de démontrer que si l'action de la C. G. V. avait obtenu des résultats remarquables contre les falsifications, ses efforts se trouvaient cependant tenus en échec par la spéculation à la baisse, qui entraînait un avilissement injustifié des cours. Nous avons examiné plus haut les circonstances qui avaient amené le grand commerce à abandonner son rôle bienfaisant et traditionnel de régulateur du marché et noté les inconvénients redoutables d'une telle carence, qui laissait désormais le champ libre à toutes les audaces de courtiers improvisés.

En agitant le spectre de la surproduction, en menaçant le propriétaire, le plus souvent isolé et mal informé, de la perspective d'avoir à conserver sa récolte dans ses caves encombrées, au risque de ne pouvoir loger la récolte prochaine, ils arrivaient, sans peine, à faire naître le plus souvent l'inquiétude dans son esprit et à obtenir des cours de plus en plus bas, que venait aggraver chaque jour davantage l'accumulation des caves jetées hâtivement sur le marché.

Cette action déprimante avait, d'ailleurs, été grandement

facilitée par l'existence d'une surproduction constante depuis 1899, si l'on excepte toutefois la période de mai 1903 à janvier 1904, surproduction, à la vérité, plus apparente que réelle. Au moment de la déclaration de récolte de 1907, en effet, le stock des vins vieux à la propriété (vins fins exceptés) représentait seulement 4.200.000 hectolitres pour la France entière ; or, ce reliquat de sept années de prétendue surproduction équivalait tout juste aux besoins de la consommation taxée pendant trente-cinq jours !

Et cependant, l'existence de ce stock avait suffi pour faire tomber à 7 francs le prix moyen du vin du Midi, de 1899 à 1907, tandis que, jusqu'alors, il s'était maintenu aux environs de 16 francs !

Si l'on songe que, pour conserver ce prix normal et rémunérateur et éviter toutes les terribles convulsions de la crise, qui venait de désoler le Midi, il eut suffi, pendant les sept dernières années, de retrancher 600.000 hectolitres par an des quantités livrables à la consommation ; que cette réduction se fut traduite, en définitive, pour chaque producteur, par un sacrifice insignifiant, représentant à peine 1 à 2 % de sa récolte, soit 10 à 20 hectolitres par 1.000 hectolitres, on ne pouvait manquer d'être séduit par un système aussi ingénieux et qui, si largement, récompensait le sacrifice infime qu'il imposait.

Tel était tout le principe du contingentement : faire à chaque récoltant, en vue du marché national, la quote-part de vin qu'il pourrait livrer, assez élevée pour suffire aux besoins des consommateurs, assez restreinte pour éviter l'avitaillement des cours.

Ce n'était point, au surplus, une idée nouvelle : il existe dans notre pays même, de nombreux cartels de production qui reposent sur un principe identique ; en Autriche, en Amérique, ils sont innombrables ; et l'Allemagne compte, parmi les plus importants, un cartel sucrier et un cartel

de l'alcool (Verwertungverbands deutscher Spiritus Fabrikanten).

Mais, en France, le contingentement des vins n'était applicable qu'autant qu'une loi l'aurait imposé à tous. Voici, au surplus, comment M. Pastre en concevait le fonctionnement.

Chaque année, en exécution de la loi, le Ministre de l'Agriculture en fixera le quantum d'après les données fournies par les déclarations de récolte et après avis d'un comité spécial de statistique viticole, composé de viticulteurs et de négociants en vins.

Le contingent sera, en principe, proportionnel à la production ; cependant les récoltants français, dont la production moyenne ne dépasse pas 30 hectolitres à l'hectare ne supporteront pas la réduction du contingent ; par ailleurs, ceux dont la production moyenne dépasse 100 hectolitres à l'hectare subiront une réduction de 10 % sur les quantités dépassant 100 hectolitres à l'hectare.

Les déclarations de récolte ne porteront que sur les vins soumis au contingent ; elles comprendront les vins de la récolte de l'année, plus les stocks de vins vieux compris dans le contingent et non encore vendus.

Deux opérations de contrôle effectuées, la première après la vendange, la seconde avant la vendange suivante, permettront de reporter à la campagne prochaine les vins contingentés et non vendus, s'il en existe ; elles seront assurées par des agents spéciaux, désignés par le Ministre de l'Agriculture, avec adjonction de délégués de Syndicats ou des communes.

Les vins non compris dans le contingent pourront, malgré ce, être mis en vente, à la condition de payer une surtaxe de sept francs ; cette disposition, peu onéreuse à l'égard des grands crus, aura l'avantage d'empêcher éventuellement une élévation exagérée du prix de tous les vins.

Le contingent français sera appliqué à l'Algérie, sans toutefois que la base de ce contingent puisse dépasser

5.000.000 d'hectolitres : ainsi l'Algérie verra ses intérêts respectables sauvegardés, sans que soit menacée la vitalité même de la viticulture française.

Le contingent tunisien sera fixé d'une façon définitive à 200.000 hectolitres.

Quant aux vins non contingentés, ils formeront chaque année, un stock insignifiant, en réserve pour parer aux besoins des années déficitaires — et toujours susceptible, en tous cas, d'être avantageusement converti en alcool.

Telles sont les principales dispositions du projet élaboré par M. Pastre, dans l'intérêt commun des producteurs de vin de toutes les régions de la France, également menacés par la spéculation à la baisse.

Sans doute, cette conception est restée à l'état de projet ; pour qu'il eût été possible qu'elle prit corps, il aurait fallu obtenir du Parlement le vote d'une loi ; et c'était une première difficulté. Il n'est pas bien sûr, d'autre part, que le Méridional, au caractère indépendant et frondeur, se fut volontiers plié à une discipline imposée par la toute-puissance de l'Etat : s'il admet d'aliéner une part de sa liberté, ce n'est qu'après qu'il a compris l'intérêt d'un sacrifice qu'il n'accepte de consentir que parce qu'il reste libre de le refuser.

Aussi bien, les préoccupations auxquelles répondait le système dont nous venons de donner un rapide aperçu allaient prendre, au sein des syndicats de la C. G. V., une place de jour en jour plus importante : leur politique s'attacherait désormais de plus en plus à encourager et à soutenir toutes les initiatives susceptibles d'améliorer le marché des vins.

Parmi les plus intéressantes, nous citerons les caves et les distilleries coopératives.

Les caves coopératives sont nées du désir éprouvé par le paysan de remédier à des habitudes commerciales très défavorables à la propriété. Dans de nombreuses localités, en

effet, il y avait une absence générale d'organisation en ce qui concernait aussi bien la vinification des raisins que le logement du vin et sa vente : sitôt après la cueillette, les raisins étaient vendus ; ou bien les quelques hectolitres de vin récoltés étaient, dès la fermentation terminée, offerts par chaque propriétaire aux courtiers. D'où nécessité pour les négociants de s'organiser en vue d'acheter, de recevoir et de vinifier les raisins ou bien encore d'enlever les vins à peine fermentés et en tirer parti ; c'est alors que se produisit cette multiplication excessive de courtiers courant les campagnes, groupant les petites récoltes disséminées dans de nombreuses exploitations paysannes, et qui eurent tôt fait de mettre les petits propriétaires en coupe réglée.

La crise phylloxérique, d'autre part, en provoquant une hausse considérable du prix des vins avait, du même coup, conduit les viticulteurs à encépager leurs terres avec des plants de grand rendement. Tandis qu'ils étaient habitués à voir leurs vins recherchés et enlevés quand ils étaient encore « sous marc », ils se voyaient tout à coup débordés par une récolte, pour le logement de laquelle ils n'avaient à leur disposition qu'un local insuffisant — lorsque même ils en avaient un !

« Dans certaines régions, écrivait le docteur Cot, il n'y a pas seulement insuffisance, il y a manque absolu. Certains propriétaires récoltent 200, 500, 1.000 hectos et même plus, et n'ont ni fûts, ni foudres, rien, absolument rien, pas même un demi-muids ! Ils sont aussi incapables de loger vingt hectos que cinq cents. On ne peut appeler les vins de ces récoltants des excédents, ce sont des « non logés » !

« Tous ces récoltants de non-logés, disait en 1902 M. Lucien Audebert, sont forcés, en cas de grosse récolte, de revendre à vil prix. Sinon, c'est la perte du vin pour les uns, de la vendange pour les autres. Ils se précipitent tous à la fois au devant de l'acheteur et sont, par la suite, à son entière discrétion. Que devient, dans de telles circonstan-

ces, la loi de l'offre et de la demande ? Elle est faussée, elle ne joue plus comme elle devrait jouer. Le producteur est à la merci complète du négociant, et à sa merci par sa propre faute ».

Cela est d'autant plus dangereux que ces ventes à bas prix, consenties par de petits propriétaires pressés de vendre, se produisent toutes à la même époque, au début de la campagne qui s'ouvre, alors que chacun cherche dans la situation économique nouvelle quelques indices pour établir les cours.

La crise qui sévit de 1900 à 1907 permit de constater les conséquences désastreuses des non-logés. Elle contribua efficacement à dessiller les yeux de bien des paysans jusqu'alors obstinément fermés par une routine ruineuse : c'est alors que l'on comprit que la cave devait être l'annexe indispensable de toute exploitation viticole et que plus d'un découvrit les bienfaits de la coopération.

Chaque vigneron, en effet, ne pouvait songer à bâtir lui-même une cave : il ne disposait le plus souvent ni de l'emplacement, ni des fonds nécessaires à cette construction. Mais ce que l'effort d'un seul ne pouvait essayer, l'union des propriétaires d'une même commune était capable de le tenter victorieusement.

C'est pourquoi, l'on vit des producteurs d'une même localité s'entendre pour assurer en commun la vinification et le logement de leurs récoltes dans des caves coopératives, opérations généralement suivies aussi de la vente collective des vins : en répartissant sur une grosse production les frais d'établissement et les frais généraux qui grèvent la vinification, ils arrivaient à les réduire pour chacun d'eux. Ainsi les petits et moyens propriétaires bénéficiaient des avantages de la grande production industrialisée ; et les grands propriétaires eux-mêmes ne pouvaient voir que d'un œil favorable une organisation, qui, seule, était susceptible de permettre aux producteurs plus modestes de résister à

l'entraînement des ventes précipitées, cause d'un avilissement général des cours.

Qu'elles adoptent la forme de sociétés civiles ou de sociétés commerciales, les caves coopératives n'en reposent pas moins sur le même principe : traiter les vendanges apportées par chacun des propriétaires associés et, après défalcation des frais et des charges annuelles, répartir entre les sociétaires l'excédent des recettes brutes, au prorata des apports en nature de chacun.

Ces caves coopératives ne laissent pas de présenter, pour le petit et le moyen viticulteur, des avantages considérables. Celui-ci trouve une installation moderne complète munie d'un outillage perfectionné et permettant de procéder selon les données scientifiques les plus récentes — et qu'il ignore la plupart du temps, — à l'industrie difficile de la vinification. Il obtient ainsi un rendement qui est de 5, de 10 et parfois même de 15 % supérieur à celui qu'il obtenait avec les moyens primitifs dont il disposait dans sa propre cave ; et, par là-même, il accroît d'autant son bénéfice. D'autre part, il réduit au minimum les déperditions résultant de l'évaporation ou « *consume* », ou de diverses manipulations du vin. Plus la cave est importante et plus grandes sont les économies qu'il réalise sur la vaisselle vinaire, sur l'espace nécessaire au logement, sur la construction, sur la main-d'œuvre employée. S'il veut offrir son vin au commerce de gros, il se trouve bien mieux placé qu'il ne le serait, isolé ; il voit ses frais au moment de l'enlèvement de la récolte ramenés au minimum ; s'il veut attendre un cours plus favorable, il trouve de plus grandes possibilités de crédit, le warrantage de son vin étant rendu plus facile par la garantie morale qu'offre au prêteur le contrôle du conseil d'administration de la cave coopérative.

Enfin, ces caves, par les moyens de publicité dont elles peuvent disposer, et qui dépassent de beaucoup la capacité d'un petit producteur, permettent aux vignerons qui les composent, en créant une marque d'origine, de mettre en

valeur les produits de leur cru — ou de maintenir une marque déjà connue de grands vins.

Elles donnent, en un mot, la possibilité d'augmenter à la fois la quantité du vin, en le traitant plus scientifiquement, et sa qualité, en écartant de la consommation tous vins piqués, avariés ou tournés ; elles déchargent le vigneron de toute préoccupation commerciale et le rendent tout entier à son œuvre de production terrienne ; elles sont une école d'application pratique des vertus sociales d'entente, de solidarité et d'entraide mutuelle ; elles sont, enfin, une sérieuse garantie contre toute fraude, que rend impossible le contrôle réciproque des membres de ces sociétés.

Les avantages qu'offrent les distilleries coopératives, pour ne pas être exactement les mêmes que ceux que présentent les caves, n'en sont pas moins fort importants. Le souci de pouvoir faire fonctionner la distillation comme soupape de sûreté au cas de surabondance de vin a conduit les viticulteurs à se préoccuper d'avoir sous la main un certain nombre de distilleries toujours prêtes ; et, afin de garantir à ces distilleries le travail régulier qui seul peut leur permettre de subsister, les récoltants ont été amenés à se réunir pour utiliser les sous-produits du vin ; le marc, que, jadis, le propriétaire inéduqué considérait comme sans valeur et jetait au fumier, est maintenant apporté à la distillerie coopérative, où il est pesé et pressé ; on en extrait tout l'alcool qu'il contient.

En outre, les lies sèches sont utilisées pour la crème de tartre et le tartrate de chaux qu'elles renferment.

La vente de ces divers éléments est assurée par le conseil d'administration de la société, qui répartit les bénéfices entre les sociétaires, proportionnellement à la quantité des divers produits qu'ils ont fournis à la distillerie. Ces bénéfices sont, d'ailleurs, généralement des plus avantageux et, en tous cas, toujours fortement supérieurs aux prix pratiqués dans l'industrie. Ceci s'explique si l'on songe que les

coopératives, outillées pour loger leurs alcools, peuvent attendre le moment le plus favorable à la vente et font généralement de meilleures recettes ; que leurs frais généraux sont moindres que ceux qui grèvent des distilleries particulières, généralement moins importantes ; qu'enfin leur organisation permet de réduire au minimum les déchets de fabrication. Pour obtenir des résultats intéressants, il est indispensable d'agir sur de grandes quantités, trois ou quatre cents tonnes de marc, soit le résidu d'au moins 30.000 hectolitres de vin ; c'est pourquoi les grands propriétaires qui n'ont pas, le plus souvent, recours aux caves coopératives, font généralement partie des sociétés de distillerie.

En exigeant de leurs participants l'engagement de leur apporter l'intégralité des marcs de leurs vendanges, les distilleries contribuent à protéger le marché des vins : elles empêchent ainsi la production des quarante hectolitres de piquettes autorisées par exploitation, qui, si elle venait à être strictement réalisée, diminuerait dans de sensibles proportions la consommation familiale du vin naturel et augmenterait d'autant la quantité disponible pour la vente.

On le voit, caves et distilleries, si elles sont pour chaque propriétaire d'une incontestable utilité par les services qu'elles leur rendent, offrent, en outre, au point de vue général, un immense intérêt, par l'ordre qu'elles tendent à faire régner sur le marché viticole : aussi, ne faut-il point s'étonner de ce que la C. G. V. se soit, en toute occasion, efforcée de les aider. Tout en restant indépendante de ces diverses entreprises, notamment au point de vue financier, elle n'a cessé de les propager en exposant les avantages par des conférences dans les villages, et de les encourager, en soulignant, dans ses rapports, l'utilité et les résultats heureux. Ses sections communales forment le noyau naturel de toutes ces initiatives qui intéressent au plus haut point l'avenir de la viticulture, et autour duquel viennent nécessairement se cristalliser les bonnes volontés hésitantes ou

encore mal informées. La plupart des distilleries coopératives se hâtent, d'ailleurs, de reconnaître officiellement ce qu'elles doivent à la puissante confédération ; c'est ainsi, qu'entre autres, les statuts de « l'Association Coopérative de distillerie des vigneron de Roujan », stipulent en leur article 15 : « Sur le montant de la vente des alcools ou eaux-de-vie produits et des recettes de toute nature effectuées par les soins de la Société, il sera prélevé chaque année une somme suffisante pour... verser à la Section Communale de la C. G. V. la cotisation proportionnelle de tous les sociétaires ». Ainsi, la C. G. V. fortifie la distillerie ; et la distillerie assure le recrutement des syndicats de la C. G. V. et, dans ce mutuel appui, les deux organisations trouvent une force nouvelle.

De même, l'on peut dire que la C. G. V. a contribué d'une manière efficace — bien qu'indirecte — à familiariser les populations de campagnes méridionales avec la pratique du Crédit Agricole.

Il eût été assurément difficile, pour la plupart des viticulteurs, de réunir les moyens suffisants pour entreprendre la construction, toujours très onéreuse, de caves ou de distilleries, et, pour faire face, par eux-mêmes, aux lourdes dépenses que nécessite l'acquisition d'un outillage moderne.

Fort heureusement, l'Etat est intervenu pour donner son appui aux bonnes volontés désarmées ; et la loi du 29 décembre 1906 est venue opportunément aider les viticulteurs à réaliser leurs projets. Elle autorisait, en effet, les caisses régionales de Crédit Agricole à consentir aux coopératives affiliées à une caisse locale de crédit mutuel constituées selon la loi du 5 novembre 1894, des avances spéciales à long terme, destinées à leur faciliter la possession des immeubles et des installations qui leur sont nécessaires. Dans ce but, les caisses régionales étaient admises à prélever gratuitement jusqu'au tiers des redevances versées annuellement par la Banque de France au Trésor, en vertu de la

Convention du 31 octobre 1896, et à fournir aux coopératives une avance égale au double de leur capital versé en espèces, moyennant un intérêt de 2 et même de $1\frac{1}{2}\%$, pour une durée de quinze à vingt années.

La récente loi du 5 août 1920, qui a codifié la matière du crédit agricole, éparse dans une dizaine de lois, et qui a créé un « Office National du Crédit Agricole », a maintenu à 2% l'intérêt demandé aux coopératives pour les avances qui leur sont consenties, mais stipule toutefois que ces prêts pourront atteindre, sous certaines garanties, jusqu'à six fois le montant du capital versé en argent ou en nature et valoir pour une durée de vingt-cinq années.

Les caisses régionales sont, à leur tour, chargées de répartir les avances de l'Etat entre les caisses locales de leur circonscription. Celles-ci peuvent devenir les véritables banquiers des agriculteurs ; elles leur distribuent du crédit à court terme et à bon marché, en attendant qu'ils aient réalisé leur récolte ; pour cela, elles escomptent les effets souscrits par leurs seuls sociétaires, en vue d'opérations exclusivement agricoles. Elles peuvent également consentir des prêts à moyen terme et même des prêts à long terme, mais seulement pour des sommes ne dépassant pas quarante mille francs, prêtés à 2% et remboursables dans une durée maxima de vingt-cinq ans, sans toutefois que l'âge de l'emprunteur, à la date du dernier amortissement, puisse dépasser soixante ans. Elles exigent alors comme garantie une inscription hypothécaire, ou un contrat d'assurance en cas de décès.

Dès le premier moment, la C. G. V. a fait ressortir les avantages que présente pour les viticulteurs cette organisation et, dans un article de « Vendémiaire » (1^{er} août 1908), M. Waills citait l'exemple caractéristique de la caisse locale de Bages (Pyrénées-Orientales) : « Au moment des vendanges de 1907, écrivait-il, sur la porte de la mairie, le bureau avait fait apposer l'affiche suivante : « Tout pro-

priétaire qui a des mandats à payer et qui possède du vin en cave peut présenter ces mandats à la Caisse Locale qui les payera ; mais qu'il ne vende pas son vin par besoin d'argent ». Et il ajoute : « Cette affiche est maintenant remplacée par la suivante : « Tout propriétaire qui a besoin d'argent, soit pour arriver à la récolte, soit pour faire ses vendanges, peut s'adresser à la Caisse Locale qui lui en prêtera ; mais qu'il ne vende pas sa récolte sur souches par nécessité ».

Ainsi le crédit à portée facile assure l'indépendance économique des petits et moyens propriétaires, en leur permettant de choisir librement le moment de la vente. C'est pourquoi, conclut M. Waills, « organisons partout le crédit agricole ; la caisse locale doit être le corollaire de la section communale de la C. G. V. ».

Il faut croire que ce conseil a été entendu, à constater la progression croissante du nombre des caisses locales de crédit agricole dans la région languedocienne et quand on sait que les prêts de la Caisse Régionale du Midi, dont le siège est à Montpellier, sont passés de 500.000 francs pour 1900 à près de 1.500.000 francs pour 1919.

Si l'on considère dans son ensemble l'activité que la C. G. V. n'a cessé, depuis qu'elle existe, de déployer pour l'éducation économique des masses vigneronnes, il n'est pas exagéré de dire qu'elle a rempli le rôle d'un véritable Parlement de la Viticulture, bien avant que la loi du 25 octobre 1919 n'ait établi, sous le nom de Chambres d'Agriculture, des organisations analogues.

Il est permis d'attendre beaucoup de ces institutions, à qui la loi semble, à juste titre, avoir fait pleinement confiance, en leur donnant, selon l'expression de M. le rapporteur Lhôte, au Sénat : « la plus entière indépendance à l'égard des pouvoirs publics et les attributions les plus larges pour tout ce qui concerne l'industrie agricole ». Non seulement, en effet, elles seront nécessairement consultées

sur tout ce qui concerne l'organisation économique de l'agriculture, mais elles pourront aussi exercer devant les tribunaux des poursuites contre ceux qui « falsifient ou altèrent les produits de l'agriculture et ses dérivés ou les produits nécessaires à l'agriculture, ainsi que ceux qui influent de manière illégale sur le marché de ces produits ». (Art. 42).

Reconnues comme établissements publics et donc pouvant acquérir, recevoir, posséder, emprunter, aliéner, après y avoir été autorisées, elles pourront se fédérer régionalement pour des œuvres d'intérêt commun, telles que création de canaux d'irrigation.

En outre, leur caractère officiel leur permettra d'exercer une très heureuse influence au point de vue social, en créant des assurances non seulement contre les risques généraux de l'agriculture, mais encore contre la maladie, l'invalidité et le chômage ; en favorisant la constitution de petites propriétés paysannes et ouvrières, là où le besoin s'en fera sentir ; en ouvrant des bureaux de placement, en prenant l'initiative des commissions d'arbitrage entre patrons et ouvriers, etc.

C'est donc un champ immense ouvert aux compétences comme aux bonnes volontés ; il faut se féliciter de ce que, pour une large part, la C. G. V. l'ait si heureusement préparé.

Mais, à vrai dire, la création des Chambres d'agriculture, si elle vient confirmer et consolider l'œuvre propre de cette association, ne la rendra point inutile : les deux sessions annuelles de cet organisme officiel ne sauraient, en effet, remplacer la constante action de la Confédération. La loi nouvelle, elle-même, ne rend-elle d'ailleurs pas aux syndicats un juste hommage en admettant au sein de l'assemblée qu'elle crée, leurs représentants spéciaux, à côté de ceux élus par la généralité des agriculteurs ?

CHAPITRE VIII

LA C. G. V. ET LES RÉQUISITIONS

Les circonstances exceptionnelles nées de la guerre ont permis de constater la grande utilité que peut présenter, pour un service d'intérêt national, l'organisation sérieuse d'une profession, selon la formule de la C. G. V.

Les règlements militaires, en effet, n'avaient pas prévu les services du ravitaillement des armées en vin, le vin ne figurant pas dans la nomenclature des aliments ou denrées à distribuer aux troupes. L'expédition marocaine avait bien donné l'occasion de faire une expérience, quelque temps auparavant, mais qui ne pouvait être considérée comme décisive, puisqu'elle n'avait porté que sur des effectifs minimes, dont le ravitaillement avait été, d'ailleurs, singulièrement facilité par la proximité du vignoble algérien.

D'où nécessité, lorsqu'on eût décidé de faire, aux troupes en campagne, des distributions de vin, d'improviser un service formidable, portant chaque année sur des millions d'hectolitres.

Au début, les rations furent espacées et irrégulières ; si elles purent être assurées, l'honneur en revient sans conteste aux viticulteurs du Midi, dont la générosité spontanée devança l'organisation de tout service administratif : le seul département de l'Hérault, reconnaît M. le sénateur André Lebert, cependant peu suspect de sympathie pour les Méridionaux, donna plus de 100.000 hectolitres. Il est, sans doute, permis de constater, en passant, que la légitime autorité de la C. G. V. a su prendre sur ses adhérents ne fut pas étrangère à de si magnifiques résultats.

Cependant des dons, si nombreux fussent-ils, ne devaient pas tarder à être insuffisants pour faire face à une consommation qui, dès octobre 1914, prenait des proportions imprévues, le G. Q. G. ayant décidé de donner dorénavant au « *poilu* » la consommation du « *pinard* » quotidien.

Tout d'abord, l'Intendance s'avisa de recourir à des achats directs, avec appel à la concurrence. Mais bientôt, ses fonctionnaires, peu au courant des fluctuations du marché vinicole, s'émurent ; et, incapables de mettre en œuvre des qualités commerciales qui leur faisaient le plus souvent défaut, préférèrent adopter la méthode administrative de la réquisition.

Les premières réquisitions furent faites fébrilement et hâtivement, d'une façon partielle, au détriment d'une seule catégorie de citoyens, avec un appareil d'autorité inaccoutumé : irruptions soudaines dans les caves, apposition de scellés sur des foudres non réquisitionnés, si bien que M. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intendance Thierry déclarait un jour à la tribune de la Chambre : « J'ai reçu des plaintes très vives, parce que l'Intendance commençait, sur certains points, à réquisitionner — permettez-moi l'expression — un peu à tour de bras ». On conçoit l'émotion qui s'était emparée des viticulteurs, devant la mise en œuvre d'une méthode aussi exorbitante.

La loi du 3 juillet 1877 n'a, en effet, prévu la réquisition

que comme un moyen exceptionnel d'approvisionnement, ayant pour but de suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnement de l'armée ; elle s'inspirait de la loi du 18 Brumaire, An III, jusqu'alors en vigueur, qui disposait expressément : « il n'y aura plus de réquisition illimitée ; chaque réquisition désignera l'espèce, la quantité, le délai de livraison, le tout sous la surveillance du Comité de Salut Public ». Et elle ajoutait : « les agents convaincus d'avoir exécuté des réquisitions sans autorisation seront punis de six ans de fers ». D'ailleurs, dans une circulaire du 15 octobre 1914, M. Millerand, alors ministre de la Guerre, avait pris le soin d'indiquer : « En principe, il n'y a lieu de réquisitionner que dans les cas où il ne peut être conclu un achat amiable en temps voulu et à des conditions de prix acceptables ».

C'est pourquoi la C. G. V. ne cessait de demander au gouvernement la suppression des réquisitions et leur remplacement par des achats amiables, basés sur les cours du marché commercial. Mais l'administration militaire prétendait justement exercer les réquisitions pour se soustraire à ces cours, dont elle attribuait la hausse à la spéculation ; c'est la raison qu'elle avait invoquée, dès la première heure.

Or, il y a lieu d'observer tout d'abord qu'un négociant qui prévoit un gros déficit et des cours très élevés a bien le droit d'acheter le plus possible aux cours du moment, pour bénéficier des cours supérieurs : c'est là le propre du commerce ; une telle spéculation est légitime ; elle est la conséquence de la situation viticole ; elle n'en est point la cause.

En second lieu, l'Intendance, mal informée, avait prétendu qu'il restait, en 1915, des stocks considérables accumulés, alors que les disponibilités commerciales ne dépassaient pas 1 à 2 millions d'hectolitres et que les récoltants ne disposaient pas d'un reliquat supérieur à 8 millions !

La hausse du prix des vins ne pouvait donc trouver son explication normale que dans la situation économique du

marché : par suite d'attaques successives de mildew, de pyrale, de cochylis et d'eudémis, aggravées par une sécheresse persistante, il n'y avait alors, pour faire face à des besoins toujours croissants, qu'une récolte réduite des deux tiers !

Cependant, l'Intendance ne tenait point compte de la situation nouvelle ; elle commença par vouloir imposer un prix notablement inférieur aux cours commerciaux. Cela pouvait paraître établir, d'une façon détournée, une sorte de loi au maximum, pour obliger la propriété à vendre au commerce à un prix déterminé.

C'était aussi mettre le propriétaire en fâcheuse posture : car il lui fallait, ou bien accepter, purement et simplement le prix fixé d'autorité par l'Intendance, ou bien laisser retirer son vin, mais assumer, pour en fixer le prix, les risques et les lenteurs d'un procès. Aussi la C. G. V. n'hésita point à donner à ses adhérents le sage et patriotique conseil de s'incliner, chaque fois que le sacrifice ne serait pas véritablement impossible.

Malgré ce, et malgré de nombreux arrêts contraires, le Ministre continuait à soutenir que l'indemnité de réquisition ne devait pas avoir pour mesure le cours indiqué par les mercuriales, sous prétexte que le fait seul de réquisitionner un produit risquait de provoquer la hausse de son prix, et que, dès lors, l'indemnité accordée ne serait plus représentative de la valeur de la prestation : une telle attitude menaçait de transformer le Midi en un vaste champ de bataille judiciaire ».

Ceci était d'autant plus à redouter, qu'au mépris des avis des commissions départementales, généralement défavorables à toute réquisition, l'Intendance passait outre, continuait non seulement à réquisitionner « à tour de bras », mais encore « au petit bonheur » et que la Commission centrale d'évaluation, composée exclusivement de fonctionnaires, complètement étrangers aux choses de la viticulture,

fixait des tarifs inférieurs de 7 à 8 francs aux cours pratiqués couramment dans le commerce.

Impuissante à faire revenir l'autorité sur le principe de la réquisition, la C. G. V. s'est, du moins, attachée à en atténuer les effets. Elle demandait que l'on substituât aux réquisitions faites au jour le jour un plan d'ensemble, afin de répartir équitablement entre toutes les régions viticoles les quantités de vin utiles au ravitaillement de l'armée ; elle demandait, en outre, que l'on n'attendît point, pour procéder à la réquisition, qu'aient disparu du marché tous les vins de bonne qualité, afin que les soldats ne fussent pas seulement pourvus de vins laissés pour compte.

Si ses avis ne furent pas toujours écoutés, elle arriva du moins à faire accréditer officiellement auprès de la Commission Centrale d'évaluation trois de ses délégués, qui y apportèrent la lumière de leur compétence et réussirent parfois à obtenir pour les vins réquisitionnés une indemnité plus élevée et plus juste que celle que l'on se proposait de leur accorder.

C'est ainsi qu'en 1917, cette Commission centrale avait estimé les vins réquisitionnés le 1^{er} septembre à 6 francs le degré, soit 46 francs par hectolitre de moins que les cours commerciaux, pour les vins de 9°. Grâce à l'intervention des délégués de la C. G. V., on obtint une transaction sur la base de 8 francs le degré ; c'était encore, pour la plupart des viticulteurs, dont le vignoble avait été dévasté par le mildew, un gros sacrifice, étant donné surtout que le propriétaire devait surveiller son vin jusqu'à la retraitaison et qu'il restait responsable de sa conservation.

Mais ce fut surtout en 1918, que l'intervention de la C. G. V. fut particulièrement efficace. Elle permit de faire ressortir, par des chiffres officiels et indiscutables, que l'élevation du prix du vin n'était due ni à l'accaparement, ni à la spéculation et que la production probable de la France et de l'Algérie, unies au stock commercial, suffiraient à l'ali-

mentation des armées et de la population civile. Ainsi, elle parvint à déjouer une tentative qui tendait à faire établir une réquisition générale des vins, leur taxation et leur distribution, aux soldats et aux civils, par l'Etat.

Or, comme le remarque très justement M. le D^r Le Bon : « les renchérissements consécutifs aux taxations étatistes pendant la guerre n'ont fait que confirmer d'anciennes expériences. La Convention avait déjà dû reconnaître que rien ne peut remplacer l'initiative privée, la liberté du travail et le jeu naturel des échanges ».

Et ceci permet d'apprécier à sa juste valeur le service social éminent que la C. G. V. a su rendre une fois de plus pendant la guerre, en neutralisant, dans toute la mesure du possible, les pernicious effets de la réquisition.

De même, lorsqu'elle a préconisé une organisation judicieuse du camionnage (avec utilisation de la traction automobile) la création de stations-magasins en nombre suffisant, afin de rendre à la circulation un nombre accru de wagons-réservoirs trop longtemps immobilisés, elle est restée fidèle à sa mission et à son esprit de dévouement à la défense nationale.

En se préoccupant de sauvegarder les intérêts légitimes des producteurs associés, elle n'a eu garde de perdre de vue les intérêts généraux du pays et elle n'a cessé de poursuivre, en toute occasion, une œuvre de coordination et de conciliation ; ainsi, elle a fidèlement traduit la pensée de ces viticulteurs qui — ainsi qu'en a témoigné la déclaration officielle d'un Conseil des Ministres — n'avaient cessé, depuis le début de la guerre, de faciliter dans toute la mesure du possible, la tâche du ravitaillement des armées.

Quelles que soient ses imperfections, le rapide aperçu que nous avons donné de l'action multiple de la C. G. V. suffira sans doute à convaincre de ce que peut l'initiative privée, lorsqu'elle sait être courageuse, tenace et désintéressée.

Si le premier élan de la misère avait porté les foules méridionales à implorer le secours d'un Etat, auquel, dans leur candeur, elles prêtaient les attributs divins de la toute puissance, la brutalité des événements ne devait pas tarder à tuer dans les cœurs cette aveugle confiance, où s'était égaré le mysticisme profond de l'âme populaire.

Bientôt désabusés, les vignerons se sont aperçus que c'était en eux que se trouvait le salut ; que l'Etat — ni le ciel — ne les aiderait que s'ils commençaient d'abord par s'aider eux-mêmes, et, à l'exemple de leurs pères, à l'époque désastreuse du phylloxéra, ils surent écrire une page glorieuse au livre de « l'énergie française ». S'obstinant contre la fortune, espérant contre l'espérance, ils ont fini par commander à la Fatalité et par triompher de la terre, un moment oubliée, à force de confiante fidélité et de volonté opiniâtre.

Aujourd'hui, ils apprécient justement tout ce que leur vaut le faisceau, maintenu compact, de leurs énergies disciplinées.

Mais, par delà même les intérêts privés qu'elle défend, la C. G. V. ne cesse de rendre un service permanent à la collectivité toute entière ; en faisant respecter la loi, elle en accroît la puissance et en augmente le prestige ; en suscitant des initiatives nouvelles, en imposant à tous ses adhérents la pratique d'une loyauté scrupuleuse, en renforçant le sentiment des solidarités nécessaires, elle participe à l'éducation sociale de tout un peuple.

Elle dégage de la cohue des intérêts individuels contraires l'intérêt permanent de tous ; ainsi, elle contribue à dessiner les limites de la Région Economique.

Elle tend à l'épanouissement de toutes les valeurs ignorées, à l'utilisation de toutes les compétences qui se trouvent à pied d'œuvre, et, par là-même, prépare d'une façon efficace la décentralisation indispensable à l'essor économique du pays.

En réclamant hier avec insistance le vote de la loi qui institue les Chambres d'Agriculture, — en en demandant aujourd'hui son application rapide, — elle marque sa volonté de travailler, pour sa part, à la représentation professionnelle régionale qui, seule, permettra sans doute l'entente cordiale des divers agents de la production.

Elle donne le magnifique exemple de ce que peut le syndicalisme lorsqu'il s'attache à construire plus qu'à détruire.

En agissant ainsi, elle a conscience de ne point préparer des antagonismes irréductibles dont aurait à souffrir un jour l'unité nationale ; elle sait qu'un équilibre est à rechercher entre des intérêts également respectables ; mais elle sait aussi que, plus sérieusement ces intérêts seront étudiés, mieux ils seront représentés et plus aisément seront conjurées les crises économiques, dont les convulsions redoutables empêcheraient seules la fusion de ces divers éléments dans la synthèse harmonieuse de l'intérêt national. Il n'est pas vrai que le Régionalisme, en faisant la Patrie plus proche, la rende plus étroite : il nous aide seulement à en mieux discerner la vraie figure et à comprendre qu'elle n'est, en définitive, qu'une Région de l'Humanité.

C'est pour toutes ces raisons qu'arrivé au terme de ce modeste travail, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer avec joie que c'est sur cette vieille terre de Septimanie, qui n'est pas seulement, comme beaucoup l'imaginent, le pays du soleil, du rêve et de la fantaisie, mais qui garde comme un dépôt précieux la tradition de l'ancien ordre latin

qu'a germé et que s'est épanouie l'une des plus magnifiques réalisations du Régionalisme Economique, comme le signe hardi d'un ordre nouveau.

En vérité, les promoteurs de la C. G. V. ont le droit d'être fiers de leur œuvre ; ils mériteront de figurer comme les premiers parmi ces ouvriers d'élite qui, avec la patience du génie, s'attachent à graver les diverses figures de nos régions naissantes sur le roc infrangible de l'unité française.



BIBLIOGRAPHIE

- ANTONELLI Etienne. — La protection de la Viticulture par l'Etat. Thèse. Paris 1905.
- ATGER F. — La protection légale de la Viticulture et la crise Viticole. (Thèse. Paris 1907).
- AUGÉ-LARRIBÉ. — Le problème agraire du Socialisme. La Viticulture du Midi. Paris. Girard et Brière 1907.
- BOURGUIN Maurice. — Les systèmes socialistes et l'évolution économique. Colin 1907.
- CHAUSSOUY André. — La Crise Viticole en Septimanie. (Thèse des sciences Politiques et Morales 1913).
- CRUET Jean. — La vie du Droit. Flammarion 1908.
- DEGRULLY. — Essai historique et économique sur la production et le marché des vins en France. (Thèse. Montpellier 1910).
- DE GAILHARD-BANCEL Maurice. — Les anciennes corporations de métiers et la lutte contre la fraude. Bloud & Co 1913.
- GEMALHING Paul. — Les actions syndicales en justice pour la défense des intérêts professionnels. (Thèse. Paris 1912).

-
- GENIEYS. — La Crise Méridionale. Toulouse, Privat 1905.
- HANOTAUX Gabriel. — L'Energie Française, Flammarion.
- MANDEVILLE DE RÉGISMONT Léonce. — Etude sur les sociétés coopératives de vinification du Midi de la France. Librairie du Recueil Sirey 1915.
- MISAEI Gervais. — La coopération en viticulture. Baillière 1913.
- MORIN Gaston. — La révolte des faits contre le code. Bernard Grasset 1920.
- PAUL-BONCOUR J. — Le Fédéralisme économique. Alcan 1901.
- RIVALS J. — L'âme terrienne. Polère Carcassonne 1914.
- SAINT-LAURENS. — Les syndicats et la répression d'infractions professionnelles (Thèse. Toulouse 1910).
- SEMICHON Lucien. — Les coopératives vinicoles et l'organisation professionnelle de la viticulture. Edition de l'Action Vinicole, Narbonne 1920.
- SUSPLUGAS Paul. — La répression des fraudes sur les vins. Rivière, Toulouse 1920.
- Rapport d'enquête parlementaire sur la Viticulture de M. Cazeaux-Cazalet J.-O. 1908.
- Le Parlement et l'Opinion. — Article de M. André Lebert, octobre 1916.
- Statuts de la C. G. V., du Syndicat Viticole de Narbonne, de la Société coopérative de distillerie de Roujan (Héroult).
- Collections des Journaux : *Le Tocsin*, *Vendémiaire*, *La C. G. V.*, *L'Action Vinicole*.
- Mémoires de Marcellin Albert. — *L'Eveil Démocratique*, Paris 1907.
-

Qu'il nous soit permis d'exprimer nos très vifs remerciements à tous ceux qui ont bien voulu, avec le plus aimable empressement, nous faciliter notre tâche, et tout spécialement à MM. le Colonel Mirepoix, Bernard, Rayssac, Faugère, de la C. G. V., qui ont mis si obligeamment à notre disposition leur compétence éclairée, ainsi qu'à notre ami M. Jean Soulairol, qui nous a communiqué la précieuse étude de notre regretté camarade Chaussouy, tué à l'ennemi.

VU : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE :

M. MOYE

VU : LE DOYEN :

Montpellier, le 15 février 1921

J. VALERY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 15 février 1921

Le Recteur :

COULET.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — De la Viticulture dans l'économie Nationale et Régionale. — Des crises antérieures à 1900.....	11
CHAPITRE II. — La crise viticole 1900-1907. — Ses conséquences économiques et sociales....	19
CHAPITRE III. — Les causes de la crise viticole.....	29
Section I. — Les causes secondes de la crise : a) Distillation ; b) Tarifs douaniers et tarifs de transports ; c) Anarchie du marché.....	34
Section II. — La cause essentielle de la crise : la surproduction artificielle.....	40
CHAPITRE IV. — Le mouvement de 1907. — Les manifestations.....	55
CHAPITRE V. — La structure interne des syndicats confédérés et de l'Union des syndicats (C. G. V.).....	67

CHAPITRE VI. — La défense contre la fraude.....	75
Section I. — La recherche de la fraude, les agents de prélèvement.....	76
Section II. — La poursuite de la fraude; in- tervention des syndicats comme partie civile.....	86
CHAPITRE VII. — L'organisation du marché.....	101
CHAPITRE VIII. — La C. G. V. et les réquisitions.....	115
CONCLUSION.....	121
BIBLIOGRAPHIE.....	125





